

France Forum

- *Quel changement pour la France ?*
- *La France et la défense de l'Europe*
- *L'homme face à la vie*
- *L'Europe embourbée*
- *Lamennais était-il socialiste ?*
- *Un new deal syndical est-il possible ?*
- *Problèmes économiques et sociaux*
- *Henri de Lubac et Dostoïevski*

Michel CROZIER - Maurice FAURE - Pierre CHARBONNEAU - Gérard ADAM - Jean BOISSONNAT - Jean-Yves CHEVALLIER - Jean-Marie DAILLET - Jean LETOURNEAU
Eugène CLAUDIUS-PETIT - Philippe SÉNART - Yvan CHRIST - François FEJTO
Etienne BORNE

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel 80 F

Abonnement de soutien 100 F

Sommaire *201 - 202*

Février - Mars 1983

20 F

DOSSIERS ET ETUDES

QUEL CHANGEMENT POUR LA FRANCE ?

PAR MICHEL CROZIER p. 2

LA FRANCE ET LA DEFENSE MILITAIRE DE L'EUROPE

PAR JEAN-PIERRE LEITCELAR p. 10

UN NEW DEAL SYNDICAL EST-IL POSSIBLE ?

PAR GERARD ADAM p. 14

L'HOMME FACE A LA VIE

PAR PIERRE CHARBONNEAU p. 19

L'EUROPE EMBOURBÉE

INTERVIEW DE MAURICE FAURE

PAR RAYMOND MORICE p. 24

L'ASPECT SOCIAL ET SOCIALISTE

DE LA PENSÉE DE LAMENNAIS

PAR JEAN-YVES CHEVALLIER p. 30

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

p. 35

TEMOIGNAGES SUR GEORGES BIDAULT

p. 41

SUR UNE AUTOCRITIQUE D'"ESPRIT"

PAR ETIENNE BORNE p. 46

MAURICE THOREZ PEINT PAR SON FILS

INTERVIEW DE PAUL THOREZ

PAR FRANÇOIS FEJTO p. 50

ARTS ET LETTRES

LA VIE LITTÉRAIRE

PAR PHILIPPE SENART p. 52

REFLEXIONS SUR L'ARCHITECTURE

PAR EUGENE CLAUDIUS-PETIT p. 59

LE MAL DU SIECLE : L'"EXPOSITIONNITE"

PAR YVAN CHRIST p. 61

A PROPOS DE "GOETHE M'A DIT" :

BOISDEFRE, UN HUMANISTE POUR NOTRE TEMPS

PAR JEAN-MARIE DAILLET p. 64

NOTES DE LECTURE

POUR UN NOUVEAU LIBERALISME

D'ANDRE FOURCANS

PAR CLAUDE GOASGUEN p. 69

JOSEPH II, UN HABSBOURG REVOLUTIONNAIRE

DE FRANCOIS FEJTO

PAR DOMINIQUE-ANDRE KERGALE p. 70

PROPOS DU TEMPS

HENRI DE LUBAC INTERPRETE DE DOSTOIEVSKI

PAR ETIENNE BORNE p. 74

QUEL CHANGEMENT POUR LA FRANCE ?

par Michel CROZIER

En juin dernier Michel Crozier a présenté un exposé au Club France-Forum de Paris sur le thème : "Quel changement pour la France ?". Le texte ci-dessous reproduit ses analyses et son diagnostic.

Michel Crozier dirige au C.N.R.S. le Centre de Sociologie des Organisations qu'il a fondé en 1961. Ses principaux ouvrages lui ont valu une notoriété non seulement nationale, mais internationale : Le Phénomène bureaucratique (Le Seuil), La Société bloquée (Le Seuil), l'Acteur et le système (Le Seuil), On ne change pas la société par décret (Grasset), Le mal américain (Fayard).

La tyrannie des mots est dangereuse. Le mot *changement* est très beau, très important, même s'il est en train de devenir insupportable parce qu'on l'emploie trop souvent et mal à propos ! Il est essentiel de parler de changement, de réfléchir au problème du changement parce que, dans un monde en évolution constante et de plus en plus accélérée, il est indispensable que les hommes intervien-

nent pour répondre aux problèmes posés par la transformation du monde pour la corriger et l'orienter.

Le changement est donc partiellement de la responsabilité des hommes, il est même naturellement l'un des sujets ou peut-être le sujet essentiel de la politique. Mais il n'est pas un concept magique qui recouvrirait tout. Comme si être pour le changement était nécessairement

positif et être contre le changement réactionnaire. On ne change pas pour réaliser l'idéal sur terre mais parce qu'on accepte de prendre la responsabilité d'agir en fonction de la compréhension que l'on a de la société et des possibilités d'action qui s'offrent ici et maintenant.

La noblesse du métier politique, c'est bien de s'occuper du changement. Mais quand l'homme agit, il ne se substitue pas à la société ; si génial qu'il soit, il ne la résume pas. La société existe et agit par elle-même. S'il est vraiment démocrate et s'il veut plus généralement d'ailleurs être efficace, l'homme politique doit savoir le reconnaître.

Je voudrais souligner en préalable un deuxième point : le changement est un problème grave. Certes nous changeons tout le temps, mais c'est très difficile de changer quand on veut changer de façon volontaire. La société, comme on le souligne souvent, a énormément changé, davantage dans les trente dernières années qu'elle n'avait changé pendant le siècle précédent. Enormément de choses se sont transformées sans que personne en soit vraiment responsable. Cela ne se passe pas simplement, - assez mal, bien sûr, et nous nous en plaignons, - assez bien tout de même, et certains alors se réjouissent des bénéfices qu'ils tirent de ce changement ; mais dans le fond tout le monde s'en réjouit un peu, personne ne voulant revenir en arrière. En revanche, le changement volontaire est extrêmement difficile et, comme c'est un problème grave, il ne faut pas le traiter à la légère. Si les mots s'usent c'est parce que tout le monde sent bien qu'on traite ce problème à la légère en employant les mots sans s'occuper vraiment des choses, des réalités.

TROIS TYPES DOMINANTS DE RAISONNEMENT EN POLITIQUE

L'écart entre les intentions et les actes, les grands mots et les pauvres choses a toujours été très grand en politique. Mais nous venons de passer un seuil grave avec l'arrivée des socialistes au pouvoir. Je ne voudrais pas en parler pour critiquer leurs objectifs mais pour critiquer leurs méthodes et plus profondément le mode de raisonnement qu'il y a derrière les méthodes et les choix. D'abord je voudrais critiquer la notion même de programme. L'ancienne majorité s'est essouffée à critiquer le programme commun de la Gauche. Celle-ci avait beau jeu de dire que son programme était plus imaginaire, plus cohérent et plus progressif. C'est la notion de "programme" qu'elle aurait dû refuser. Devenue maintenant opposition, elle devrait avoir le courage d'imposer une nouvelle façon de raisonner qui permette de réfléchir sérieusement sur les actes et les responsabilités réels. C'est d'un autre changement en effet que nous avons besoin.

Actuellement trois types de raisonnement dominant en politique. Premier raisonnement : *le raisonnement des intentions*. L'essentiel, ce sont les objectifs, c'est-à-dire les intentions. Deuxième raisonnement : *le raisonnement planificateur*, ce qui compte, c'est la cohérence, elle est nécessairement juste. Et le troisième, c'est *le raisonnement révolutionnaire* qui est de moins en moins popu-

laire dans sa version maximaliste mais qui reste dominant dans la logique qui est de très loin la plus simple, car c'est le modèle de la table rase.

Quelques mots d'abord du raisonnement sur les intentions. Si l'enfer est pavé de bonnes intentions, alors la politique c'est l'enfer. Pourvu que votre âme soit pure et pourvu que vous vouliez sincèrement le bien, vous pouvez faire les propositions les plus dangereuses, vous serez écouté, mieux même vous risquerez d'autant plus de séduire. Tous ceux qui proposent un projet de société ou même un contre-projet sont enfermés dans cette logique. Montrez-moi votre projet de société. Est-ce que vous avez un vrai projet de société ? dit-on à son adversaire. Il n'y a pas de pire dialogue. A partir du moment où on accepte cette idée que ce qui compte c'est le projet de société, on est perdu. Quoiqu'on puisse prétendre, il y aura toujours un meilleur projet de société qui vous poussera toujours plus loin. Or, on n'a jamais pu, et à mon avis on ne réalisera jamais un vrai projet de société parce qu'un projet se juge sur sa cohérence alors que la société sera toujours incohérente et heureusement qu'elle le sera ; car si elle était trop cohérente, elle deviendrait une société sans tolérance et sans liberté. La liberté suppose qu'il y ait des failles dans le système car ce n'est pas dans l'idéal que la liberté s'exprime et se gagne, c'est dans la possibilité de changer quelque chose, d'être actif. Dans un ensemble trop cohérent où chacun a tout à fait sa place, il n'y a plus moyen de changer quoique ce soit, il n'y a donc plus de liberté. L'analyse que nous faisons du fonctionnement des organisations humaines et des systèmes humains est vraiment accablante de ce point de vue pour tout ce mode de pensée.

Deuxième raisonnement : la planification. La planification a enthousiasmé beaucoup de gens parce qu'elle apparaissait comme le moyen d'agir enfin sur la société en imposant un modèle plus moderne et plus rationnel de décision ; mais si ce moyen a des vertus, il a aussi une infirmité profonde. La planification, même indicative à la française, tend à privilégier nécessairement le principe de cohérence. Or la vie, l'innovation, tout développement même échappent toujours de façon considérable à la cohérence. Certes, à très long terme on découvrira une sorte de cohérence profonde derrière les agitations contradictoires. Mais il n'est pas possible sauf dans certains cas privilégiés de concevoir cette cohérence a priori. On avait pu le faire du temps de Jean Monnet parce que nous étions dans une situation de contrainte extrêmement forte et que l'application très simple d'un modèle de cohérence élaboré à partir de la connaissance du système industriel existant nous permettait d'échapper beaucoup plus vite et à moindres frais à cette situation. On s'est effectivement dégagé de nos contraintes ; mais l'énormité du succès de la planification à la française, c'est d'être devenue de moins en moins nécessaire. Le mérite de Pierre Massé, aura été de le reconnaître et d'avoir commencé à faire admettre sous le même terme de planification, un mode de raisonnement tout à fait différent.

Ce raisonnement est de nature "stratégique". Par rap-

port au raisonnement planificateur fondé sur les notions d'objectifs et de moyens, il privilégie les ressources et leur utilisation. Nos ressources matérielles mais aussi humaines conditionnent nos résultats. Elles ne peuvent être rassemblées en vue d'objectifs cohérents parce qu'elles ont leur inertie propre d'une part, mais aussi d'autre part parce que nous vivons dans un monde structuré avec des partenaires actifs aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur. Ces partenaires réagissent toujours ; ils ne répondent jamais comme on l'avait prévu. Plus il y a de liberté, plus il y a de jeu et plus on risque des erreurs parce que les éléments essentiels du contexte se seront transformés du fait tout aussi bien des stratégies indépendantes des autres parties que de leurs réactions à la mise en œuvre du plan. En fait le plan est une stratégie mais beaucoup trop rigide et de ce fait tout à fait inadaptée à la complexité d'un monde plus ouvert. Une stratégie plus souple doit être nécessairement moins volontariste et moins ambitieuse dans l'immédiat, mais elle a beaucoup plus de chances d'entraîner à terme des résultats effectifs.

Quelques mots pour terminer sur le raisonnement révolutionnaire. Une planification poussée, contraignante n'est possible qu'en empruntant le raisonnement révolutionnaire. C'est un raisonnement qui est extrêmement convaincant parce qu'il a le mérite d'être simple. Et pourtant combien de désastres sont dus à l'illusion que l'on peut écrire l'histoire sur la page blanche. Toute l'expérience humaine nous a montré que c'était impossible. Evidemment il est plus simple et plus cohérent de changer tout. Quand on change seulement un aspect des choses, on bute contre toutes sortes de conséquences secondaires. Cela conduit à penser que si on avait été vraiment cohérent, on n'aurait pas rencontré tous ces obstacles, mais cela veut dire tout changer et l'homme avec.

Mais de quel droit celui qui prend l'initiative du changement peut-il transformer autrui et quelles sont les chances de succès ? En apparence celui qui veut imposer le changement radical met tous les atouts de son côté, en pratique il échoue toujours lamentablement.

Je reviens de Chine, expérience que beaucoup ont faite. Je ne connais rien d'aussi navrant que de découvrir la Chine actuelle après ces longues années d'illusion de changement total. Vous me direz : le changement en France n'est pas conçu ainsi. Certes personne n'ose aller jusqu'au bout de ces manières de raisonner, mais nombreux sont les responsables, même très modérés, qui n'arrivent pas à se débarrasser de ces problèmes de raisonnement. En fait ils prévalent encore actuellement dans la vie politique française. Heureusement on s'arrête à temps, heureusement on bat en retraite, mais le raisonnement de départ a très souvent été de cet ordre. Une fringale d'action s'est emparée de la classe politique. On veut à tout prix imposer sa marque et l'on est tenté de faire une vraie révolution pour effectuer un changement qui se serait accompli sans difficultés si l'on avait su tirer parti des ressources existantes et de l'évolution prévisi-

ble. Le modèle de la table rase, il est vrai, rassure. Conforté par l'utilisation du principe de cohérence, qui assure la couverture technique, il permet de mobiliser les énergies et de trouver facilement des boucs émissaires ; puisque les intentions sont pures et généreuses, celui qui y mettrait obstacle serait coupable. Les trois raisonnements ensemble sont d'une très grande solidité ; on n'a pas de prise sur eux. Pour avancer, il faut démolir toutes ces logiques. Autant on peut être d'accord sur des objectifs, des intentions, des orientations qui sont raisonnables, autant il faut refuser la logique de la table rase qui veut qu'un gouvernement a le droit de tout faire du moment que les citoyens lui ont donné par leurs votes mandat de changer la société.

Un tel mandat n'est en fait pas beaucoup plus démocratique que celui d'un mouvement révolutionnaire porté au pouvoir par le zèle d'une minorité activiste et qui obtient l'assentiment de la grande masse du fait de l'enthousiasme populaire. Pourquoi ? Parce que les gens ne savent pas bien ce qu'ils veulent, parce qu'ils veulent des choses contradictoires et parce qu'ils veulent avant tout garder la possibilité de choisir, de se reprendre.

DES RAISONNEMENTS ALTERNATIFS AUX RAISONNEMENTS DOMINANTS

Si on va maintenant plus loin en explorant les raisonnements alternatifs que l'on peut opposer à ces raisonnements dominants, il faut amorcer une réflexion sur les fins et les moyens de l'action politique et sociale dans une société comme la nôtre. Nous avons affaire à une société qui a beaucoup de défauts, c'est bien évident, mais qui en même temps continue à évoluer très rapidement. Ces transformations posent des problèmes : si nous laissons faire, les choses iront s'aggravant parce que, cela s'observe dans tous les systèmes sociaux et dans toutes les organisations humaines, on constate un affaissement naturel de tous systèmes humains. En vertu de ce que les scientifiques des sciences naturelles appellent la loi d'entropie, tout se dégrade tout naturellement ; l'enrichissement apporte la dégradation, plus on réussit, plus on se dégrade. Si l'on n'exerce pas une pression, une correction constante, des cercles vicieux vont s'installer. Ce sont des cercles vicieux de pouvoir, les gens qui ont du pouvoir vont s'installer dedans et, quelque soit le régime, ils vont en avoir toujours plus, en utilisant toutes sortes de bons déguisements. Cercles vicieux de pauvreté et d'enrichissement, mais cercles vicieux d'autre nature parce que le sillon se creuse, quelque soit le problème, ce qui veut dire davantage dans le même sens et ce qui n'était qu'une petite bavure au départ devient très grande. Il faut donc intervenir, il faut réformer constamment, si l'on veut vivre. La seule façon de vivre, d'être actif, c'est de réformer constamment. Mais, pour réformer, il faut connaître l'état du système et il faut avoir une stratégie, c'est-à-dire être capable de distinguer ce qu'il est possible d'atteindre de ce qui peut être plus intéressant mais impossible à atteindre. On ne va pas proposer des objectifs qu'on n'a pas les moyens de réaliser car on va perdre ses forces et il faut les économiser ; on en a si peu. Un gouvernement,

une direction d'institution ont en fait peu de forces ; il faut qu'ils les économisent pour les faire porter sur des problèmes qu'on est vraiment capable de traiter.

On parle très souvent des "vrais problèmes" de manière vaste et confuse, je crois que ce n'est pas une bonne façon de discuter de ces difficultés. Il faut prendre les problèmes qu'on est capable de résoudre et qui ont une importance pour l'avenir. Et l'importance pour l'avenir est de deux ordres, qui vont très bien ensemble : d'une part corriger les systèmes pour qu'ils se maintiennent en activité et en développement, et d'autre part créer des ressources pour pouvoir être capables de corriger plus tard les mêmes systèmes ou pour que les systèmes se corrigent d'eux-mêmes. Ce faisant on reste tout près des problèmes que vivent les hommes et on s'aperçoit, quand on travaille sur des organisations, sur des problèmes évidemment qui sont moins élevés que les problèmes politiques mais qui sont des problèmes très concrets, qu'on s'entend beaucoup mieux à ce niveau-là. Vous me direz peut-être ce faisant je fais un choix de société. Certes, mais ce choix je peux recueillir une constante majorité, car *la stratégie qui s'en dégage est orientée d'abord vers plus de tolérance, plus d'humanité, plus de liberté, plus d'autonomie*. Je crois que là nous avons des orientations qui sont suffisamment acceptées par l'ensemble de la population française pour que des oppositions insurmontables ne se développent pas. Autant on va s'opposer sur des projets de société, autant il sera difficile que les gens s'opposent vraiment sur des orientations de cet ordre qui, contrairement aux apparences, peuvent être traduites en termes très concrets à chaque étape d'un développement continu.

UN DIAGNOSTIC SUR LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Je voudrais maintenant quitter cette perspective intellectuelle, un peu abstraite je vous prie de m'en excuser, pour essayer de réfléchir avec vous sur la société française actuelle, ses forces, ses faiblesses, les ressources et les capacités dont elle dispose et les blocages qui sont les siens. J'aimerais pour y parvenir revenir au concept de société bloquée et vous proposer un diagnostic sur la société française. A partir de ce diagnostic se dégageront des choix qui seront des choix encore assez généraux bien sûr mais ils dessinent des directions sur lesquelles la réflexion apportera des enrichissements utiles.

Premier point tout simple : une société existe indépendamment des intentions, des idéaux et même des activités de chacun d'entre nous. Des institutions existent qui jouent un grand rôle, mais ces institutions elles-mêmes ne résument pas la société. En dehors des institutions formelles il existe des règles du jeu, toutes sortes de règles et aussi toutes sortes de jeux. On parle trop de règles mais pas assez du jeu lui-même. Les gens jouent entre eux à toutes sortes de jeux, très différents qui s'articulent les uns aux autres et dont les résultats sont indépendants des intentions de tous les participants. On ne fait pas ce que l'on veut parce qu'on fait partie d'ensembles réglés qui induisent des résultats en dehors de notre volonté

directe. L'idée souvent émise qu'il suffirait de demander à chacun ce qu'il veut pour obtenir, en collationnant tout cela et en mettant toutes ces demandes dans un grand ordinateur, la réalisation du bonheur universel est une idée absurde : personne ne sait vraiment ce qu'il veut parce que ce qu'il veut, il le veut dans le cadre limité des jeux qu'il joue au sein d'organisations, au sein de groupes, au sein d'ensembles et de milieux qui ont tous leurs spécificités et une énorme capacité à médiatiser et à refaçonner les demandes de leurs participants. Nous n'existons pas beaucoup tout seuls. Nous existons individuellement, c'est vrai et de plus en plus, mais par rapport à nos semblables et dans des structures qui, sans nous conditionner, orientent notre comportement. Si on prend conscience de cela, on doit prendre aussi conscience que la société existe indépendamment de ce que l'on veut obtenir d'elle et de ce qu'on veut obtenir pour elle. Cette société - notre société française - est extrêmement diverse. Mais on peut distinguer chez elle des lignes d'évolution et, en fonction de ces lignes d'évolution, des nœuds et des blocages. D'autre part, elle a plus de capacités à répondre aux problèmes qu'elle pose qu'on ne le croit ou qu'elle ne le croit. Par exemple actuellement ce qui me semble le plus frappant quand on y regarde de plus près, c'est de voir que la plupart des changements qui réussissent à s'inscrire dans la durée sont dûs à des responsabilités humaines, à des gens qui se sont vraiment engagés, qui ont travaillé énormément, qui se sont passionnés pour ce qu'ils faisaient. C'est tout le tissu d'une société qui est en fait en question et ce tissu-là n'est pas commandé par le gouvernement, il est parfois inspiré par lui mais il est aussi souvent en réaction contre lui.

LES ÉVOLUTIONS ET LA COMPLEXITÉ

Nos sociétés, il importe de le rappeler, se caractérisent par une évolution plus rapide que celle que nous avons jamais connue, évolution dans laquelle la complexité et la diversité des activités humaines s'accroissent constamment. Cette complexité, nous n'en avons qu'une idée très insuffisante. On la découvre chaque fois qu'on essaie de voir ce qu'il y a derrière un type d'activité qu'on voudrait par exemple réformer. Apparemment alors une diversité et une complexité d'activités s'entrecroisent, s'influencent et se déterminent les uns les autres tout en restant relativement indépendantes. Complexité de la science qui devient de plus en plus extraordinaire, impossible à contrôler et à maîtriser, et complexité différente mais aussi grande des techniques. Les techniques simplifient les activités ; nous en sommes inquiets et nous nous disons : où l'homme va-t-il trouver sa place maintenant, sans nous rendre compte que pour un peu de simplification, il y a beaucoup plus de complications, de nouveaux métiers autour de ces complications, de nouvelles recherches, et de nouveaux développements qui rendent les choses encore plus complexes. D'un côté nous simplifions effectivement (une voiture, bien sûr, est maintenant beaucoup plus facile à conduire qu'autrefois), mais de l'autre nous entrons dans une complexité plus grande à

un autre niveau, celui de la complexité économique, de la complexité des échanges, à travers la mondialisation des activités qui est le plus frappant. Davantage d'échanges, davantage de personnes amenées à interagir avec beaucoup plus d'autres personnes, nous donnent des conséquences mathématiquement bien plus difficiles à maîtriser. Les simplifications sur lesquelles nous raisonnons habituellement ont d'autant moins d'impact qu'elles ne font que rationaliser le passé et sont toujours en retard sur le présent. On se trompe constamment quant on veut maîtriser un phénomène nouveau. Cela se passe maintenant, nous en avons une conscience assez forte, mais cela se passait il y a quatre-cinq ans et cela se passait auparavant, et des erreurs considérables de planification ont été faites parce que tout simplement on était incapable de raisonner sur une complexité qui était en train d'éclater parce qu'on était prisonnier du modèle passé. Pourquoi s'est-on tellement trompé sur l'acier ? Parce qu'on raisonnait comme s'il n'y avait pas mondialisation des échanges sur l'acier, parce qu'on raisonnait comme s'il y avait un développement linéaire ; c'est la faillite du modèle de planification fondé sur le principe de cohérence. J'insiste parce que ce n'est pas une affaire secondaire. Jusqu'en 1970 et même un peu plus loin, l'industrie de l'acier était la gloire de la planification française. C'était l'industrie qui avait été la mieux planifiée. Pourquoi s'est-on tellement trompé ? Parce que l'on a présumé de sa capacité à prévoir et que la complexité nouvelle a fait éclater nos cadres conceptuels. Ce que l'on ne comprend pas, on ne peut le maîtriser et on se retrouve une fois de plus en retard d'une guerre.

Que nous donnent donc ces changements, si on les cumule ? Un ensemble beaucoup plus complexe, extrêmement difficile à maîtriser mais qui a aussi des avantages dont le principal est le développement de la liberté. La liberté des hommes se développe en effet à travers la complexité du système. Plus le système est complexe, plus les hommes sont libres. Contrairement à ce que l'on croit, dans les systèmes trop simples on est extrêmement dépendant et contraint. Un village traditionnel, dans la mesure où il a vraiment existé, était un système simple extrêmement contraignant ; plus c'était simple, plus c'était contraignant, vous ne partiez pas facilement du village, vous aviez les yeux de chacun sur votre comportement, ce qui vous rendait impossible de faire beaucoup de choses. Nous sommes dans une société de liberté, non pas seulement du point de vue de nos valeurs et de notre idéal, mais du point de vue des choix pratiques que chacun peut faire ; plus il y a complexité, plus nous sommes capables de choisir, mais en même temps nous vivons dans une plus grande confusion et, pour pouvoir agir, il faut que nous soyons capables de maîtriser la confusion. Pour être efficace, il faut découvrir les points sensibles d'une situation et, pour y parvenir, il faut d'abord mieux la connaître. Chaque fois que nous avons regardé une situation de près nous avons découvert que toutes sortes d'ajustements existaient déjà qui étaient souvent efficaces. Mais ces ajustements néanmoins ne sont pas suffisants, à la fois parce qu'ils butent sur des

obstacles, le très grand système est trop contraignant, et parce qu'il y a aussi des cercles vicieux qui se créent à ce niveau et qui se créent très vite parce que les gens qui bénéficient d'une adaptation réussie à leur niveau vont tout naturellement tendre à tirer parti de cette adaptation, ce qui va aboutir à cristalliser les choses, à les scléroser à nouveau. C'est un très gros problème. Mais si l'on a une bonne connaissance de ces obstacles, on va pouvoir agir seulement sur les régulations qui se créent. Au lieu de vouloir tout réformer à partir d'un modèle du sommet, on va simplement donner le coup de pouce sur les points sensibles autour des nœuds du système là où se trouvent les blocages.

La société française, d'autre part, est une société qui a beaucoup plus évolué qu'on ne le croit, qui a montré des capacités très grandes à s'adapter aux défis du monde extérieur. Nous n'avons pas du tout à avoir honte de ce qui s'est accompli dans les trente ou quarante dernières années ; la France s'est mieux développée que beaucoup d'autres pays et je crois qu'il faut l'affirmer très fort parce que être capable de reconnaître ce que l'on a fait, c'est un moyen d'aller plus loin. Si on pense que tout ce que l'on a fait est mauvais, il n'y a pas beaucoup d'espoir pour l'avenir, on sera incapable de percevoir la réalité du changement. Mais la société française n'est pas seulement une société vivante, c'est une société innovatrice. Beaucoup de développements nouveaux se sont accomplis, même si on a buté sur certains blocages.

LES BLOCAGES ET LES PARALYSIES

Parlons maintenant des blocages. Les blocages sont des moyens pour la société de se gouverner ; en général ce sont des moyens qui ont été efficaces dans le passé et qui ne le sont plus dans le présent et pour l'avenir. Mais plus un moyen est inefficace, plus on veut le renforcer, et plus on s'empêtre dans les difficultés. Je crois que c'est notre problème le plus fondamental si l'on passe du niveau de l'organisation de nos activités au niveau de la société dans son ensemble.

Prenons un problème sur lequel j'ai travaillé, qui a été une source de très grande surprise dans cette perspective. Le problème des services. Beaucoup d'esprits brillants à droite et à gauche, (Jacques Attali par exemple dans le pouvoir actuel) ont brodé sur l'idée juste que nous passons d'une société de production dite traditionnelle (elle n'était certainement pas traditionnelle par rapport aux sociétés antérieures) à une société relationnelle, communicationnelle ou plus prosaïquement à une société de services. Plus de la moitié des Français, ou plutôt de la main-d'œuvre française, est occupée actuellement dans les services ; les activités de production diverses, les activités d'agriculture et les activités d'industrie déclinent encore et vont décliner de plus en plus si l'on en croit les projections possibles à partir des exemples d'autres sociétés. La vision qui domine est que les Français s'adaptent mal à la société de services. Quand on regarde la réalité, on est tout à fait étonné de découvrir qu'il y a eu un foisonnement d'innovations et que, du point de vue économique, le point de vue qui inquiète tout le monde

dans le présent, notre balance de paiements est faite, pour une bonne part, par les bénéfices des services alors que l'industrie en fait est déficitaire. On ne se rend pas compte de ces données et l'on croit que l'on peut tout changer sans tenir compte de ces capacités d'adaptation. C'est le gouvernement, ce sont les administrations qui sont inadaptés, pas la société française qui a réussi à faire des progrès très considérables. Une bonne partie des réformes actuelles, au lieu de libérer les forces productives, risque au contraire d'arrêter les progrès qui ont été accomplis.

Deuxième problème : l'ensemble gouvernemental, administratif, mais pas seulement de l'Etat, de l'ensemble des collectivités, est gagné par la paralysie car cet ensemble est organisé avec des modèles de fonctionnement et des modèles de raisonnement qui sont de moins en moins adaptés pour maîtriser la transformation d'activités devenues trop complexes pour qu'on puisse les suivre avec les modèles dits bureaucratiques qui sont les nôtres. Ces modèles sont fondés sur la distance et sur le secret. Or, la distance ne correspond plus à la simplicité nouvelle des rapports humains et le secret, on n'arrive plus à le maintenir. La hiérarchie traditionnelle enfin devient de plus en plus anachronique. La vision que nous en avons ne correspond plus à la réalité. Cette vision selon laquelle l'important est de décider et ensuite on exécute : à gauche on croit que c'est l'enthousiasme qui entrainera les forces vives libérées, à droite on croit plus à la vertu de l'intérêt bien compris, c'est-à-dire de la raison ; mais au bout du compte les résultats ne sont pas meilleurs car finalement on se retrouve avec le même modèle dans lequel il y a des gens qui pensent et d'autres qui exécutent. Or, la réalité d'une société complexe, c'est que, s'il y a toujours des gens qui pensent plus et des gens qui exécutent plus, le nombre de gens qui pensent augmente énormément et qu'il reste de moins en moins d'exécutants dont il ne serait pas nécessaire de tenir compte. Les sociétés qui sont les plus efficaces sont celles qui sont capables de mobiliser les ressources humaines et, dans ces ressources humaines, les ressources intellectuelles sont les plus essentielles. L'essentiel, c'est la tête, le cœur a une certaine importance, mais la tête est finalement plus importante.

Pour sortir de cette paralysie, il faut à la fois construire et faire sauter certains des blocages qui rendent difficiles les avancées nécessaires. Le problème le plus délicat que nous ayons à résoudre, c'est la contradiction qui existe entre les deux orientations. En effet, pour pouvoir ouvrir, transformer le système de contraintes qui nous permet de maîtriser très mal, mais qui nous permet de maîtriser tout de même le gouvernement de nos affaires, il faut prendre quelques risques. Si nous faisons sauter les blocages, nous risquons d'avoir d'énormes difficultés à maintenir la maîtrise du système. Il faut donc tenir compte à la fois de la nécessité de maîtriser et de la nécessité d'ouvrir, et faire les deux à la fois. Je ne crois pas qu'il y ait de formule magique. On ne peut pas dire à l'avance quelle est la bonne solution mais on peut œuvrer pour développer plus de ressources pour que l'on soit

capable d'innover et de trouver des solutions aux problèmes de gouvernement. Pour y parvenir, il faut œuvrer plus près de la base, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas travailler au sommet bien sûr, mais c'est dans les niveaux intermédiaires et à la base que cela se joue vraiment. Il faut d'autre part développer les ressources humaines dont on dispose.

LE PROBLEME DE L'ÉDUCATION

Dans cette perspective, trois problèmes pour le moment me semblent tout à fait essentiels pour la relance du développement de la société française : le problème de l'éducation, le problème des élites et le problème de l'Administration. Ces problèmes sont à la fois cruciaux pour la société et très représentatifs de nos blocages politiques Gauche-Droite. L'éducation, plus précisément l'éducation primaire et secondaire, c'est essentiellement la faute de la Gauche, les élites, c'est essentiellement la faute de la Droite. Quant à l'Administration, c'est bien la faute de tout le monde.

Comment peut-on ouvrir du côté de l'éducation ? Il me semble qu'il n'y a pas de possibilité de construire un projet d'éducation à partir d'une vision de l'homme. Parce que nous sommes incapables d'avoir une vision de l'homme sur laquelle ne s'opposent pas tout de suite les grands principes de la Droite et ceux de la Gauche. Pourtant quand on regarde l'évolution des écoles, tout le monde ou presque est d'accord pour penser que cela ne va pas bien, tout le monde d'autre part est d'accord sur quelques points : il faut que l'éducation permette aux enfants de développer plus d'autonomie, plus de possibilités pratiques et spirituelles. Il faut aussi, proposition plus complexe à concevoir mais sur laquelle tout le monde aussi peut se rencontrer, que l'école forme les enfants à assumer plus de liberté parce que cela ne va pas de soi. Plus les êtres humains ont de liberté, plus ils ont des problèmes, plus ils ont des difficultés. Si les gens ne sont pas capables d'assumer plus de liberté, ce n'est pas seulement de la faute des puissants qui le leur interdisent, c'est parce qu'ils en ont peur, parce que la liberté apporte trop de problèmes.

Peut-on agir dans cette perspective ? Quand on regarde ce qui se passe dans les écoles françaises, et quand on le compare à ce qui se passe dans les autres pays, quand on examine les problèmes avec lesquels tout le monde se bat dans tous les pays, on s'aperçoit que l'éducation française qui marche très mal marche tout de même mieux que beaucoup d'autres sur un certain nombre de points : elle a ses vertus, mais ce qui lui manque essentiellement, c'est l'entraînement à la capacité de choisir qui est une forme banale, bête et matérielle mais tout à fait essentielle sur laquelle se bâtit une liberté plus sophistiquée. Si les enfants ne sont pas entraînés à choisir les choses qui les intéressent, comment peut-on penser qu'ensuite ils seront vraiment capables de choisir quand ils entreront à l'université et quand ils aborderont la vie active, quand ils exerceront un métier et quand ils en changeront. Comment pourront-ils devenir libres dans

leurs activités professionnelles et aussi dans leur vie culturelle comme on dit maintenant ? Dans nos écoles nous n'apprenons pas à nos enfants à choisir puisque nous leur refusons tous les choix personnels de matière et de rythme tandis que nous les accablons de choix beaucoup trop lourds pour eux et qui sont faits en pratique en dehors d'eux par les adultes puisqu'il n'y a qu'un choix qui est le bon et que les autres sont des seconds choix. A défaut de mathématiques supérieures, on prendra n'importe quoi. Est-ce que c'est une façon raisonnable d'apprendre aux enfants à choisir ? A ceux qui croient qu'il n'est pas possible de faire autrement il faut répéter que la cohésion sociale, la bonne coopération, le développement sont à ce prix. C'est extraordinairement difficile, il est vrai, mais simplement parce que nous nous y prenons mal. Aucun travail n'est plus important. Il demande énormément d'efforts parce que, si l'on veut réussir, il faut changer l'organisation des écoles, changer le rôle des enseignants, donner beaucoup plus d'autonomie aux écoles pour qu'elles puissent s'adapter aux désirs des enfants même si on ne va pas faire toutes leurs fantaisies, tout au contraire. Libérer les écoles fait peur. Mais une école qui n'est pas libre, qui n'a pas suffisamment d'autonomie ne permet pas aux enseignants d'être suffisamment libres ? Et si on n'a pas des enseignants assez libres, on ne peut pas former des enfants à la liberté.

Si vous posez le problème dans une perspective d'organisation scolaire, tout le monde est pour l'autonomie des établissements en intention, tout le monde est contre dès qu'il s'agit de pratique. Si vous le posez en revanche dans le cadre cet effort de reconstruction de l'école autour du problème de l'avenir de la liberté des enfants, il est possible de progresser parce que des gens extrêmement différents peuvent se mettre d'accord sur ce thème. Je crois qu'il est essentiel de lancer des idées de cet ordre sur lesquelles on peut dépasser les problèmes du grand service public national ou nationalisé de l'enseignement.

LE PROBLEME DES ELITES

Le deuxième problème est celui des élites. Le problème des élites est tout à fait fondamental parce que c'est là où le bât blesse le plus. L'impression qu'ont les Français, c'est que le pouvoir est réservé à des gens faisant partie d'une élite. Cette élite est plus ouverte qu'on ne le croit mais elle n'est pas assez ouverte et elle a des méthodes qui sont mal adaptées aussi bien en ce qui concerne la préparation de ses membres qu'en ce qui concerne les procédures de sélection qui sont relativement mal acceptées maintenant désormais par la population dans son ensemble et les jeunes en particulier. Il y a, dans le phénomène des élites à la française, un phénomène de classe qui est un des phénomènes les plus forts de notre organisation sociale. En même temps, nous disposons d'un système qui sélectionne très bien les candidats et les fait remarquablement travailler, il faut bien le reconnaître ; mais ne les prépare pas à être actifs et innovateurs.

Nous avons, d'autre part, c'est non seulement légitime mais indispensable, des ambitions en matière de

recherche et en matière d'innovation. Or, le pouvoir semble réservé à ceux qui passent par ce système de sélection et ce système de sélection ne pousse ni à l'innovation, ni à la recherche. Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction très profonde entre nos aspirations et nos moyens ? Il y a eu un petit moment où les polytechniciens pensaient que la botte recherche était un moyen d'accéder au sommet mais ils ont vite compris que ce n'était pas le cas, donc la botte recherche n'a plus attiré personne. Chaque fois qu'il y a eu des efforts pour sortir du carcan, on a été vite ramené en arrière par la pression très forte du système. Or, il y a des ressources extraordinaires dans la jeunesse telle même qu'elle est sélectionnée et dans une jeunesse plus large, qui pourrait accéder aux possibilités qui sont offertes dans notre système de grandes écoles. Ce capital très considérable est relativement gaspillé, en tout cas mal orienté. Si l'on veut vraiment développer une société d'innovation, il faut développer la recherche et changer nos ordres de priorité pour les élites. Ce que propose M. Chevènement apparaît à première vue très raisonnable. Mais tout le problème est d'animer la pratique en profondeur, ce ne sont pas les intentions. Or, le système que les socialistes sont en train de développer va tout à fait à l'encontre de leurs intentions. En fait c'est l'ancien système avec simplement davantage de confusion et un poids bureaucratique beaucoup plus lourd du fait de l'intervention directe des fonctionnaires. Un tel système décourage les vrais talents. C'est un système fait par et pour les technocrates. Les socialistes auront eu le mérite de forcer l'attention sur le système de la recherche. Tout le problème, c'est qu'ils risquent, par leurs interventions, de contribuer à le scléroser pour longtemps.

LE PROBLEME DE L'ADMINISTRATION

Je termine en parlant du dernier de mes trois problèmes et qui n'est pas le moindre : celui de l'Administration sur lequel se reçoivent tout aussi bien depuis longtemps la Droite et la Gauche. Nous sommes tous bien contents de nous abriter toujours derrière l'Administration et en même temps cette Administration, qui a beaucoup de vertus, qui a changé et qui s'est améliorée, devient de plus en plus confuse. Elle se paralyse elle-même en nous paralysant. Il faut la rénover. La décentralisation est le moyen tout simple de la rénover, mais la décentralisation, ce n'est pas un mot, ce mot est désormais devenu aussi creux que le mot "changement". Le mal dont souffre le plus l'Administration française actuelle, ce n'est pas la soif de pouvoirs des "monstres" de l'Administration centrale, c'est une extrême confusion et une croissante irresponsabilité, malgré les efforts de beaucoup de gens de bonne volonté. Nous nous battons contre des moulins, nous citoyens, mais il ne faut pas accabler les fonctionnaires. En tant que citoyens, ceux-ci se sentent tout aussi désemparés que les non-fonctionnaires, ils ont l'impression de se battre eux aussi contre des moulins. Je me rappelle ma première découverte, après avoir déjà écrit sur le phénomène bureaucratique, en regardant de plus près le fonctionnement des préfectures au centre de notre dispositif traditionnel, je

découverts que le fonctionnaire subalterne de préfecture était le meilleur poujadiste du coin. Non seulement ces personnes, d'ailleurs par beaucoup de côtés admirables de ponctualité, de méticulosité et de bonnes intentions pour servir le bien public, étaient en même temps extrêmement critiques de l'Administration et trouvaient que tout marchait en dépit du bon sens et que c'était un système tout à fait fou.

L'EFFORT DE DÉCENTRALISATION

Je crois que nous ne nous rendons pas assez compte que c'est tout le système dont nous faisons partie, dont les fonctionnaires font partie, qui est en question. Comment peut-on aller plus loin ? L'effort de décentralisation actuel risque de rester seulement verbal parce que l'on n'a pas su diagnostiquer ce qui est essentiel. La réforme est fondée sur les vieilles rancœurs de la tradition républicaine par rapport à ce système préfectoral qui avait été le legs de l'Empire et de la Monarchie à la III^{ème} République et que la III^{ème} République radicale avait fini par conserver parce qu'elle y avait trouvé son avantage. Nous réalisons, cent ans après, la réforme que M. Thiers avait arrêtée. Vous vous rappelez peut-être que la grande affaire de l'époque, c'était la Présidence du Conseil Général. Enfin M. Defferre a vaincu M. Thiers. Mais M. Thiers, c'est bien loin et l'Administration a énormément changé depuis. Les décentralisateurs gagnent une bataille qui n'a plus du tout d'importance, la tutelle ne sert plus à brimer les maires depuis longtemps. Si elle sert à quelque chose, c'est à les abriter et jusqu'à présent ils étaient bien contents de pouvoir dire qu'ils avaient bien observé toutes les règles. De ce fait, personne ne pouvait plus les attaquer au plan juridique parce que le préfet avait garanti que ce qu'ils faisaient était convenable. Maintenant, ils ont la grande peur de devoir être tenus comme responsables juridiquement de situations extraordinairement compliquées que pour les petits maires au moins ils sont absolument incapables de maîtriser. La création d'une Chambre juridictionnelle qui va les juger après coup leur paraît quelque chose de tout à fait effroyable. Est-ce que vraiment c'est cela que l'on veut : paralyser les maires et rendre le système beaucoup plus confus du fait des compétences contradictoires qu'on a laissées se développer ? Peut-être dans l'avenir dégagera-t-on un nouveau système de pouvoir plus responsable et plus capable d'animer la chose publique, mais pour le moment c'est tout le contraire qui se dessine. Etant donné la force des habitudes, les dégâts seront peut-être limités et l'on aura juste un peu plus de confusion. Mais je ne vois pas ce que l'on gagne à ce type de décentralisation. Or, il était, il reste indispensable que l'on construise une vraie décentralisation, plus précisément que l'on aide au développement d'un système de pouvoirs dans lequel les gens seraient vraiment plus clairement responsables. Quand on analyse le système qui fonctionne actuellement, on découvre qu'on a un système de notables dans lequel tout le monde tient tout le monde, et tout le monde s'abrite derrière tout le monde. Nous avons appelé ce système un système de contrôle croisé. C'est un système qui a des avantages mais énormément d'inconvénients

parce qu'il ne peut fonctionner que dans le secret.

La réforme actuelle aurait entraîné d'autres conséquences si le P.S. avait gagné les élections locales. Il était vraisemblable que le secret, chassé des instances officielles, se serait retrouvé au sein des instances d'un Parti socialiste. Celui-ci risquait alors de se constituer "un État dans l'État". Le résultat des dernières élections cantonales, réaction vive de l'électeur français, empêche que ce soit généralement le cas. Cela ne veut pas dire que ce sera plus clair ! On évitera certaines "magouilles", mais on aura un système qui sera vraiment très compliqué. A la suite des études que nous avons menées à plusieurs reprises de 1966 à 1974, il apparaissait que le seul moyen de rénover le système était de reconstituer un système plus responsable et efficace en concentrant la structure du pouvoir à l'endroit où il y avait plus de chances de constituer un ensemble actif. Si l'on regarde l'histoire, le système départemental était encore actif à la fin du siècle dernier. Il avait infiniment plus d'activités et disposait de beaucoup plus d'influence même en 1980 qu'il n'en a maintenant. On a assisté à une véritable régression, alors que le besoin le plus urgent serait au contraire de développement, d'élargissement. Il paraît difficile de rénover l'Administration à partir du département parce que le département apparaît désormais très petit, sans ressources matérielles et humaines suffisantes. La meilleure solution maintenant, c'est de trouver un autre niveau et le seul qui s'impose pour le moment est celui de la région. A ce niveau, il est possible de reconstituer un pouvoir beaucoup plus actif et d'avoir à la fois publicité, démocratie et activités réelles ; tout va ensemble ; autour d'un système responsable et démocratique de pouvoir. Le système de pouvoir actuel sera toujours dominé par les préfets ou leurs substituts parce qu'il n'est plus possible de se sortir des ornières dans le cadre du département et de ses notables politiques. Développement régional ne s'oppose pas à développement local, tout au contraire. Le développement naturel se fait autour des municipalités, mais pas autour du département. Je crois que l'erreur profonde a été de commencer la décentralisation par le département, ce qui était le choix du conservatisme et de la confusion. Vous en voyez tout de suite la conséquence car dès maintenant on sent un retour en arrière très net en matière de décentralisation : on commence à avoir un peu peur de cette décentralisation qui devait résoudre tous les problèmes...

Voilà des thèmes sur lesquels il me semble absolument urgent de réfléchir, il y en a d'autres... Mon intention, en me centrant sur ces trois problèmes, c'était avant tout de pouvoir montrer que l'on peut être à la fois pratique et novateur sans avoir un projet de société cohérent. C'est sur le terrain pratique et humain qu'il importe de se battre vraiment, et non pas sur les très grands projets de société sur lesquels seuls les idéologues peuvent maintenir la cohérence et garder l'avantage de la rhétorique parce qu'ils n'ont pas à tenir compte des circonstances ni des ressources !

Michel CROZIER

LA FRANCE ET LA DÉFENSE MILITAIRE DE L'EUROPE

par Jean-Pierre LEITCELAR

Depuis les difficiles débats des années cinquante sur la Communauté Européenne de Défense, il n'est plus convenable dans notre pays de faire état publiquement de la contribution de la France à la défense militaire de l'Europe.

Les choix stratégiques du Général de Gaulle (mise en place d'un armement nucléaire autonome - retrait de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN) ont été confirmés par tous ses successeurs. Certes Valéry Giscard d'Estaing évoquait en 1976 le concept de "sanctuarisation élargie" du territoire national et la participation éventuelle des Forces Françaises à la bataille de l'avant", mais ceci n'a pas eu de conséquence pratique sur l'organisation de nos forces ou leurs conditions d'emploi.

UN CONSENSUS SUR CERTAINS POSTULATS

Le 10 mai 1981 ne semble avoir rien changé sur ce point. François Mitterrand proposait en effet en janvier 1981 "le développement d'une stratégie autonome de dissuasion" et "une définition claire de la portée et du contenu de l'Alliance Atlantique" (propositions 105 et 106 du candidat). Le Premier Ministre, le 14 septembre 1981, confirmait que "la France entend conserver l'autonomie de ses choix en matière militaire" même si "l'agression contre la France ne commence pas lorsque l'ennemi pénètre sur le territoire national" (discours de l'I.H.E.D.N. publié par la Revue de la Défense Nationale). Nous sommes fort loin des positions prises en 1966 lors du retrait de la France de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. A l'époque le groupe socialiste et François Mitterrand déposaient une motion de censure, car cette décision selon eux "aggravait le caractère natio-

naliste de la politique de défense"; dans son intervention, François Mitterrand précisait même que "la politique extérieure (suivie par le Gouvernement) est une sorte de poujadisme aux dimensions de l'univers" (débats à l'Assemblée Nationale le 16/4/1966). Cette évolution du Parti Socialiste et de son leader s'est faite tout au long des années soixante-dix, sous l'influence notamment de Charles Hernu et Jean-Pierre Chevènement.

Bref, un consensus général semble exister en France à l'égard de ce dossier. Ce consensus repose sur un certain nombre de postulats, admis par tous explicitement ou implicitement.

Quels sont ces postulats ?

- la défense militaire de l'Europe est assurée par les Etats-Unis, et par leur stratégie de dissuasion nucléaire, stratégie sur laquelle les Européens n'ont pas à se prononcer ; l'armement nucléaire français ne serait utilisé qu'au cas où... et encore pas certainement ;
- un affrontement direct Est/Ouest en Europe est très peu probable, l'Europe étant trop belle pour que Soviétiques ou Américains ait l'idée saugrenue de la transformer en champ de ruines ;
- en cas d'affrontement direct avec les forces soviétiques en Europe, hypothèse qu'il est bon ton de croire tout à fait absurde les forces militaires classiques de l'OTAN, et notamment les divisions blindées allemandes, sont là pour gagner du temps - huit à dix jours au mieux - afin de permettre au Président des Etats-Unis de prendre sa décision, ou aux diplomates d'arranger les choses ;
- dans cette hypothèse les forces armées classiques fran-

Nécessité d'équipements nouveaux et coûteux

çaises, qui n'ont la responsabilité d'aucun créneau face aux forces du Pacte de Varsovie mais tiennent garnison à Berlin, interviendraient peut-être, sans doute même, comme une réserve générale, ce qui permettrait au combat classique de durer peut-être une semaine de plus au mieux ;

- il existe certes une force nucléaire française, stratégique et tactique, mais il est hors de question d'en évoquer les conditions d'emploi avec qui que se soit, et surtout pas avec la R.F.A., notre allié privilégié mais aussi qui fut pendant des décennies "notre ennemi héréditaire" ;

- la France dispose d'armes nucléaires tactiques (une petite centaine de missiles Pluton jusqu'en 1995 déployées sur le territoire national, mais dont la portée est telle qu'ils ne peuvent atteindre que l'Allemagne) la R.F.A. doit l'admettre, et l'admet en fait. Ceci est on ne peut plus normal puisque 8000 ogives nucléaires au moins sont stockées en Allemagne, mais que la France n'a bien sûr rien à dire sur leurs conditions d'emploi ;

- certes tout ceci est par certains aspects incohérent, mais cette incohérence a pour avantage de perturber l'adversaire éventuel, puisque la stratégie nucléaire repose sur l'incertitude et l'imprévisibilité. La bonne conscience stratégique est ainsi obtenue à peu de frais ;

- il est absolument interdit d'évoquer les questions de défense lors des sommets semestriels des chefs d'Etat ou de gouvernement de la C.E.E., tout autre sujet étant

bienvenu (Moyen-Orient, Amérique Centrale, Japon, taxe sur les produits laitiers) ;

- aucun responsable politique ne peut avancer l'idée que la France devrait peut-être procéder à un réexamen des conditions de sa participation au dispositif intégré de l'OTAN ; il serait immédiatement accusé d'Atlantisme et mis définitivement hors jeu. Par contre, presque tout le monde en France approuve l'Espagne de s'engager dans cette voie, et trouve naturel qu'il en soit déjà ainsi pour tous les autres pays européens.

POURQUOI RELANCER UN DEBAT ?

Au fond, les choses vont bien ainsi. La défense de l'Europe, depuis 30 ans, n'a montré aucune faille. Notre pays a pu mener une politique militaire originale, à un coût qui n'a en rien d'excessif, tout en restant membre à part entière de l'Alliance Atlantique. Pourquoi donc relancer un débat sur la question aussi sensible, où la passion l'emportera très vite sur la raison ?

Pourquoi, en effet, si l'on estime que les postulats sur lesquels repose la politique française à l'égard de la défense de l'Europe sont toujours valables et d'actualité ? Mais si les choses ont changé, et elles ont changé pour la France, pour l'Europe, pour l'Alliance Atlantique, il faut reprendre le débat, sans passion si possible mais avec raison.

Tout d'abord une crainte : la guerre redevient possible

en Europe, y compris sous sa forme nucléaire. Le caractère sacré du territoire Européen n'est évident que pour les Européens eux-mêmes. Vu du Japon, par exemple, ceci est beaucoup moins certain.

Le déséquilibre des forces classiques en Europe, à l'avantage très net du Pacte de Varsovie, la mise en place systématique et semble-t-il de manière accélérée de SS 20 par les Soviétiques, la fenêtre dite de "vulnérabilité" qui apparaîtra, de l'avis général, dans la période 1983/1986 donnent à la menace de guerre le caractère d'éventualité, sinon de probabilité. Le perfectionnement des armes nucléaires, la précision et la mobilité des vecteurs (les SS 20 en sont un bon exemple, mais pas le seul), leur abondance dans les deux camps, le désir irraisonné des états-majors de voir comment tout cela fonctionne, les concepts stratégiques soviétiques augmentent encore le risque de conflit en Europe.

Quelle serait d'autre part l'attitude réelle des Etats-Unis ? Dans les milieux initiés est souvent évoqué le "découplage", c'est-à-dire la non-utilisation des armes stratégiques américaines en cas d'attaque massive, avec utilisation d'armes nucléaires tactiques en Europe. Cette crainte a été particulièrement vive pendant la présidence Carter, mais semble s'estomper depuis l'arrivée aux affaires du Président Reagan. Mais comme on le sait, le taux de rotation des Présidents des Etats-Unis est élevé, et leur intérêt pour les affaires européennes très variable. Dans les 20 prochaines années, toutes les hypothèses doivent donc être envisagées. Les réticences manifestées récemment par le Congrès Américain devant l'augmentation du budget militaire proposé par Reagan sont significatives.

Le développement de mouvements pacifistes dans plusieurs pays proches de nous, bientôt peut-être en France, mérite également réflexion. On peut bien sûr être pacifiste et neutraliste, sans trop de risque, à l'abri du parapluie nucléaire américain, mais qu'advient-il si celui-ci était brusquement retiré ?

Enfin qu'en est-il de l'état réel des Forces Armées Françaises, et surtout qu'en sera-t-il dans quelques années ? Nous sommes en effet à un tournant. Les objectifs de la loi de programmation de 1976 ont été approximativement réalisés, à quelques détails près. Une nouvelle loi de programme doit être élaborée en 1983. Les choix à l'évidence seront difficiles : le simple maintien en l'état de notre capacité nucléaire sera fort coûteux car dans ce domaine les technologies évoluent très vite. D'autre part le corps de bataille terrestre et aérien exigera également des équipements nouveaux, notamment en ce qui concerne l'aviation. La marine estime nécessaire, pour maintenir simplement sa capacité d'action, le lancement de plusieurs sous-marins d'attaque et de un ou deux porte-avions à propulsion nucléaire. Tout ceci suppose un budget de la Défense en expansion, ce qui dans la conjoncture présente paraît strictement impossible. Une réorganisation totale des forces terrestres n'aura d'impact que dans plusieurs années. Le problème se pose déjà en termes identiques en Grande-Bretagne, où, malgré les

efforts financiers consentis pour la Défense (plus de 5 % du P.N.B., au lieu de 3,8 % en France), la Royal Navy s'est vu dans l'obligation de céder à l'Australie le plus moderne de ses porte-avions. La guerre des Malouines a donné sans doute un lustre nouveau à la Royal Navy, mais son coût va retarder à nouveau la modernisation de l'équipement nucléaire de la Grande-Bretagne.

Eventualité d'affrontement militaire en Europe, "découplage" Europe/ Etats-Unis dans les concepts stratégiques américains, développement des mouvements pacifistes, coût croissant pour le simple maintien en l'état des Forces Armées Françaises, voilà quelques perspectives - peu réjouissantes certes - qui devraient conduire à une réflexion nouvelle sur la coordination des efforts de défense entre pays européens ainsi que sur le rôle de la France dans la défense militaire de l'Europe.

Ce thème peut soulever des passions. Il faut donc l'aborder avec prudence, éviter tous les pièges, tous les maximalismes qui ont en leur temps fait échouer des projets trop ambitieux ou mal adaptés aux contraintes de l'époque. Il ne s'agit en aucun cas de proposer un retour de la France dans l'organisation militaire de l'OTAN, ou de créer une nouvelle C.E.D. La modification publique et unilatérale de la doctrine d'emploi de nos forces nucléaires, l'élaboration avec la RFA d'une stratégie de défense du continent européen (propositions de François de Rose, ancien Représentant de la France auprès de l'Alliance Atlantique), est déjà bien au-delà de ce que peut accepter actuellement l'opinion publique de notre pays. Mener à bien quelques projets communs de fabrication d'armement est sans doute possible (exemple de l'avion Transall), mais aussi fort difficile lorsqu'on connaît l'individualisme et la rivalité des divers organismes constructeurs. On trouve toujours de bons arguments techniques ou financiers pour reporter les décisions (il y a actuellement en service dans les Armées de l'Europe occidentale 17 types de chars, 36 modèles de radar, 11 types d'avions de combat, 13 modèles d'armes individuelles).

LE PROBLEME EST POLITIQUE

Le problème est politique et seulement politique. Une défense en effet ne peut reposer que sur un large consensus, consensus qui semble exister depuis quelques années sur la politique menée par notre pays depuis maintenant 20 ans. Ce consensus n'a pas été évident au départ, et les débats au début des années soixante ont été fort violents. Les propos tenus par exemple en avril 1966 à l'Assemblée Nationale (et rappelés plus haut) ont été d'une âpreté qu'on a peine à imaginer sur un tel sujet aujourd'hui.

Un très long travail d'explication des nécessités du temps présent, une volonté ferme et continue seront nécessaires pour créer un courant d'opinion acceptant une telle remise en cause.

Les propositions des principaux partis politiques sont bien connues. Pour le Parti Communiste, c'est sans doute non, totalement non. Le Parti Socialiste est plus

partagé : la position, déjà ancienne, de J.P. Chevènement a été rappelée plus haut, mais l'on sent comme une sorte de frémissement dans les instances gouvernementales (Cf. communiqué du dernier sommet franco-allemand : "des échanges de vues approfondies seront menés entre les deux gouvernements sur les problèmes de sécurité"). Le R.P.R. se veut totalement fidèle, sur ce point du moins, aux conceptions du Général de Gaulle, mais ce dernier proposait en 1961 (Plan Fouchet) une concertation régulière des Gouvernements de l'Europe des Six sur tous les grands problèmes, y compris la Défense. Jacques Chirac a d'ailleurs déclaré à Toulouse en janvier 1982 "nous ne pouvons plus éluder le problème de notre participation à la Défense de l'Europe". L'U.D.F., et ses diverses composantes, ne peuvent certes que difficilement remettre en cause dans l'immédiat les choix stratégiques et militaires effectués de 1974 à 1981, sous peine d'être taxés d'atlantisme, mais après tout des situations différentes justifient des propositions nouvelles.

Il n'est pas certain d'ailleurs que nos partenaires européens soient très enthousiastes pour rouvrir ce dossier. On peut faire confiance à l'Union Soviétique pour réagir avec acharnement et brutalité, en agitant le spectre de l'arme nucléaire aux mains des Allemands. Quelle serait l'attitude des Etats-Unis face à une opération qu'ils ne

contrôleraient pas ? M. Kissinger y était totalement hostile, mais l'Administration Reagan n'a pas eu à se prononcer jusqu'ici sur ce sujet. Il est à peu près évident que l'appareil de l'OTAN à Bruxelles, et notamment son Secrétaire Général, seraient plus que réservés à l'égard de toute initiative française en la matière.

Les difficultés sont donc grandes en France et hors de France. L'instance appropriée pour en discuter n'est d'ailleurs pas facile à déterminer. Les sommets de l'Europe des Dix y sont peu propices, compte tenu des positions officielles irlandaises et grecques et du neutralisme de fait de plusieurs autres Etats membres. Une approche bilatérale franco-allemande est sans doute raisonnable, mais peut-on laisser le Royaume-Uni longtemps hors du débat alors qu'il s'agit d'une véritable puissance nucléaire, au moins aussi importante que la France ? Comment réagiraient les autres partenaires de la CEE face à cette concertation à trois ?

Voilà quelques-unes des questions qui, qu'on le veuille ou non, se poseront dans les prochaines années. On peut choisir de ne pas y répondre. L'Europe peut aussi choisir de ne pas se défendre...

Jean-Pierre LEITCELAR

Viennent de paraître :

Les nouveaux inquisiteurs

par Etienne BORNE

P.U.F.

Le pouvoir syndical

par Gérard ADAM

Ed. Dunod

Les chemins de Dieu

par Jean Chelini et Henry Branthomme

Ed. Hachette

UN NEW DEAL SYNDICAL EST-IL POSSIBLE ?

par Gérard ADAM

Notre collaborateur et ami Gérard Adam vient de publier aux Editions Dunod un ouvrage sur "Le Pouvoir Syndical" préfacé par Jean-Daniel Reynaud. Nous présentons des extraits de son dernier chapitre.

Quelques phrases de l'avant-propos de l'auteur précisent bien le sens de sa recherche et de sa réflexion.

"Tous les syndicats affirment une volonté de transformation de la société, mais, dans un pays qui a connu plus de bouleversements économiques, technologiques et sociaux en moins d'un quart de siècle que depuis les débuts de l'industrialisation, ils sont souvent perçus comme hostiles aux changements, attachés à la défense des droits acquis. Et, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, cette stratégie persistante de refus ne peut plus être mise en compte d'une opposition politique.

"Longtemps illégal, exclus de la démocratie bourgeoise, imprégné d'anarcho syndicalisme et de méfiance à l'égard de l'Etat, le mouvement ouvrier s'est institutionnalisé et, même s'il se défend de toute idéologie de participation, est présent à tous les niveaux de la vie publique. La cogestion est récusée, mais les retraites complémentaires, les fonds d'assurance formation, l'assurance chômage sont administrés sous la responsabilité conjointe des syndicats et du patronat...

"C'est à l'analyse du pouvoir syndical que le présent ouvrage est consacré. Notre ambition n'est pas d'en présenter toutes les facettes contrastées, mais plus modestement d'apporter quelques éléments d'information et de réflexion sur les organisations et leurs clientèles, d'éclairer la situation paradoxale du syndicalisme français qui, simultanément, fait la preuve quotidienne de sa puissance et multiplie les apparences extérieures d'une crise profonde symbolisée par la chute des effectifs et une désunion permanente. Peut-être, dans les prochaines années, est-ce un gouvernement de gauche qui sera le révélateur de toutes les contradictions dont l'histoire a pétri le syndicalisme français ?

"Les organisations, pour survivre, ont besoin de se diversifier, fut-ce en rupture avec leurs origines. Les syndicats n'échappent pas à cette loi. Leur capacité à imaginer des réponses originales au double défi des contraintes économiques et des aspirations diffuses exprimées par la base est sans doute la clef de leur développement. Le risque n'est assurément pas celui d'une diminution de l'influence syndicale mais d'une disparition progressive de leur rôle moteur dans la transformation de la société moderne".

L'IMPOSSIBLE CONQUETE DE L'ÉTAT

Les syndicats français demeurent obsédés par la conquête du pouvoir d'Etat sans prendre suffisamment conscience qu'ils possèdent déjà une capacité décisive d'influence sur la société. Les moyens d'action détenus par leurs homologues anglo-saxons et scandinaves à travers la pratique de la négociation et du conflit ou simplement leur rôle social sont considérablement minimisés au motif que seule est déterminante la conquête de l'Etat.

S'il y a crise du syndicalisme aujourd'hui c'est dans la mesure où deux stratégies contradictoires sont poursuivies simultanément : l'une, héritée du proudhonisme et de l'anarchisme, rêve d'une société sans Etat dans laquelle l'atelier remplace le gouvernement ; la seconde, inspirée du marxisme, attend d'une victoire politique qu'elle ouvre la voie du changement social. L'utopie de la première voie qui sauvegarde la pureté du rêve d'une société radicalement différente porte en elle-même ses propres limites de réalisation : comment attendre de la société qu'elle se transforme de l'intérieur, sous la seule pression des forces sociales ? Comment peut-il y avoir une société sans Etat, c'est-à-dire sans contraintes ni violence ?

La seconde voie est plus opérationnelle, mais l'expérience historique de la conquête du pouvoir par la gauche atteste qu'elle ne peut perdurer qu'au prix d'un affaiblissement de son projet de société. Contrairement aux pays sociaux - démocrates où les syndicats ont opté pour une division du travail avec les partis politiques, ce qui équivaut à reconnaître leur leadership dans le changement de la société, les organisations françaises se partagent - parfois même de l'intérieur - entre ces deux voies dont elles espèrent réaliser la synthèse. On aurait tort d'imaginer que la victoire de la gauche a modifié cette problématique permanente de l'histoire sociale française. Peut-être même a-t-elle rendu encore plus éclatante la césure entre les deux voies.

Naguère en effet, Edmond Maire analysant "le mouvement ouvrier face aux idéologies de crise" (1) dénonçait "toute une pratique politique qui a remis le mouvement ouvrier au magasin des accessoires". Après avoir dénoncé le pessimisme fondamental du communisme sur la capacité collective des exploités à s'émanciper eux-mêmes, il évoquait, du côté socialiste, "une longue tradition politique (qui) privilégie la loi, les institutions, comme moyen de changement et ne pense la transformation sociale qu'au rythme électoral". Après le succès électoral de la gauche la condamnation n'est plus aussi péremptoire. Il n'est plus question d'affirmer que "la stratégie des socialistes n'est pas aujourd'hui de nature à offrir au mouvement ouvrier une perspective qui puisse combler le vide laissé par la conception communiste". (2) Mais, sous une forme interrogative, le même doute demeure : "le nouveau pouvoir politique sera-t-il la seule force d'impulsion - et cette action d'en haut, dans l'Etat et sur l'Etat rencontrera vite ses limites - ou bien pourra-t-il articuler ses décisions avec l'action autonome de forces

sociales mobilisées pour des transformations profondes de la société tout autant que de l'Etat". (3)

Pour un syndicaliste en effet comment croire à la possibilité d'une rupture avec la société capitaliste dans un contexte de "force tranquille" que n'accompagne aucune mobilisation populaire (hormis l'éphémère communion populaire au soir du 10 mai), aucune grève, bref aucune pression venue d'en bas ? Quel paradoxe pour le mouvement syndical toujours prêt à dénoncer le mythe du suffrage universel que de constater que c'est l'instrument le plus traditionnel de la démocratie politique qui lui a rendu l'espoir ?

Pour les syndicats le risque est clair. Dans un processus dominé par le succès électoral des gauches et en l'absence de toute mobilisation sociale le mouvement syndical risque de n'avoir pas d'autre rôle que celui de Dieu dans la métaphysique de Descartes : il donne la chiquenaude initiale puis disparaît ensuite. Les organisations les plus constestataires n'ont jamais proposé d'autres schémas depuis qu'au début du siècle le mouvement ouvrier a renoncé à toute conquête "extralégale" du pouvoir. Le meeting de Charléty en 1968 est sans doute la seule tentative, à peine esquissée et aussitôt avortée d'une autre voie dans laquelle un mouvement spontané, populaire et non violent serait le véritable accoucheur d'une société "qui change la vie".

UNE INFLUENCE INCONSTESTABLE SUR LA SOCIÉTÉ

L'extension des champs d'initiative sociale

Face au double verrou du poids jugé excessif des forces politiques et des contraintes économiques, est-ce l'impasse pour les syndicats ? Non si on les considère comme des organisations possédant une logique de développement spécifique et autonome, largement indépendante de l'environnement politique et économique. Tantôt réduits à une composante d'un mouvement ouvrier dont les frontières ne sont nullement définies, tantôt assimilés à un groupe de pression parmi d'autres, tantôt considérés comme le simple reflet des rapports de production, tantôt idéalisés comme vecteur d'une doctrine, leur capacité d'action et d'influence est mesurée à l'aide de critères inadéquats et donc mal appréciée. Assurément, toute crise économique aboutit au renforcement de l'Etat, même si le discours officiel est autre. Et il y a, semble-t-il, quelque paradoxe à minimiser l'importance voire l'intérêt du pouvoir d'Etat pour les syndicats. Mais précisément l'extension des interventions de l'Etat ne fait que traduire la multiplication des lieux et des sources de pouvoir politique au sens que Bertrand de Jouvenel accorde à ce terme dans *De la politique pure*.

La conquête de l'appareil politico-administratif n'est plus la seule voie de la maîtrise de l'évolution d'une société. On confond abusivement l'échec d'une double pratique politique, celle des communistes avec la théorie du parti avant-garde des masses, et celle des socialistes privilégiant la loi et les institutions comme moyen de changement, avec l'appréciation et la capacité du mouve-

ment ouvrier à être porteur des transformations profondes de la société.

Les espaces de liberté et d'initiative créés continuellement par le progrès technique et la transformation des modes de socialisation constituent autant d'enjeux possibles pour les groupes organisés, médiateurs permanents entre l'Etat et les citoyens. Les loisirs, la culture et l'enseignement, la consommation, bref les modes de vie et de communication sociale dépendent de systèmes d'influence dans lesquels l'Etat est loin d'avoir toujours un rôle déterminant. L'évolution même des technologies avancées d'information et de télé-communication conduit, semble-t-il, plutôt à la perte de quelques monopoles étatiques qu'à leur renforcement. Même s'il s'est accroché au monopole de la radio et de la télévision, avec un argumentaire que n'aurait pas renié son prédécesseur, le gouvernement socialiste n'a fait que livrer un combat d'arrière-garde en limitant sérieusement la création des radios-libres. A-t-on jamais vu depuis Gutenberg un monopole ne pas finir par éclater ? Dans le domaine économique, pour ne prendre qu'un seul exemple, le privilège régalien de l'émission de monnaie pèse finalement peu au regard de tous les circuits d'achat, de paiement, de crédit, créateurs d'une monnaie invisible et gérée en dehors des circuits publics.

Assurément, ces nouveaux espaces de pouvoir ne couvrent pas toute la vie économique et sociale. Et les syndicats, qui ne sont pas simplement des sociétés de pensée, ne peuvent se contenter d'exercer un magistère d'influence diffus sur leur environnement. Ils ne peuvent non plus renoncer à leur lutte contre les raretés les plus élémentaires, le chômage et les bas salaires. Mais précisément, l'efficacité dans ces domaines-là ne leur commande-t-elle pas une stratégie moins frontale que le conflit direct avec le patronat et l'Etat ? Dans une société industrielle où les groupes sociaux ne se définissent pas seulement par leur place dans les rapports de production, les syndicats qui se sont développés avec une logique exclusive de producteurs ont aujourd'hui l'opportunité d'élargir leur influence sous réserve d'adapter leurs structures, leur langage et leurs modes d'action à cette réalité.

Le mythe de l'avant-garde et la diversification des domaines d'action syndicale

Alain Touraine a, comme Herbert Marcuse, tort de voir dans les mouvements sociaux les plus spontanés et les moins institutionnalisés, le meilleur rempart contre la société programmée. Ce n'est pas parce qu'au XIX^{ème} siècle le mouvement ouvrier naissant était une force marginale dans une société rurale et conservatrice qu'aujourd'hui toute minorité, surtout si elle est inorganisée et tiraillée entre de multiples contradictions, a vocation à être porteuse d'avenir. Les marginaux ne constituent pas toujours une avant-garde. Ils présentent en tout cas l'avantage d'interpeller rudement le mouvement ouvrier pour l'inciter à la fois à élargir ses préoccupations et à manifester plus d'intérêt à l'égard des sensibilités et des revendications qui éclosent "en bas", en marge des discours bien banalisés des organisations programmées.

L'ambition d'être les représentants permanents et incontestés de tous les salariés entraîne la double obligation d'une stratégie multi-dimensionnelle qui tienne compte que le travailleur est aussi un usager, un consommateur et un citoyen libre de ses appartenances partisans et d'une organisation moins spécifiquement ouvrière que par le passé.

Conformément à la propension de toute organisation à se développer en dehors de son champ originel d'action, les syndicats cherchent à promouvoir, en effet, des thèmes revendicatifs diversifiés, plus larges que ceux qui sont directement liés à la vie du travail. Or, il n'est pas toujours commode de défendre l'emploi dans une papeterie et, simultanément, de séduire les écologistes rêvant de dépolluer les cours d'eaux ou d'expliquer qu'il est possible, sans coût élevé pour les contribuables, de réduire le temps de travail des fonctionnaires et d'offrir aux usagers une prolongation des heures d'ouverture des services publics sans augmentation de leur coût. Les tentatives des organisations syndicales de participer à des comités d'usagers ou d'animer des associations de consommateurs n'ont jamais réellement débouché tant il est vain d'espérer le dynamisme d'associations maintenues sous tutelle et sans possibilités d'influence sur le syndicat. Ce n'est d'ailleurs pas dans la presse syndicale que celles-ci peuvent espérer faire entendre leur voix. Les syndicalistes de l'Education nationale, de la SNCF ou d'une société de produits alimentaires ne sont guère disposés à faire part égale avec les représentants des usagers et des consommateurs. De même, les tentatives pour regrouper ceux qui sont en dehors de la vie active n'ont guère débouché. A la CFDT la création, après 1968, d'une carte de sympathisant pour les lycéens et les étudiants a vite tourné court. Partout la représentation des retraités n'est guère qu'un artifice pour se prévaloir d'un nombre plus élevé d'adhérents tant leur place est marginale dans les priorités réelles des syndicats. Et, l'incapacité à rassembler les chômeurs ne s'explique pas seulement par des raisons techniques ou par la psychologie de ceux qui viennent de perdre leur emploi.

En fait deux orientations s'ouvrent aux confédérations pour diversifier leur influence et multiplier leur capacité d'intervention.

Le développement des services individuels

Cette voie s'est particulièrement développée en Allemagne (4). Les enseignants jouent cette carte depuis longtemps à travers la Mutuelle générale de l'Education nationale et la Mutuelle assurance des instituteurs de France. Mais, contrairement à certaines pratiques étrangères tendant à réserver les avantages supplémentaires aux seuls syndiqués, les prestations offertes aux personnels de l'Education nationale sont ouvertes à tous, sans condition d'appartenance syndicale.

Les syndicats français n'ont jamais voulu entrer dans cette voie : la responsabilité gestionnaire heurte leur sensibilité contestataire ; de surcroît leur vision de la vie économique, plus proche de Péguy dénonçant "l'argent"

que de Marx, leur fait redouter tout risque de compromission avec les affaires. Ni le secteur des loisirs, ni celui des œuvres sociales pourtant aisément financé par les comités d'entreprise n'ont donné naissance à des "entreprises" à la fois prospères et significatives d'un autre mode de rapports sociaux (5). Les subventions aux comités d'entreprises servent pour l'essentiel à distribuer les avantages sociaux à bas prix et non à envisager des entreprises alternatives. Les pouvoirs publics ont eux-mêmes pendant longtemps privilégié le conservatisme syndical aux dépens de toutes les autres formes de vie associative, mutualiste ou coopérative. La réforme de la Sécurité sociale de 1967 tout en réduisant la proportion des syndicalistes dans le conseil d'administration des Caisses n'a pas rompu pour autant avec le schéma dualiste de représentation patrons/salariés alors que bien d'autres intérêts auraient pu utilement être pris en compte et qu'à l'évidence la vie sociale ne saurait s'organiser autour de la seule représentation des forces qui s'opposent dans les rapports de production.

Le resserrement des liens avec l'ensemble des mouvements mutualistes et coopératifs y compris dans le secteur bancaire constitue sans doute un axe majeur possible du développement syndical sous réserve que le rapprochement soit conduit sans exclusive ni hégémonie et en définissant les domaines de "l'économie sociale" où des actions communes sont à entreprendre. L'affaire du ticket modérateur d'ordre public au premier semestre 1980 a montré l'efficacité d'un nouveau système d'alliance entre les organisations du mouvement social pour faire abroger une décision contestée par les usagers. Le concours financier de la MACIF à Manufrance illustre une autre perspective, équivoque si elle ne fait que retarder une échéance inéluctable mais stratégiquement exemplaire, dans la mesure où elle incite le mouvement syndical à s'assurer les moyens financiers de ses ambitions industrielles et sociales.

La démocratisation de l'information syndicale

Cette deuxième voie est plus diffuse car moins institutionnelle. La représentativité d'un syndicat ne tient pas seulement au nombre et au dynamisme de ses adhérents ou à la multiplicité d'organismes satellites mais aussi à son audience et à sa crédibilité dans l'opinion. Les réactions prêtées aux usagers par les médias à l'occasion des débrayages dans les services publics sont par exemple un facteur déterminant du succès ou de l'échec des mouvements engagés. Dans les conflits relatifs à l'emploi, l'importance du droit au travail dans l'échelle des valeurs sociales permet aux syndicalistes de mener des actions illégales avec la sympathie de l'opinion qui, en d'autres circonstances, condamnerait vigoureusement les mêmes méthodes. La vente sauvage de montres chez Lip - "on produit, on vend, on se paie" - constitue l'exemple le plus célèbre d'une tactique manifestement délictueuse mais légitime en raison de son objet. En revanche, tout arrêt de travail des électriciens, même conduit suivant les dispositions réglementaires, est ressenti comme inadmissible. L'opinion, avec ce qu'elle implique de subjectif et de

versatile, assure la régulation des conflits plus que le droit.

Or les réflexions des syndicats sur leur politique d'information ou d'image de marque sont restées jusqu'à présent embryonnaires. Les dirigeants nationaux y sont sensibilisés par l'impact de leurs interventions télévisées mais les militants de base agacés par les risques du vedettariat demeurent souvent persuadés que les médias sont systématiquement favorables au gouvernement et aux employeurs. C'est d'ailleurs là la thèse de la CGT pour laquelle la presse syndicale n'est pas autre chose qu'un instrument de mobilisation : "Tous les moyens d'expression ont pour mission d'aider les salariés à ne pas subir les mises en condition... Ils ont pour but de contribuer à la mise en mouvement de ces millions de salarié(e)s, d'élever le niveau de leur conscience de classe" (6). Bref dans la bataille des idées, il s'agit d'opposer une propagande à une autre, jamais de permettre au lecteur d'élaborer lui-même son jugement.

Le premier handicap de l'information syndicale tient au langage lui-même. Dans son expression militante et quotidienne (les tracts, les affiches, les cahiers de revendications) son style est pétri des dictées de l'école primaire de la III^e République dans lesquelles tout substantif est nécessairement précédé d'un qualificatif normatif qui lui confère une signification morale manichéenne. Ainsi, analysant les discours CGT, Dominique Labbé, observe que "les qualités que l'on prête aux travailleurs français seront également celles du syndicat : franchise, bon sens, fermeté, expérience. La CGT est une organisation responsable, forte, conquérante, active. Souvent les qualificatifs vont par couple : calme et mesurée, solide et puissante, conséquente mais unitaire... Elle agit avec détermination mais sans surenchère et sans outrance. Dans les discussions on respecte la diversité des convictions et des croyances qui font la richesse de l'organisation et manifeste son souci constant d'ouverture" (7).

Cette écriture des mots symboles ne peut évidemment s'embarrasser des nuances car les signaux qu'émet la CGT doivent contenir sans ambiguïté les conséquences concrètes que les membres auront à en tirer. Et sans doute un des motifs de l'influence gauchiste dans les syndicats après 1968 est-il d'avoir redonné vie à un langage coloré et provoquant, imprégné de réalisme, parfois vulgaire à l'excès, mais "collant" au vécu des situations quotidiennes de travail. Reste que les jugements à l'emporte-pièce, les attaques personnelles, même si elles sont moins le signe d'une agressivité particulière qu'une forme traditionnelle d'expression d'un groupe social, ne facilitent pas la communication avec d'autres milieux plus familiers de la litote que de l'hyperbole.

Au-delà de la forme, la presse syndicale n'a jamais été à la hauteur de ses ambitions. Il n'y a jamais eu en France de grands magazines diffusant largement en milieu populaire. *La vie ouvrière* n'est lue que par un adhérent de la CGT sur 10, *Syndicalisme magazine* par un cédétiste sur 8. (8)

Constamment les états-majors évoquent l'absence de

moyens financiers ou les insuffisances de la diffusion militante, jamais son contenu. En fait, quelles chances a de convaincre une presse entièrement apologétique, qui se refuse à accueillir, sous quelque forme que ce soit une opinion différente de celle de la ligne confédérale ? Même rédigés par des journalistes professionnels, les articles rédactionnels n'ont pas pour objectif de présenter les faits dans leur intégralité mais de justifier une position. La tribune libre, l'interview de personnalités étrangères à l'organisation, l'appel à des "signatures" connues sont autant de pratiques inconnues des responsables de presse syndicaux.

La CGT n'a d'ailleurs pas hésité à licencier les responsables de son magazine féminin *Antoinette* en avril 1982 en raison de la publication d'articles "réformistes", abondant "la lutte des classes" et "favorisant la lutte des sexes". Tandis que les journalistes entamaient une grève de solidarité avec les deux responsables, la direction confédérale rappelait que cet organe de presse appartenait à la CGT et qu'il était normal de n'y trouver que le point de vue officiel de la confédération.

Curieusement les raisons du succès des radios libres mises en place à quelques occasions par la CFDT et la CGT n'ont pas été analysées. N'est-ce pas pourtant en raison de leur spontanéisme et de leur absence de dogmatisme qui permettait, à la limite, à chaque salarié de venir s'y exprimer ? Une information pluraliste se refusant à l'embrigadement, s'adressant à des citoyens libres et responsables est sans doute une condition impérative de l'avancée des idées syndicales dans la société française.

Gérard ADAM

Réflexions sur l'esprit de défense

Aujourd'hui, la société ne peut plus se contenter de déléguer à l'armée le souci de la défense. Elle doit en prendre une large part. Elle doit être associée à la perception de la menace et à l'effort pour y parer.

De tels propos peuvent paraître décalés par rapport à une situation dont certaines enquêtes d'opinion nous donnent une image sombre. D'un côté, on "croit" à la guerre, mais de l'autre on se déclare peu disposé à la faire. De telles enquêtes ont une valeur très faible parce qu'elles ont lieu dans un contexte artificiel. S'il semble indiscutable que le patriotisme n'est pas bien porté, que la conscience même d'appartenir à une nation est en déclin, on peut dire, en revanche, que jamais les Français n'ont été autant d'accord avec leur mode de vie et leurs institutions ; que jamais il n'y eut entre eux plus de tolérance. Le "consensus" n'est pas un vain mot. On peut, cependant, s'interroger sur ce qu'il recouvre. Sans cet accord pour vivre ensemble, on voit se développer les conduites asociales, des plus violentes (délinquance) aux plus feutrées, au point qu'on peut parler d'une sorte de "vide social" (1). Le lien social, disait Durkheim, est de nature religieuse. Autrement dit, il n'existe pas de société sans un minimum de "sacré" commun. Or, la société de consommation dissout le sacré, ou du moins n'en laisse subsister que le respect inconditionnel de la vie individuelle.

Qu'une nation comme la France connaisse, depuis la fin de la Grande Guerre, un déclin de sa puissance relative, c'est indéniable. Mais les nations ont la vie dure, l'histoire récente nous le prouve suffisamment. La seule raison de croire à leur décadence est démographique : lorsqu'une population ne se renouvelle plus suffisamment, la mort est probable. Mais les renaissances sont rapides et peuvent être vigou-

(1) *Le Monde*, 21 et 22 août 1980.

(2) *Ibid.*

(3) Edmond Maire "Et maintenant réussir le changement social", *le Monde*, 25 et 26 août 1981.

(4) Les syndicats allemands sont non seulement des partisans, mais les bénéficiaires de l'économie sociale de marché. Ils sont l'épine dorsale d'un secteur économique qui leur appartient en propre et qui emploie plus de 100 000 personnes.

Parmi les vastes intérêts financiers du DGB et de ses syndicats, on compte la 4^e banque d'affaires d'Allemagne, la plus grande compagnie d'assurances sur la vie, la plus grande société de construction de l'Allemagne de l'Ouest qui est la plus importante société d'accès à la propriété en Europe, une des trois plus grandes banques d'épargne-logement, une des trois plus importantes agences allemandes de tourisme, un groupe de coopératives qui est le second groupe de commerce de détail en Allemagne de l'Ouest, une maison d'édition et d'autres consortiums.

(5) La gestion fort rémunératrice du ticket restaurant maintenant largement généralisé n'a jamais intéressé les syndicats qui l'ont abandonné au secteur bancaire. Cet exemple illustre la préférence des syndicats pour la demande de subventions plutôt que pour la création d'activités parallèles. De façon plus générale les confédérations syndicales n'ont guère participé jusqu'à présent au développement du réseau bancaire-coopératif ou mutualiste.

(6) "A propos de la VO", *le Peuple*, 15 août 1979, n° 1066

(7) Voir l'excellente contribution de Dominique Labbé dans "A propos de la CGT", *Que faire aujourd'hui*, n° 19

(8) En moyenne le tirage de la *Vie ouvrière* s'établit à 180 000, celui de *Syndicalisme magazine* à 120 000. Pour la CGT-FO l'abonnement à l'hédomadaire et au magazine est inclus dans la cotisation. Le tirage est donc par définition égal au nombre des adhérents. *Le Peuple*, bi-mensuel officiel de la CGT, et qui s'adresse aux militants ne diffusait que 30 750 exemplaires en novembre 1981, contre 34 167 un an plus tôt.

reuses. Il me semble que nous sommes parvenus à un point où une reprise de conscience est nécessaire. Entre le passé de ce pays et la génération montante, une sorte de rupture culturelle s'accomplit, qu'il faudrait analyser avant de tenter l'effort indispensable pour que la jeunesse ne vive pas dans une sorte d'exil indifférent à l'intérieur de son propre pays. La défense, assurément, est un système d'armes. C'est aussi un système de courages et, pour reprendre une expression de Péguy, "un système de libertés". Chez nous, d'abord. Mais aussi, dans la mesure même où nous retrouverons confiance et vigueur, partout dans le monde où s'insurgent les consciences avilies, les nations asservies, les cultures étouffées. A l'enchevêtrement des menaces répond l'enchevêtrement des solidarités.

La portée des armes contemporaines recouvre le monde entier. Ce qui ne fait - j'ai tenté de le montrer - que donner plus d'importance à la conscience personnelle et à la conscience nationale. La défense nationale, malgré les progrès de la technique, et à cause d'eux, revient à sa source, qui est celle d'où découle la vie commune d'un peuple. Et toute la question est de savoir à quel niveau s'établit cette vie et si nous avons le goût de la perpétuer. Car ce qui est aimé, et cela seulement, sera défendu. A la base de l'esprit de défense se trouve ce goût de vivre qui a toujours été conquis sur le risque de mort, et qui, porté par une terre, une culture, une mémoire, nous porte, à notre tour, au-delà de nous-mêmes. Car nous n'aimerions pas vraiment ce que nous aimons si nous ne savions que d'autres en vivront après-nous.

Jean-Marie DOMENACH

(Revue de la Défense Nationale - Janvier 1983)

L'HOMME FACE A LA VIE

par le Docteur Pierre CHARBONNEAU

Les faits sans précédent dans l'histoire des hommes se succèdent à un tel rythme, depuis plus d'un siècle, que nous n'en percevons plus les conséquences. Les inventions mécaniques qui prolongent et amplifient le geste, quand elles ne s'y substituent pas, se sont multipliées d'abord ; puis le développement de l'informatique, de la télématique ont augmenté nos possibilités d'intervention, prolongeant les mécanismes cérébraux. On sait capter les rayonnements et les ondes, appliquer la révolution biologique dans l'agro-alimentaire. Au plan social, les revenus de substitution, inconnus voici 50 ans, ont pris dans la vie quotidienne une place inamovible. Sept lois ont concrétisé les bouleversements des structures familiales en 15 ans. En bref, dans les différents domaines scientifiques, sociaux, économiques, le monde s'est transformé. La révolution, si révolution est une évolution rapide, s'est étendue en

tous domaines

Parmi ces faits sans précédent : le plus important sans doute, le moins perçu peut-être, est la prise de puissance sur la vie.

LA REVOLUTION MEDICALE

Cette prise de puissance sur la vie est fille de la révolution médicale. Elle a débuté il y a plus d'un siècle, s'est accélérée peu à peu, a pris de l'ampleur ces 20 dernières années. L'imagerie médicale, tant directe grâce aux fibroscopes, qu'indirecte en radiologie, en scanographie, en scintigraphie, en ultra-sonographie, nous donne des diagnostics précis et rapides ; les procédés physiques de mesure nous permettent de faire entrer partiellement la médecine dans le domaine du mesurable ; les consti-

tuants des produits biologiques, grâce à l'électrophorèse, à la chromatographie et surtout, aux dosages radio-immunologiques sont mieux connus et la découverte récente des récepteurs a bouleversé nos conceptions biologiques en éclairant de nombreux mécanismes physiologiques. Succédant aux découvertes pastoriennes, les nouvelles thérapeutiques se sont multipliées depuis 40 ans. Après les sulfamides (1935) sont apparus les antibiotiques (1941), les anti-coagulants (1947), les médicaments neuroleptiques (1952) qui ont bouleversé le traitement de nombreuses affections mentales, les œstro-progestatifs (1957), les antimitotiques (1961), les bêta-bloquants, etc... A cette thérapeutique chimique, il faut ajouter les rayons laser ; la chirurgie, certes vieille comme le monde, a été renouvelée grâce à la précision des diagnostics, à la qualité de l'anesthésie, de la réanimation, à une nouvelle instrumentation. Enfin, depuis 20 ans, se sont développées les prothèses : prothèses chimiques avec l'insuline et la thyroxine ; prothèses physiques avec l'hémodyalise, les respirateurs et les stimulateurs cardiaques destinés à remplacer les activités rythmiques désordonnées.

Les conséquences de cette révolution médicale sont multiples. La pathologie s'en est trouvée modifiée ; une nouvelle société est née, d'un côté avec la quasi disparition de la mortalité infantile, l'allongement de l'espérance de vie, et de l'autre, le développement des affections dégénératives : maladies cardio-vasculaires, cancer, et le vieillissement de la population. Le développement de la technologie, dû à la complexité croissante des moyens de diagnostic, a entraîné la spécialisation et la nécessité d'une planification.

Certes, la prévention s'est améliorée, aussi l'état physique des populations dans nos pays est-il sans commune mesure avec celui de notre jeunesse, mais de nouvelles exigences sont nées ; l'absence de maladie n'apparaît plus comme un objectif suffisant ; la Société doit *aux individus* une bonne santé, celle-ci étant aisément prise pour une entité, alors qu'elle est plutôt une conquête permanente.

Tout ceci est très important, mais il y a plus important encore et qui réside dans la *prise de puissance sur les comportements et la vie*.

Nous laissons de côté la prise de puissance sur les comportements, trop d'inconnus existant encore sur le fonctionnement des neuromédiateurs et les drogues. De même, nous n'aborderons pas la prise de puissance sur les pulsions sexuelles malgré les problèmes éthiques qu'elle pose. La prise de puissance *sur la vie* retiendra seul ici notre attention.

Quels sont donc ces faits nouveaux et sans précédent dans l'histoire des hommes ? Est-il nouveau de parler de prise de puissance sur la vie ? Par meurtres, guerres ou combats singuliers, depuis l'origine du monde, l'homme ne s'est-il pas attribué le redoutable honneur de supprimer l'adversaire, fut-il un frère de sang. Et s'il existe aujourd'hui un certain "respect de la vie", c'est une notion récente, fragile encore et loin d'être universelle.

Quel est donc ce nouveau rapport à la vie, de quelles armes nous servons-nous pour la mettre à notre merci ?

Nous savons désormais :

- supprimer la vie à l'émergence ;
- donner la vie en palliant certaines stérilités ;
- prolonger la vie en dominant les accidents de parcours.

Mais, nous l'observons, cette prise de puissance est encore contingente et partielle.

SUPPRIMER LA VIE A L'EMERGENCE :

Certes les méthodes contraceptives sont vieilles comme le monde. Juifs, Grecs, Romains usaient d'éponges et de pessaires imprégnés de produits végétaux. Mais, pour la première fois, de nouveaux procédés ont été mis au point, destinés, soit à bloquer l'ovulation ou la spermatogénèse, soit à supprimer la rencontre de l'ovule et du spermatozoïde.

La première pillule contraceptive date de 1960, grande date dans l'histoire de l'humanité. On lui prêtait, au départ, "toutes les qualités", apportant aux femmes une protection absolue. On lui prêtait même des vertus morales puisqu'elle était supposée faire disparaître l'avortement comme celui-ci l'avait fait pour l'infanticide. Vingt ans après, l'I.V.G. reste un moyen contraceptif trop utilisé, et la contraception hormonale, non dépourvue d'effets iatrogènes, est en perte de vitesse. Bien utilisée elle apporte cependant de nombreuses facilités à la femme et au couple.

Arrivera-t-on à mettre au point une contraception masculine ? Ce n'est pas sûr, car il faut maîtriser une production continue de spermatozoïdes, sans toucher en outre à la sécrétion de testérone qui assure le maintien de la virilité.

Aussi, devant les appréhensions ou les insuffisances de la contraception hormonale se développent clandestinement, sans bruit, insidieusement, les procédés radicaux que sont la vasectomie chez l'homme, la ligature des trompes chez la femme. Plus de 80 millions de personnes seraient déjà opérées, dont aux U.S.A., 3 millions d'hommes et 4 millions de femmes. Il n'est pas dans notre propos de porter un jugement sur ces méthodes. Rappelons cependant la discordance existant entre la loi qui interdit toute mutilation, même volontaire, et la pratique. Doit-on constituer aussi, pour répondre aux regrets d'actes passés, des "garages à spermés".... ? (1)

DONNER LA VIE EN PALLIANT CERTAINES STERILITES :

Mais abordons l'aspect positif de ces méthodes qui touchent à la vie même. On sait, en effet, par insémination artificielle, provoquer dans certains cas, une grossesse. Certes, il y a ici dissociation de l'acte d'amour et de la procréation, liés dans toutes les espèces animales. Mais l'homme, avec sa nouvelle puissance, sait désormais franchir certains obstacles. Si l'insémination par le sperme du conjoint (I.A.C.) ne soulève pas de problème, il n'en est pas de même avec celui d'un donneur anonyme

(I.A.D.) qui conduit à un nouveau concept de la paternité. Fécondité et paternité sont désormais dissociés. Le législateur doit-il réglementer dans ce domaine ? Question déjà délicate ! Mais on va plus loin encore : un ovule mûr, prélevé sur l'ovaire par coelioscopie est inséminé artificiellement sur milieu de culture et réimplanté dans l'utérus préparé à la nidation. Ce procédé n'en est plus à la phase expérimentale, aussi peut-on craindre un danger d'extension de cette méthode vers une expérimentation humaine.

PROLONGER LA VIE EN DOMINANT LES CAUSES DE MORT :

La prolongation de la durée de vie a débuté au début du 19^e avec les premières mesures d'hygiène et la mise en œuvre des vaccinations. Mais le grand bond en avant date de 50 ans, lorsque la médecine a acquis les possibilités de combattre l'infection, de réanimer un mourant, de mettre en œuvre des prothèses de substitution. Sulfamides, antibiotiques, respiration artificielle, prothèse chimique et physique ont transformé la face du monde prolongeant de plus de 20 ans en moyenne la durée de vie. La mort a reculé.

Toutefois cette prise de puissance sur la vie a un caractère partiel, aléatoire. En réalité, nous ne maîtrisons qu'imparfaitement, on l'a vu, les phénomènes biologiques vitaux, et surtout nous savons faire survivre sans donner la santé, sans préserver toutes les facultés mentales et physiques de l'individu. Donc, prise de puissance *partielle* dont nous avons à mesurer les conséquences.

LES CONSEQUENCES DE CETTE PRISE DE PUISSANCE SUR LA VIE

Les conséquences ne sont pas toutes négatives, loin de là. Les diabétiques vivent, la crise d'urémie est dominée, les maladies infectieuses sont maîtrisées, la prévention est efficace. Notre état physique est meilleur. Nous avons des possibilités de choix tel celui du moment de la conception. Les succès remportés ne sont pas sans satisfaire en outre notre instinct de puissance, notre désir de responsabilité, peut-être même notre orgueil.

La révolution médicale est donc une chance, mais non exempte de menaces. Le phénomène est cependant trop récent - moins d'un demi-siècle - pour que celles-ci apparaissent en toute clarté. On peut cependant déjà les pressentir : deux catégories de menaces semblent devoir avant tout retenir notre attention : la première concerne les populations, la seconde a trait aux problèmes éthiques.

Auparavant, il convient de marquer l'évolution des esprits affrontés à tous ces faits. La facilité des actes a introduit une distinction entre sexualité, procréation, paternité si bien que nombreux sont ceux qui considèrent désormais comme un non-sens les situations créées par des grossesses non désirées et le maintien de la vie embryonnaire. Ainsi, peu à peu, apparaît un premier danger, celui de la banalisation d'actes qui touchent à la vie, banalisation risquant d'engendrer des glissements

Une révolution médicale : demain davantage d'arrières grands-parents

qui feront considérer comme plausible dans un proche avenir l'euthanasie. Ne sommes-nous pas confrontés à une irrésistible escalade qui ne comporte aucun palier.

Mais revenons à nos deux catégories de menaces.

Cette maîtrise de la vie est tout d'abord inégalement répartie à travers le monde. Le phénomène est trop connu pour qu'il soit nécessaire d'insister. Rappelons cependant qu'en 20 ans, d'après les prévisions, la France passera, sur le plan de la population, du 15^{ème} au 20^{ème} rang, ce qui ne serait pas trop grave s'il en était de même dans notre environnement. Le fait que, en moins d'un siècle, les pays d'A.F.N. par exemple, de 12 ou 15 millions d'habitants arriveront à près de 80 millions, ne sera pas sans conséquence. Une Europe, pratiquement stagnante sur le plan de la population, une France très appréciée par la richesse de son sol et la variété de son climat, resteront très attractifs pour des populations très nombreuses habitant des territoires moins privilégiés. Pourra-t-on et doit-on s'opposer à tous mouvements de la population ? Méditons les exemples de l'histoire, tout en sachant que les "invasions" peuvent prendre une toute autre forme.

Ceci toutefois est assez bien perçu. Les transformations prévisibles dans les structures de notre Société, que risquent d'engendrer les succès de notre révolution médicale, le sont par contre beaucoup moins. Des données récentes nous ont été exposées par Monsieur Bourgeois-Pichat (2). Les perspectives des populations dépendent certes du taux de natalité, mais aussi des perspectives de

mortalité. Suivant celles-ci depuis 1952, il s'est rendu compte que dans une Nation comme la France, les décès de cause exogène, c'est-à-dire les décès sur lesquels on avait prise jusqu'à présent, avaient beaucoup diminué, portant l'espérance de vie au haut niveau où elle se trouve. Celle-ci cependant n'augmentait plus depuis une vingtaine d'années étant donné le peu d'action de la médecine sur les causes de la mortalité endogène, c'est-à-dire les cancers et les maladies cardio-vasculaires. Il semble que cette mortalité endogène soit, à son tour, sur le point d'être en partie maîtrisée. Qu'en sera-t-il dans 20 ans ?

Si l'on croit certains médecins et notamment les Britanniques, la maîtrise, partielle bien entendu, des maladies cardio-vasculaires interviendrait dès 1985, et celle de certains cancers dès 1990... L'espérance de vie passerait d'abord à 78-80 ans et bondirait à 90 ans environ vers l'an 2000, ... puis à 94 ans.

Restons-en là. Ces chiffres apparaissent réalistes et seront certainement atteints, peu importe d'ailleurs que ce soit en l'an 2000, 2020, ou 2040.

Essayons d'en mesurer les conséquences. La structure de notre Société s'est déjà profondément modifiée. Au début du siècle, celle-ci était à deux, parfois à trois étages :

- grands-parents ;
- parents ;
- enfants.

Le nombre des grands-parents a augmenté après l'apparition des sulfamides en 1935 grâce auxquels un certain nombre d'infections, notamment les affections pulmonaires, ont été dominées. Avec les antibiotiques, les causes de décès d'origine exogène sont maîtrisées, aussi se développe progressivement un 4^{ème} étage. La Société est désormais ainsi structurée :

- arrières grands-parents ;
- grands-parents ;
- parents ;
- enfants.

La maîtrise prévue de la mortalité endogène amènera un 5^{ème} étage avec des arrières-arrières-grands-parents.

Notons déjà l'importance de l'étage intermédiaire, le 3^{ème} étage, celui des grands-parents dont la mission est double : soutenir les arrières-grands-parents, et demain les arrières-arrières grands-parents, tout en aidant enfants et petits enfants. De plus, sans eux, il y a une rupture entre les générations, la ou les plus élevées étant plongées, le plus tôt dans la solitude.

Je passe sur tous les problèmes d'ordre psychologique, humain, matériel que pose cette prolongation de la vie, pour insister sur les menaces de déstabilisation de notre Société. Jusqu'à présent, en effet, les proportions entre les âges sont restées sensiblement les mêmes. La natalité a, certes, diminué, mais la mortalité infantile également, si bien que les proportions entre jeunes, adultes, personnes âgées sont restées sensiblement identiques, mal-

gré la prolongation de la vie. La baisse de la mortalité a été assez neutre jusqu'ici. Si les perspectives évoquées précédemment se réalisent - elles semblent bien devoir l'être - nous entrons dans une nouvelle phase et l'on peut craindre une déstabilisation de toute notre société. Les jeunes, peu nombreux, supporteront-ils le poids de tant de personnes âgées, et ceci, d'autant plus que ces jeunes ne seront pas les arrières petits-enfants des grands-parents dans une France devenue multiraciale, car peuplée d'immigrés, d'enfants d'immigrés attirés justement par nos terres désertes comparées aux leurs. Les éléments affectifs qui font les liens entre les générations seront distendus, voire inexistantes. Il y a là, pour l'avenir, une menace d'une situation explosive.

Il n'est pas aisé de conjurer une telle menace. Les problèmes concrets, actuels, sont déjà difficiles à dominer, aussi écarte-t-on volontiers ceux de demain. Domine-t-on d'autre part l'évolution ? Très modestement, on peut avancer qu'abaisser l'âge de la retraite ne sera pas neutre face à cette situation et que des efforts sont à faire pour la rencontre des générations.

Les progrès scientifiques concernant la biologie et la médecine risquent non seulement de déstabiliser nos structures de vie, mais en nous imposant des choix, nous placent tous devant des situations difficilement supportables.

Le médecin, le personnel de santé, est en première ligne dans ce domaine dès la conception. Certes, la loi l'y autorise, il peut refuser d'interrompre une vie par l'avortement. Mais, en bien d'autres occasions, sa conscience sera à l'épreuve. S'il a le pouvoir de faire naître, que faire, quel conseil donner devant un diagnostic précoce d'un syndrome de Klinefelter ou de Turner qui peut produire soit un sujet taré, soit d'intelligence normale ? Quelle attitude prendre devant le cas de jumeaux dont l'un est normal, l'autre mongolien ? Faut-il systématiquement proposer un avortement devant une toxoplasmose de la mère à cause de 5 à 10 % d'atteinte d'hydrocéphalie ou de cécité. Qu'est ce qu'un handicap insupportable justifiant l'avortement ?

Avant toute décision, certes, l'avis des parents est demandé et celle-ci leur incombe en dernier ressort. La responsabilité partagée n'enlève rien aux difficultés et à la gravité du choix !

Ce choix s'exerce également tout au cours de la vie. Il se pose devant un handicap sévère à la naissance, devant un traumatisme grave ou un accident d'anesthésie entraînant un coma prolongé. Il se pose au moment d'entreprendre des interventions sévères, lourdes ou la mise en œuvre de prothèse. Il est aigu dans les services de réanimation.

La critique de l'acharnement thérapeutique est aisée, mais si des critères de constatation de décès ont été fournis sur lesquels s'appuient les responsables pour débrancher un respirateur artificiel, il n'en a jamais été donné en vue de justifier la cessation de toute thérapeutique.

Les problèmes évoqués ici ne concernent que le médecin et la famille. Mais d'autres, plus importants encore, sont posés à la Société, c'est-à-dire aux citoyens pris dans leur ensemble représentés par leurs élus. Monsieur Bes-sis, récemment, les a évoqués dans une revue médicale (3). *La science permettant désormais à l'homme de maîtriser sa propre nature, la reproduction de l'espèce n'est plus réglée par l'instinct seul.* Reproduction humaine et bientôt, sans doute, choix du sexe des enfants à venir étant contrôlés par des produits chimiques, nous aurons *une maîtrise totale des organes du corps et peut-être du cerveau humain.* Les couples pouvant décider du nombre et du sexe des enfants, *quelles seront les motivations du couple pour désirer des enfants ?* Les couples voudront-ils notamment prendre conscience du nombre d'enfants nécessaires pour perpétuer la société à laquelle ils appartiennent et voudront-ils s'y soumettre ?

N'y a-t-il pas là un danger de déstabilisation progressive et pour l'éviter, le nombre d'enfants, leurs sexes même, devra t-il être imposé par un législateur en vue de remplacer les instincts avolis. Mais ce législateur, quel qu'il soit, même s'il le croit, ne connaît pas le but de l'univers. L'ordre qu'il sera tenté d'imprimer sera t-il le bon ? Ne se trompe t-il pas ? Les décisions susceptibles d'être prises dans les décennies qui viennent, étant donné notre prise de puissance sur la vie, auront des répercussions immenses sur le destin de l'humanité.

MODESTIE ET HUMILITE

Ainsi face aux problèmes posés par la prise de puissance sur la vie par l'homme, face aux difficultés, aux implications multiples que celle-ci soulève, notre attitude ne peut être que de modestie et d'humilité.

Heureusement, tout d'abord, cette prise de puissance n'est que partielle, aussi existe-t-il une contrepartie favorable : les mécanismes de l'hérédité qui entretiennent soigneusement la diversité des individus. Comme le fait remarquer le Professeur J. Hamburger dans son dernier livre (4) "si tous les hommes avaient le même projet, s'ils étaient tous parfaitement unis dans un dessein uniforme, et si, par malchance, une faute de raisonnement s'était glissée dans ce dessein, on pourrait dire adieu à l'aven-ture humaine".

Malgré son caractère partiel, elle n'en confère pas moins à l'homme des responsabilités nouvelles. Peut-il les assumer ? Telle est la plus importante question que nous posent les conséquences de cette révolution médicale. Ne risque t-on pas en déformant, en supprimant le processus vital, en partie lié à l'instinct, d'engendrer une perte de cette spontanéité, de ce bouillonnement, de ce jaillissement, qui crée la vie ?

Parmi les routes qui s'ouvrent à nous, avec le Professeur Hamburger, nous en distinguerons deux :

- la première, celle de la peur et du recul. Mais il n'est pas, dans ce domaine, de retour en arrière qui annihilerait en outre les avantages acquis. Elle nous supprimerait toutes les joies de la découverte et de l'imprévisible.

- la deuxième est pleine d'inconnus et nous conduit à un perpétuel combat, mais dans des conditions toutes nouvelles. En effet, si l'on peut craindre de voir l'homme changé par l'homme, l'homme ne peut échapper désormais à une interrogation sur lui-même et sa destinée. Il y était conduit autrefois par la peur des forces naturelles. Actuellement, sa propre puissance ne peut que l'y mener. Ainsi cette prise de puissance sur la vie nous conduit aux problèmes métaphysiques trop évacués depuis un siècle, problèmes qui constituent l'interrogation majeure de notre temps et que Teilhard nous aide à appréhender lorsqu'il écrit :

"L'homme, c'est-à-dire l'évolution devenue conscience, est placé devant une liberté décisive. Il devient responsable de la terre, et s'il choisit mal, il signera du même coup son arrêt de mort".

Mais doit-on être pessimistes ? Non, Teilhard continue... "La terre... en réalité n'a jamais été plus ardente, seulement c'est d'un feu nouveau, mal individualisé et mal identifié encore qu'elle commence à brûler. Sous l'action de causes multiples et convergentes, l'Homme s'est éveillé, depuis un siècle, à l'évidence qu'il se trouve engagé sur un plan et à des dimensions cosmiques dans un vaste processus d'anthropogenèse. Or le résultat direct à cette prise de conscience a été de faire surgir (...) une poussée encore informe, mais puissante d'aspirations et d'espérances illimitées (...) Pour une oreille avertie, tous les bruits discordants qui montent en ce moment de la masse humaine résonnent à la mesure d'une note fondamentale unique, la foi et l'espérance en quelque salut lié à l'achèvement évolutif de la Terre".

"Autrement dit, dans la crise présente, où s'affrontent sous nos yeux et dans nos cœurs les forces chrétiennes traditionnelles et les forces modernes de l'évolution, ne faut-il pas simplement reconnaître les péripéties d'une providentielle et nécessaire fécondation".

Face aux difficiles problèmes qui engagent le devenir de l'espèce, nous avons là de belles paroles d'espoir. Mais il ne faudrait cependant pas oublier les phénomènes douloureux qui accompagnent gestation et naissance et que nous aurons sans doute à assumer. Tout au moins devons-nous le faire avec l'espérance.

Pierre CHARBONNEAU

Ce texte reproduit une communication faite à l'Académie des Sciences Morales et Politiques par notre ami le Docteur Pierre Charbonneau.

(1) L'expression "garage à sperme" pourrait paraître excessive. Cependant n'est-ce pas le cas dans l'insémination artificielle réalisée avec du sperme conservé, après sélection, d'un donneur anonyme ? On en est maintenant plus loin puisque, après fécondation artificielle, des œufs fécondés sont transplantés, après conservation parfois, sur femmes "porteuses". Aurons-nous un marché noir des œufs fécondés, en attendant la grossesse extra-corporelle sur placenta artificiel ?

(2) Société de Démographie Médicale - Nov. 1980 -

(3) C.M. 29.11.1980

(4) Jean HAMBURGER : "Un jour, un homme" Flammarion

L'EUROPE EMBOURBÉE

Interview de Maurice FAURE

Raymond Morice : Monsieur le Ministre, vous avez participé à la naissance des institutions de la Communauté économique européenne. N'êtes-vous pas frappé par le contraste entre l'enthousiasme des années 50 et le scepticisme des années 80 ? C'est injustement que l'on a oublié l'efficacité et la rapidité avec lesquelles furent conduites les discussions et obtenue la ratification qui ont donné le départ de la Communauté européenne. Quelles sont à votre avis les raisons qui expliquent un désintérêt et une indifférence que même l'élection de l'Assemblée européenne n'a pas dissipés ?

Maurice Faure : Les débuts d'une entreprise sont toujours la période la plus exaltante. On en était, en quelque sorte, à ce moment-là au stade de l'idée pure, et cette idée avait pour elle l'immense avantage d'être une idée neuve, originale, révolutionnaire. Elle avait incontestablement polarisé l'attention de l'opinion publique.

Certes tout le monde n'y était pas favorable, mais elle était au cœur du débat politique. Elle avait donc pour elle ce grand caractère d'actualité qui fait qu'elle ne laissait personne indifférent.

Le climat d'enthousiasme et l'usure du temps

Depuis, du schéma, on est passé à la réalité, à l'application, à la pratique. Il est rare qu'une idée résiste pendant trente ans sans qu'il y ait érosion de l'enthousiasme. Le quotidien est monotone ; il est moins exaltant que l'hypothèse et il engendre des déceptions, il soulève d'innom-

brables petits problèmes à la faveur desquels les arbres cachent petit à petit la forêt. C'est exactement ce qui s'est produit.

Par ailleurs, d'autres considérations sont intervenues. La Communauté n'a pas donné tout ce qu'on en attendait, c'est normal. Je ne connais pas d'entreprises qui aient exactement répondu dans l'histoire des hommes aux espoirs qu'elles avaient fait naître. Mais, il y a une usure des mots, une lassitude de l'opinion entendant toujours parler de la même chose et voyant concrètement peu de réalisations.

Les institutions bruxelloises sont, il faut le dire, bien compliquées. Des spécialistes les comprennent et en connaissent les divers cheminements, mais l'opinion publique ne comprend rien aux rapports respectifs du Conseil des ministres, de la Commission, des Représentants permanents, des sommets, Parlement, etc. Il faut ajouter, enfin, que ce qui est à porter au débit de la communauté, comme par exemple la guerre du vin, la guerre de la pêche, de l'acier, du textile, etc. du mouton, est plus visible que ce qui est à porter à son crédit, c'est-à-dire l'immense expansion des années qui ont suivi la mise en œuvre du Marché commun et l'ouverture progressive de nos frontières.

Primauté au politique

A la longue, l'économie divise autant qu'elle unit : c'est le politique qui unit et nous avons pris au début le chemin de l'économie pour déboucher sur une commu-

Le parlement européen à Strasbourg

nauté politique ; le fait d'avoir repoussé à un horizon beaucoup plus lointain la communauté politique est un des éléments qui rend si difficile l'achèvement de l'édification de la communauté économique.

Pour toutes ces raisons, complexes d'ailleurs je le reconnais, l'opinion n'est plus aussi directement branchée qu'il y a trente ans sur ce qui apparaissait, à l'époque, comme une idée simple et fondamentalement nouvelle et, de ce point de vue, séduisante.

Raymond Morice : Vous avez porté à votre propos un tempérament qui précisément montre que ce pessimisme néglige un certain nombre de faits. Et, si on n'a pas véritablement créé une économie à l'échelle européenne, vous venez de le dire, une expansion dont on n'avait aucune idée auparavant est le fruit des réalisations que seul le Traité de Rome a rendu possibles.

Cependant, une chose m'a beaucoup frappé, ce sont les obstacles qui ont été placés à l'encontre d'un véritable grand marché comparable au marché américain : le Kennedy round, puis le Tokyo round ont contribué à empêcher notamment sur le plan industriel que les pleins effets du Marché commun se fassent sentir. Pourtant, les industriels français, les Chambres de commerce manifestaient une volonté d'adaptation, une soif de modernisation vraiment exemplaires. Mais cette prise de conscience supposait que le tarif extérieur commun ne soit pas sans cesse abaissé pour empêcher que ce marché qui venait de naître puisse vraiment croître dans les

meilleures conditions de telle sorte que le poids des 260 millions d'habitants de l'Europe pèse suffisamment dans le concert des grandes nations. Ainsi l'abaissement trop rapide du tarif extérieur commun n'a-t-il pas eu pour conséquence d'entraver le développement normal du Marché commun européen, en ne ménageant pas suffisamment l'adaptation de la structure des entreprises à l'échelle européenne ?

Une protection minimum

Maurice Faure : Vous soulevez là effectivement un point fondamental.

Autant nos pays prenaient peu de risques en période de haute conjoncture à abroger progressivement entre eux toute forme de protectionnisme : barrières douanières, contingents, à effets directs ou indirects, autant cette communauté une fois formée devait conserver vis-à-vis de l'extérieur un degré minimum de protection. D'abord, parce qu'il n'y a pas de communauté au monde qui ne se protège bien soi-même : le marché américain est un marché terriblement protégé, le marché japonais est un marché terriblement protégé, et, en définitive, les négociations auxquelles vous faisiez allusion tout à l'heure - Kennedy round et Tokyo round - ont tourné presque unilatéralement à un désarmement du protectionnisme de la communauté, du niveau du tarif extérieur de la communauté.

Il y a à cela un certain nombre de raisons : c'est que la Communauté renfermait en son sein des pays qui avaient

les deux traditions. Les uns qui avaient une tradition de libre échange mondial : l'Allemagne, l'Angleterre, les Pays-Bas, le Danemark, et d'autres qui avaient une tradition naturellement plus protectionniste : la France d'abord, mais aussi l'Italie, et, dans une certaine mesure, la Belgique. Et il est évident que chaque fois, on faisait un compromis, mais un compromis qui était dans le sens d'une baisse.

C'est surtout à l'heure de la crise qu'on a vu les conséquences de ce que vous venez de dénoncer, en ce sens que dans l'euphorie de la grande expansion, on pouvait presque supporter sans à-coups sociaux ou économiques excessifs ces baisses de tarif. Mais, au point où nous en sommes arrivés, nous devons nous reposer l'ensemble du problème de nos relations commerciales, et avec le reste du monde industrialisé, et avec le pays du tiers-monde.

Notre discours doit être plus sévère avec les autres pays industrialisés parce que nous devons traiter avec eux d'égal à égal : donnant donnant. Nous devons les traiter comme ils nous traitent et ne pas accepter de faire des sacrifices qu'ils ne consentent pas eux-mêmes en ce qui nous concerne.

Le développement des économies des pays pauvres

Le discours vis-à-vis du tiers-monde est plus nuancé. Nous pouvons difficilement du matin au soir prétendre que nous devons contribuer à harmoniser les développements économiques de l'ensemble des pays de la planète, aider les pays pauvres à rattraper leur retard à décoller, notamment sur le plan industriel, et, dès qu'ils l'ont fait et qu'ils arrivent au premier stade où dans tel ou tel domaine particulier ils peuvent commencer à être exportateurs, refuser de leur acheter leurs produits. Si nous refusons de leur acheter leurs produits nous leur interdisons d'avoir des devises, donc d'avoir des moyens de paiement qui leur permettront de continuer à s'équiper et de nous acheter précisément ces équipements.

Il y a là un problème de division internationale du travail auquel dans une certaine mesure nous n'échappons pas. Alors je conçois qu'il ne faut être dans cette affaire ni ange, ni bête, je conçois qu'il faut être pragmatique ; je conçois qu'il faille dénoncer, par exemple, les investissements de capitaux européens dans certains pays du tiers-monde où ils ne vont que pour exploiter une main-d'œuvre meilleur marché et faire une concurrence qui alors est déloyale au prolétariat des pays occidentaux. Mais, lorsqu'il s'agit d'un développement vraiment d'origine locale aussi bien quant à la main-d'œuvre, qu'aux matières premières, qu'aux capitaux, il faut probablement avoir un comportement différent. C'est donc à un comportement sélectif en ce qui concerne le commerce avec les pays du tiers-monde que j'inviterais la Communauté à se rallier.

Raymond Morice : Quelles sont, à vos yeux, les causes profondes de la crise actuelle de la construction européenne. Sont-elles internes ou externes ? Sans attendre une initiative des gouvernements, le Parlement européen

a créé en son sein une "commission institutionnelle" chargée de proposer une modification des Traités. Quel jugement portez-vous sur cette démarche originale et comment appréciez-vous ses chances de succès ?

La volonté politique nécessaire

Maurice Faure : Je vous ai répondu sur le plan économique. Mais je crois au primat du politique et je crois que les raisons profondes de la crise européenne, c'est que la volonté politique de construire une communauté n'est plus du tout aussi forte qu'il y a vingt-cinq ans.

Je ne crois pas du tout aux initiatives des Parlements ; les Parlements aujourd'hui ne construisent rien nulle part. Encore heureux quand ils jouent vraiment leur rôle budgétaire et de contrôle politique. Mais, aucune relance ne proviendra du Parlement européen. Tout ça, ce sont des bavardages qui peuvent être de haute qualité, qui peuvent apporter une contribution intellectuelle remarquable. Mais, en réalité, seul l'accord des Chancelleries pourra faire avancer les choses. Or, il y a trente ans, cet accord des Chancelleries existait au plus haut niveau et sur ce point, je sais de quoi je parle puisque j'ai connu, j'ai vécu cette époque et j'ai fait partie de ces milieux-là. Il est certain qu'aujourd'hui le scepticisme a gagné chacune de nos capitales et que, au fond, le pouvoir est revenu à Paris, à Bonn, à Rome, à Londres, à Bruxelles, à La Haye et j'en passe, et qu'il n'en partira plus.

Nous avons cru que le processus de la réforme donnerait petit à petit plus de pouvoirs aux autorités communautaires démocratiquement recrutées et éviterait ainsi progressivement les compétences des Etats nationaux ; c'est exactement le contraire qui se produit ; la souveraineté revenue au niveau des Etats nationaux - et on l'a bien vu à l'heure de la crise où n'ont été prises que des mesures dérisoires, étant donné que chacun a joué la carte de l'égoïsme national et qu'aucune mesure ne pouvait être prise sinon à l'unanimité des membres, c'est-à-dire que le plus petit dénominateur commun seul caractérisait ces décisions.

Raymond Morice : Nous en sommes au point où il faut évoquer la Grande-Bretagne et son entrée dans la C.E.E. Jusque-là, le cheminement avait été plutôt positif, ensuite c'est l'inverse. La paralysie a gagné.

L'entrée de la Grande-Bretagne

Maurice Faure : Si vous voulez mon sentiment sur cette affaire, c'est que nous nous sommes trompés.

Nous nous sommes tous trompés en ce sens que lorsque l'Angleterre est venue frapper à la porte de notre Communauté, les plus anciens européens ont considéré que c'était la preuve que la Communauté avait réussi.

Si on avait vu un pays membre demander à la quitter, on aurait évidemment conclu que c'était la preuve de son échec. Quand on a vu l'Angleterre, le Danemark, l'Irlande, venir frapper à la porte, par la suite la Grèce, aujourd'hui l'Espagne et le Portugal, on ne peut pas considérer que ce côté attractif de la Communauté est la

preuve par neuf de sa réussite. Et je répète : nous nous sommes trompés.

Nous nous sommes trompés, parce que l'Angleterre n'est pas venue pour renforcer la Communauté économique, elle est venue quand elle a compris qu'il y avait pour elle moins d'inconvénient d'être à l'intérieur qu'à l'extérieur, parce qu'à l'intérieur elle pourrait bloquer les décisions qu'elle estimait lui être hostiles. Et, il est tout à fait clair qu'il y a eu une rupture de rythme dans les réalisations communautaires entre la période antérieure et la période postérieure à l'entrée de la Grande-Bretagne. Il y a eu aussi un changement d'animus, si vous me permettez cette expression. L'Angleterre n'a aucune notion de ce qu'est la Communauté européenne telle que nous la concevons, qui est vraiment la mise en commun de certaines compétences que nous ne pouvons plus exercer efficacement au niveau national, mais que nous pouvons, pour des raisons de dimension, de technique, de démographie et autres, exercer de façon beaucoup plus efficace au niveau communautaire. La vérité, c'est que c'était la première communauté continentale qui était la Communauté véritable et qui avait, elle, fait des progrès beaucoup plus rapides.

Les motivations de l'Espagne

Ajoutez-y l'Espagne, ça aurait arrangé les choses. L'Espagne ne vient pas à la Communauté pour des motivations essentiellement économiques aujourd'hui. Son industrie est beaucoup plus faible que l'industrie de la Communauté. Elle a beaucoup de coups à recevoir, elle y vient pour des considérations politiques. L'état d'esprit de l'opinion publique espagnole est fondamentalement attaché à la communauté politique de l'Europe occidentale.

L'Angleterre n'est pas venue du tout dans cet état d'esprit, et chaque jour qui passe nous le prouve. Ceci dit, encore une fois, ce problème est très difficile à résoudre, car les traités ne prévoient en aucun cas la possibilité d'expulser un membre de la Communauté. Il faudrait que, par un coup de chance, les travaillistes reviennent au pouvoir et que, par un deuxième coup de chance, ils appliquent le programme qu'ils ont arrêté dans leur congrès, c'est-à-dire demandent spontanément à se retirer, auquel cas je crois que personne ne ferait de difficulté.

Raymond Morice : On parle beaucoup actuellement de relance politique de la communauté afin de préparer l'Europe de la seconde génération. Dans quels domaines majeurs cette relance devrait-elle intervenir ? Les Etats membres vous semblent-ils disposés à coopérer étroitement, vous avez un peu évoqué le sujet à l'instant, dans ces différents secteurs et à accepter les implications politiques, économiques et financières d'une telle collaboration ? C'est un peu la suite des propositions qui émanent des différents gouvernements, y compris le gouvernement français.

Achever l'Europe économique

Maurice Faure : Je pense que dans ce domaine les choses

sont plus simples, plus claires qu'on le dit. Je ne crois plus du tout aux tâches confiées à des sages auxquels on demande d'élaborer des rapports de centaines de pages que personne ne lit, et dont surtout personne ne tient le moindre compte. Je crois que deux directions devraient être empruntées.

La première consisterait à achever la Communauté économique telle que le Traité de Rome la dessine. Autrement dit, pourquoi s'arrêter au milieu du gué, se contenter d'une politique agricole commune qui vaut ce qu'elle vaut, mais qui a l'avantage d'exister, qui n'est pas sans défaut, bien sûr. Vous la corrigerez, elle aura d'autres défauts. Mais elle existe et elle est communautaire.

Une politique vis-à-vis des territoires A.C.P. (Etats d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique) est une grande construction de la communauté, qui préface l'avenir des rapports Nord-Sud et qui, sur ce plan là, a créé un précédent en grandeur réelle, en montrant la voie, exactement ce qu'il faudrait faire.

La Communauté a aussi mis sur pied le système monétaire européen qui est, pour le moment, une incontestable réussite.

Mais, dans beaucoup d'autres domaines, elle a pris un retard considérable. Qu'est-ce qui nous empêche, au lieu de nous livrer à de grandes élucubrations philosophico-politiques, de mettre sur pied une politique industrielle, une politique sociale, une politique commune de la recherche, une politique commune régionale qui serait beaucoup plus poussée que celle que nous avons aujourd'hui, une politique commune judiciaire, une politique commune du droit des sociétés ? Il y a des domaines considérables dans lesquels on n'a pas réalisé encore toutes les potentialités du Traité de Rome et toutes ces politiques pourraient être conduites conjointement ; il suffirait que les chancelleries le veuillent.

Eclairer le but à atteindre

Mais, parallèlement, je pense que le moment est venu de se reposer la question fondamentale qu'on a complètement perdue de vue et c'est pourquoi nous sommes exactement comme une chaloupe au milieu de l'océan qui a perdu son gouvernail et sa boussole.

Et la question qu'il faut se poser c'est : *Quelle Communauté en définitive voulons-nous faire ?* Car personne n'est capable aujourd'hui de répondre à cette question. Nous sommes donc en train de bâtir une maison. On pose, lentement il faut le reconnaître, les pierres les unes sur les autres, mais on n'a pas encore le plan détaillé de ce qu'on veut construire, de la hauteur des murs et de la forme du toit et de la disposition intérieure des pièces. Il est clair qu'il n'est pas étonnant dans ces conditions que nous naviguions à vue. Nous ne savons pas quel est notre objectif, notre but, notre ambition. Même s'il s'avère difficile à atteindre, même s'il apparaît qu'il est lointain, encore faudrait-il le connaître ? Il m'arrive souvent de dire qu'au Moyen-Age quand on construisait des cathédrales, les premiers maçons, ceux qui construisaient les fondations savaient qu'ils ne verraient pas la voûte, mais

ils savaient qu'il y aurait une voûte. Ils avaient vu les plans, les dessins. Ils mouraient avant qu'elle soit terminée, mais peu importe, le chantier avait son unité. Aujourd'hui, nous n'avons plus je vous le répète, ni objectif, ni finalité.

Je crois que, au lieu de se livrer, dans ces fameux sommets qui ne résolvent jamais rien, à jouer le rôle d'appel du Conseil des ministres de la Communauté, nos chefs d'Etat seraient bien inspirés s'ils consacraient leurs méditations pendant 48 heures à se poser cette seule question : *Quelle Communauté voulons-nous ? Voulons-nous faire encore une Communauté ?* Voulons-nous qu'elle soit limitée à l'économie. Voulons-nous y inclure la politique étrangère, la sécurité ? Quelles institutions voulons-nous lui donner, essayer de redessiner une image idéale de cette communauté qui ne ferait pas l'unanimité, qui redeviendrait l'enjeu de nos luttes politiques internes ou internationales, mais qui au moins donnerait à nouveau un sens et une direction, et une impulsion surtout, à cette entreprise.

Raymond Morice : La volonté politique à supposer qu'elle existe ne suffit pas, mais enfin, il la faut, et cela vous l'avez parfaitement démontré. Mais encore comment doit-elle s'incarner dans des institutions efficaces ? Quelle réforme conviendrait-il de promouvoir à cet égard ? Rétablir le vote à la majorité au Conseil, élargir les pouvoirs du Parlement européen ?

Nécessité d'un gouvernement efficace de la Communauté

Maurice Faure : Sur ce point si vous voulez bien je serai plus bref parce que nous entrons dans la technique. Ce que je veux dire, c'est qu'actuellement la plus grande faiblesse de la Communauté, c'est qu'elle n'est pas gouvernée. Un colosse économique de 260 millions d'habitants avec des institutions d'une lourdeur et d'une débilite sans pareilles. Cet aspect catastrophique. Je n'entre pas du tout dans le raisonnement de ceux qui disent que soulever ce problème, c'est rouvrir la querelle des guerres de religion. Je dirai même que c'est exactement le contraire. Soulever le problème de l'efficacité des institutions, c'est vraiment soulever le problème essentiel aujourd'hui. Je suis d'ailleurs très étonné que ceux qui sont si attentifs au fonctionnement des institutions sur le plan interne, si attentifs à leur efficacité soient si indifférents à leur inefficacité sur le plan communautaire.

Je peux concevoir qu'on soit contre la Communauté, mais qu'on le dise et qu'on l'abroge. Mais si l'on est favorable à la Communauté, on doit souhaiter qu'elle fonctionne bien. Et si l'on veut souhaiter qu'elle fonctionne bien, il faut réformer ses institutions, et en particulier, il est évident qu'une Communauté à dix, demain à onze ou à douze ne peut pas fonctionner valablement avec la règle de l'unanimité. Le problème de la majorité n'est pas du tout un faux problème. C'est un vrai problème.

C'est une erreur de croire qu'un pays risquera de se trouver ainsi contraint dans un domaine vital à faire ce

qu'il ne veut pas. D'abord, pour une raison de bon sens. C'est qu'aucun pays au monde, quels que soient les traités, ne peut être contraint dans un domaine vital pour lui à faire ce qu'il ne veut pas faire. C'est contraire aux réalités élémentaires. Mais l'existence du vote à la majorité incontestablement est une très grande incitation au compromis ; un pays qui sent qu'il est très minoritaire, qui risque de voir tomber un vote contre lui, plutôt que d'aller jusque-là fera les quelques pas qui permettront d'aller à la rencontre des autres et de trouver un compromis qui ne lui sera peut-être pas fondamentalement favorable, mais on ne peut pas gagner sur tout : une fois on est dans la majorité, une fois on est dans la minorité.

Il faut bien voir par-dessus le marché qu'il ne s'agit pas purement et simplement des modalités du vote, c'est le consensus de deux institutions qu'il faut rassembler : la Commission et le Conseil statuant tous les deux à la majorité. Si les deux - dont les origines sont différentes, dont la composition est différente, dont les structures sont différentes - sont d'accord pour arrêter le même point de vue, il y a tout de même une grande chance pour que ce point de vue reflète l'intérêt général de la Communauté et qu'il ait pris en compte aussi l'intérêt de chacun de ses membres en particulier puisque la Communauté, c'est cela, c'est à la fois l'ensemble de la Communauté, mais aussi les membres qui la composent. Comme la France, c'est à la fois l'ensemble de notre pays, et puis chacune de nos provinces et chacun de nos concitoyens.

Raymond Morice : L'Europe n'est pas seulement ébranlée par la crise économique mondiale. La crise internationale dans ses multiples composantes (fin de la détente, isolationnisme croissant des Etats-Unis, déséquilibre des forces sur le théâtre européen...) met brutalement en lumière la vulnérabilité de notre continent. Une relance de l'Europe politique vous apparaît-elle opportune ? Cette relance doit-elle inclure les problèmes de la sécurité ? Les Communautés vous paraissent-elles être le cadre le plus approprié pour débattre de ces questions ?

Une part plus grande à la sécurité de l'Europe

Maurice Faure : Le problème de la sécurité européenne est un sujet tabou dont il est de bon ton de ne jamais parler. Je crois que la Communauté ne peut pas avancer à nouveau sans évoquer cette question. Ne pas oser parler de sa propre sécurité, c'est un aveu d'impuissance et de démission que je trouve véritablement dramatique. Il faut bien reconnaître que dans l'état actuel des choses, et quelque discours que l'on puisse tenir à ce sujet sur les thèmes bien connus d'indépendance nationale et de sécurité nationale, pour l'essentiel, la sécurité de l'Europe occidentale repose sur les Etats-Unis. Et c'est bien là que le bât nous blesse le plus parce que nous nous élevons très souvent contre la politique économique ou monétaire des Etats-Unis, et nos arguments sont en ce domaine tout à fait fondés, mais immédiatement nos chancelleries sont, dans une certaine mesure, paralysées en se rappelant qu'effectivement sur le plan de la sécurité, c'est aux Etats-Unis que nous avons essentiellement affaire.

Cette situation est évidemment en soi malsaine. Que

260 millions d'Européens soient redevables pour l'essentiel de leur sécurité à 220 millions d'Américains n'est pas en soi satisfaisant. Ceci dit, je reconnais qu'il est plus facile de poser le problème que de le résoudre.

La Communauté européenne de défense avait tenté d'apporter une réponse. Elle est morte ; elle est mort-née plus exactement. Ce serait un grand débat de l'évoquer. Dans l'état actuel des choses, il serait irréaliste d'y songer à nouveau. Par contre, il faut se poser le problème en termes plus concrets : est-ce que l'Europe peut prendre une plus grande part à sa propre sécurité dans le cadre de l'Alliance atlantique ? Nous aurons toujours besoin de l'Europe atlantique, c'est-à-dire de l'alliance avec les Etats-Unis. Mais peut-être les deux piliers de l'alliance pourraient-ils être moins inégaux, ce qui contribuerait à modifier non seulement les données militaires, mais les données politiques du problème et donnerait plus de certitude de l'engagement américain pour venir au secours d'une Europe éventuellement agressée, parce que dans l'état actuel des choses, vous ne pouvez pas empêcher l'opinion américaine de penser que les européens tendent vers le neutralisme, non seulement à travers les centaines de milliers de gens qui défilent dans ces grands mouvements pacifistes, en réalité dirigés davantage d'après les slogans qui y sont déployés contre les Etats-Unis que contre l'Union soviétique, alors que c'est pourtant l'Union soviétique qui a fait l'effort de surarmement le plus considérable depuis une dizaine d'années, en tout cas supérieur à celui des Etats-Unis. Mais vous ne pouvez pas empêcher cette même opinion aux Etats-Unis de considérer que les Européens ne font pas un effort qui serait digne d'eux pour préserver leur liberté et je crois que c'est à ce problème qu'il faut tenter de répondre et qu'il n'y a pas de réponse purement nationale à ce problème : il ne peut y avoir qu'une réponse communautaire, et c'est en ce sens que le développement de notre communauté n'échappera pas à une réflexion dans ce domaine.

Des initiatives pour mener une action coordonnée

Raymond Morice : Le faible développement de la Communauté dans le domaine de la coopération juridique n'est-il pas, parmi d'autres, un indice d'une absence de volonté créatrice, alors que pourtant se posent concrètement des problèmes nombreux, que ce soit pour l'état des personnes, pour le droit des contrats ou celui des sociétés... ?

Maurice Faure : J'y ai répondu en disant que cela faisait partie de ce qu'on peut faire dans le cadre du Traité de Rome, c'est-à-dire qu'il n'y a besoin d'aucun traité supplémentaire pour faire des choses comme celles-là ; il suffit que les Chefs de Gouvernements donnent instruction à leurs ministres responsables de très vite mettre sur pied une politique commune de l'énergie, par exemple. Dans les énergies de substitution, les énergies dites propres, la géothermie, le solaire, le vent, les marées, que sais-je encore, il est absurde qu'on poursuive des études en Italie, en Allemagne, en Angleterre, en France, et qu'elles s'ignorent, qu'on gaspille quatre fois de l'argent. Est-ce que ce n'est pas un domaine dans lequel il tombe

sous le sens qu'on devrait les faire en commun et cela résulte de quoi ? De la décision des dix ministres de la recherche. Mais, s'ils interrogent leurs experts ils auront toujours des objections, parce que les experts veulent entretenir des bureaux nationaux et il est bien évident que c'est le Commissariat à l'énergie atomique qui a torpillé l'Euratom. Alors, si le ministre ne domine pas son administration, jamais on n'aboutira à un résultat : c'est le primat de la politique. C'est au politique à prendre les décisions. Voilà des décisions que pourraient prendre les sommets au lieu de s'engluier dans les considérations de détail.

Une Europe à plusieurs vitesses est-elle concevable ?

Raymond Morice : Depuis 25 ans, les Etats membres de la Communauté s'efforcent de cheminer du même pas. Avec l'accroissement du nombre des partenaires et de diversification du champ de la coopération, ne faudrait-il pas en venir à une "Europe à plusieurs vitesses" afin de permettre aux gouvernements qui le veulent d'aller "plus vite et plus loin" ?

Maurice Faure : Vous me posez une question sur laquelle je n'ai pas à vrai dire de religion bien arrêtée. J'en vois les avantages. Cela permettrait à un certain nombre de pays, ceux qui veulent aller plus loin et plus vite de tirer les autres, de jeter les bases d'une communauté plus élaborée, plus avancée en faisant le pari que les autres suivraient, même avec retard ; que, par conséquent, on aurait là un moteur de la communauté ; que le train ne circulerait plus au rythme du wagon le plus lent. J'en comprends l'idée ; j'en vois mal l'application pratique en ce sens qu'une communauté cesserait d'être une communauté à partir du moment où tous ses membres n'auraient plus le même statut.

On peut envisager, à la rigueur, une clause de sauvegarde pour un pays déterminé, dans un secteur déterminé, pour un temps déterminé. On peut envisager pour un nouvel adhérent une période de transition, mais il est évident qu'on ne peut pas envisager une communauté dans laquelle chacun a un statut particulier, et il me semble très difficile d'en concevoir autrement que de façon expérimentale, dans un domaine encore une fois qui serait bien choisi pour essayer de faire avancer les choses.

Ceci dit, je reconnais que pour le Système monétaire européen, l'absence de l'Angleterre ne l'a pas empêché de fonctionner. Au fond, il vaut mieux qu'il fonctionne dans ces conditions plutôt que de ne pas fonctionner du tout. C'est pourquoi je vous dis que, a priori, je vois la chose difficile si cela s'étendait à tous les domaines. Il peut y avoir une exception, j'envisage difficilement qu'il puisse n'y avoir que des exceptions.

Maurice Faure, ancien ministre, président de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale était interviewé par Raymond Morice. Cette interview est publiée avec l'aimable autorisation de la revue "Administration".

L'ASPECT SOCIAL ET SOCIALISTE DE LA PENSÉE DE LAMENNAIS

par Jean-Yves CHEVALLIER

"Ce sont les peuples qui font les rois et les rois sont faits pour les peuples et les peuples ne sont pas faits pour les rois."

La pensée politique et sociale de Lamennais est tout entière comprise dans cette sentence et celle-ci ne peut être prononcée qu'au nom de Dieu "en nom Dieu" comme on disait aux siècles de chrétienté.

Si les rois, autrement dit les souverains dont le pouvoir à l'origine est sacré, sont devenus sourds à cette maxime qui prescrit d'elle-même un ordre *de* et *pour* l'accomplissement de l'Histoire, il y aura des juges pour la leur rappeler comme autrefois en Israël. Lamennais est un de ces juges et le genre humain marche vers le jugement dernier.

Ce qui fait l'unité de la pensée mennaisienne, c'est Dieu ou la religion - rapport de l'homme à Dieu. Mais le Dieu auquel Lamennais s'est toujours rapporté dans sa vie de "croyant", c'est sans doute le Dieu vivant dont il a été le prêtre, l'oint, mais c'est aussi le Dieu des philosophes dont il sera dans sa période profane une sorte de prophète et, à sa manière, un témoin. Dieu est l'Un. L'Un est Dieu. Le mystère de Lamennais, c'est ce qui mesure dans le changement, les variations, les contradictions. Si l'on s'efforce inlassablement de l'expliquer par l'œuvre et la vie et ce qu'il y a de constant dans l'une et l'autre, c'est parce qu'on ne peut plus interroger le cœur et c'est

pourtant là qu'est le secret. Mais Dieu seul le connaît à présent (1).

Certes, quand il s'agit d'étudier l'aspect social et socialiste de la pensée de Lamennais, on ne se trouve pas devant la tragique énigme de la pensée religieuse - encore que la religion y soit constamment présente. Mais la question-clé peut toujours être posée, ici comme là : Qu'est-ce qui est demeuré un et qu'est-ce qui a été multiple et changeant ?

LE PEUPLE EST DEvenu SON EGLISE

Après avoir été dans le camp de la tradition et même de la Contre-Révolution de 1817, année de la publication du premier livre de *l'Essai sur l'Indifférence en Matière de Religion* à environ 1828 (*Des progrès de la Révolution et de la Guerre contre l'Eglise*) puis à la tête des catholiques libéraux, avec *l'Avenir* en 1830 et 1831 jusqu'à 1834, où il fait paraître *Les Paroles d'un Croyant*, Lamennais va avec cet ouvrage, et jusqu'à la fin de sa vie (1854) rejoindre le camp des Peuples contre les Rois, pour user d'une image un peu simple dont on lui laissera la paternité (2). Mais s'agit-il bien du camp de la Révolution ? Cela nous ferait dire que la boucle a été bouclée de l'évolution politique de Lamennais en quelques dix-sept ans.

En vérité, la question n'est pas là, car si Lamennais se range du côté du peuple souffrant et des peuples opprimés (en 1848 il y aura encore la Pologne comme en 1830 et 1831) il saura bien le mettre en garde contre les dangers de la révolution et des révolutionnaires. Il sera d'ailleurs plus attentif au danger de guerre civile en France, notamment en 1848, qu'à celui de guerre étrangère. Toujours la cause des peuples contre les rois et aussi un sentiment national incontestable.

Il n'empêche ! Après *les Paroles d'un croyant* et leur extraordinaire violence, "Evangile de l'insurrection" disait Lamartine, Lamennais s'est trouvé dans le camp des républicains, eux pour qui, sous la Monarchie de Juillet le combat est *politique* d'abord. Mais il est aussi en compagnie des "socialistes" qui dans l'ensemble malgré leur diversité de doctrines et d'école donnent la priorité dans l'action à la transformation économique de la société.

Pourtant Lamennais n'appartient à personne. En cessant d'appartenir à l'Eglise catholique où il avait d'ailleurs occupé une position singulière il n'appartient plus qu'à lui-même, et c'est comme individu qu'il se vouera au Peuple *perinde ac cadaver*. Quand il se trouve dans l'opposition - et violente chez lui au moins par le verbe - à la monarchie de Louis-Philippe, il n'est pas révolutionnaire au sens de l'homme et du militant qui prépare la révolution. Il n'est pas républicain comme le sont les vieux Jacobins, carbonari et anti-cléricaux. Il n'est pas non plus socialiste en ce sens qu'il ne fait pas du nouvel ordre économique la condition de salut du genre humain.

Engagé, cependant, il l'est complètement et sans retour, sans un regard en arrière. Il est avec le Peuple, comme il a été dans l'Eglise. D'ailleurs le peuple est devenu son église. C'est le bien du peuple qu'il recherche désormais et qu'il va chercher à servir comme naguère il avait cherché le bien de l'Eglise comme un fondateur d'ordre et le réformateur qu'il aurait voulu être.

C'est encore en réformateur qu'il comprendra le service du peuple pendant les vingt dernières années de sa vie, mais surtout pendant la seconde République. Tout de même, nous devons nous expliquer à propos de ce mot Réformateur, ne serait-ce que pour éviter d'être en désaccord avec Louis Le Guillou (il faut toujours se méfier de vouloir apprendre le Pater à l'évêque et Lamennais aurait dû se rappeler quelquefois ce vieux proverbe italien). Donc, c'est entendu, Lamennais n'est pas, comme le dit L. Le Guillou un réformateur politique au sens de l'application d'un programme politique (Cf. *L'Evolution de la pensée religieuse de Lamennais. Religion de Lamennais V Le socialisme de Lamennais*, p. 393 A-Colin). Mais ce que nous disons, c'est que Lamennais est resté en politique le réformateur qu'il aurait pu être en religion car la réforme en politique telle qu'il la conçoit implique en tout état de cause un préjugé *moral*. Et par préjugé moral nous n'entendons pas évidemment une idée reçue. Non ce préjugé a tout le mérite de la conscience et il est en quelque sorte délibéré. C'est délibé-

Félicité de Lamennais 1782 - 1854

rément qu'un réformateur ne croit pas à la révolution ou n'en veut pas car il sait *ce qu'il y a dans l'homme*. Que ce soit par esprit religieux ou par prudence humaine, c'est toujours du point de vue des mœurs et de la "dureté du cœur" humain qu'il faut entendre ce terme de morale. Et c'est l'homme qui est la cause de ce préjugé moral. Malgré cela il y a chez le dernier Lamennais un optimisme social dont on pourrait trouver l'explication dans une sorte de transfert des vertus de l'Eglise à celles du Peuple, celui-ci devenant l'héritier de la grâce que ne peut plus recevoir le Sanhédrin qui s'est rangé du côté du Tsar pour condamner l'insurrection polonaise de 1830 à 1831.

Ainsi la cause du peuple, en cette période historique où la bourgeoisie accomplit les prodiges que Marx a décrits en les magnifiant dans *le Manifeste communiste*, tandis qu'augmente le nombre des prolétaires et que se découvre, immense, la misère ouvrière, constitue-t-elle pour Lamennais un terrain de rencontre avec les socialistes de l'époque. L'auteur du *Livre du Peuple* (1837) que Boutard nomme un "catéchisme socialiste" va se trouver rejoindre le cortège des écrivains et penseurs socialistes français. Au lendemain de la Révolution de 1848, ils seront ensemble confrontés aux responsabilités de l'action politique pour soutenir la République qui devait être celle du Peuple et par conséquent la leur. L'activité journalistique de Lamennais d'abord au *Peuple Constituant* du 17 février

au 11 juillet 1848, puis à la *Réforme*, du 1^{er} Octobre au 31 décembre 1848, va lui permettre de définir dans ses nombreux articles ses positions sur les grandes affaires sociales de l'heure - sans parler de la politique intérieure et de la politique extérieure avec beaucoup plus de précision concrète et moins de "littérature" que dans ses ouvrages de doctrine.

Il y a donc bien une pensée sociale et même socialiste de Lamennais et il est possible d'en fixer les points principaux en se rapportant à ces écrits de l'année 1848 qui voit Lamennais directement engagé dans l'action politique. D'ailleurs, n'est-ce pas à compter de cette année charnière qui, en dehors de la troisième révolution française et de sa propagation en Europe vit la publication d'abord inaperçue du *Manifeste communiste*, que le socialisme va passer lui aussi de la littérature doctrinale à la politique militante ?

Cette entrée dans la politique il la devra à la conquête du suffrage universel, conquête, à vrai dire, à l'origine plus libérale que socialiste.

PLEINEMENT REPUBLICAIN ET PARTIELLEMENT SOCIALISTE

Pour dégager l'aspect social et socialiste de la pensée de Lamennais sans avoir à reprendre ce qui a été dit par F. Duine dans son *Lamennais* (1922) aux chapitres XXIX et XXX (*Ses idées sociales à la veille de 1848. Est-il socialiste, Est-il révolutionnaire ? - La seconde République*) et par L. le Guillou (3), il nous paraît que l'on peut valablement confronter sa pensée sociale et socialiste avec les idées socialistes telles qu'elles étaient à l'époque et non telles qu'elles ont évolué depuis ou telles qu'elles sont aujourd'hui. Nous verrons alors en quoi Lamennais toujours social par engagement "populaire" et par une sorte d'ascétisme personnel, a et n'a pas été, de son temps socialiste.

"Il est des mots qui naissent d'eux-mêmes, qui se trouvent tout d'un coup adoptés, répandus sans qu'on sache comment. Produit spontané de la pensée universelle, ils en ont le caractère, quelque chose de vague par sa généralité : symboles plutôt que définitions. Le socialisme est un de ces mots là".

En 1848, quand Lamennais écrit ces lignes dans un article publié sous le titre *Du Socialisme* (7 octobre), le socialisme en tant que mot précisément est loin d'être majeur. Le socialisme a été pendant une génération au moins de 1815 à 1830 et au-delà une idée sans nom, une sorte de vagabond sans identité. L'idée c'était celle de la société qui tendait de plus en plus à s'opposer à l'individu. Elie Halévy dans son *Histoire du Socialisme européen* a relevé que le terme socialisme apparaît pour la première fois en France en 1834 dans un article de Pierre Leroux publié dans *La Revue des Deux Mondes*, et intitulé *Individualisme et Socialisme*. Sévère à l'égard de l'individualisme dont il dénonce l'égoïsme, Pierre Leroux n'est pas pour autant favorable au socialisme dont il annonce la tendance tyrannique. Mais qui était socialiste en France, en 1834, si ce n'est surtout les Saint-

Simoniens, déjà compromis dans l'opinion par les extravagances de leur *Nouveau Christianisme* et Pierre Leroux était justement un saint simonien dissident. Définir le "socialisme de Lamennais par rapport au socialisme Saint-simonien" serait insuffisant. Il y aurait certes, des points communs en ce qui concerne la valeur et l'estime du travail producteur et la finalité de ce travail dont le produit doit aller d'abord aux plus défavorisés. Mais le travail chez Lamennais de conception chrétienne n'est pas le travail que le progrès industriel rendra capable de transformer la société chez Saint Simon. Il y a bien aussi la finalité morale qui hante le *Nouveau Christianisme* de Saint Simon et qui reste pour Lamennais l'objectif social essentiel. Mais les conceptions sont fondamentalement différentes. Lamennais, même éloigné de l'Eglise, n'a pas bronché sur la Morale. Il n'a pas plus approuvé le féminisme saint simonien que les conceptions émancipatrices de George Sand malgré leur bonne amitié.

Le socialisme de Lamennais procède directement de son opposition politique. Lamennais est un opposant-né et il y a une logique dans son opposition politique - opposition grandissante dont le progrès a été suivi avec perspicacité par Paul Benichou dans *Le Temps des Prophètes* (4). Elle a d'abord été, dès la Restauration l'opposition à un Ministère celui des Cultes (Mgr de Frayssinous) ; puis elle a été opposition à un gouvernement (celui de Villèle), à un régime (La Monarchie de Charles X) à celui qui lui succède (La Monarchie de Louis-Philippe) jusqu'à ce qu'il en arrive à l'opposition des Peuples et des Rois qui en marque le terme.

Aussi est-ce au terme d'une opposition grandissante politiquement que Lamennais est devenu républicain et il est devenu partiellement socialiste en devenant républicain. La République n'est-elle pas le régime du peuple, par le Peuple et pour le peuple ?

"La République française a été proclamée par le peuple vainqueur : tous maintenant doivent adhérer à cette forme de gouvernement qui est la sauvegarde de tous". Tels sont les premiers mots du premier article de Lamennais dans le premier numéro du *Peuple Constituant* le 27 février 1848. La République de Lamennais c'est celle qu'il soutiendra comme journaliste mais dont il sera député à l'Assemblée Constituante, puis à l'Assemblée Législative. C'est encore celle pour laquelle il élaborera le projet d'une Constitution en 188 articles proclamée "au nom de Dieu".

Certes quand Lamennais meurt en 1854 la II^{ème} République n'existe plus depuis le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Mais c'est sous l'Empire, on le sait, qu'elle commence à devenir belle.

Qu'elle eût comblé ses espérances c'est une autre question à laquelle nous ne pourrions répondre qu'en faisant parler un mort. La seule hypothèse qu'il soit légitime de faire c'est celle de savoir quel parti aurait pris dans cette République, la Troisième, l'auteur du Livre du Peuple. S'il est certain que ses convictions et ses conclusions républicaines étaient définitives aurait-il été pour autant

républicain socialiste ? Ce qui revient à se demander comment il aurait été socialiste. Ou plutôt de quelle façon il l'était lorsqu'en 1848 il s'agissait pour lui de prendre position sur le socialisme. Laissons le donc répondre lui-même à la question. "On nous a demandé, écrit-il dans un article sur le *Travail* : Etes-vous ou n'êtes-vous pas socialiste ? Si l'on entend par socialisme quelqu'un des systèmes qui depuis Saint Simon et Fourier ont pullulé de toutes parts et dont le caractère général est la négation explicite ou implicite de la propriété et de la famille, non, nous ne sommes pas socialistes, on le sait assez. Si l'on entend par socialisme d'un côté le principe d'association admis comme un des fondements principaux de l'ordre qui doit s'établir ; et d'un autre côté la ferme croyance que sous les conditions immuables de la vie elle-même, de la vie physique et morale, cet ordre constituera une société nouvelle à laquelle rien ne sera comparable dans le passé, oui, nous sommes socialistes et plus que qui que ce soit on le verra bien." (*Le Peuple Constituant*, 26 avril 1848).

Dans ce texte, Lamennais se démarque nettement du socialisme dit "utopique" parce qu'il ne croit pas... et parce qu'il ne veut pas d'une société qui ne serait pas fondée sur la famille et la propriété. Une telle société d'ailleurs n'est pas une *société*, mais plutôt un "système" et cela est fort bien vu. Avec l'affirmation de la famille et de la propriété nous avons déjà un des fondements de la doctrine sociale catholique (5). D'autre part, la société nouvelle sera vraiment socialiste parce qu'elle sera fondée sur le principe d'association qui est un principe de liberté. En même temps, elle sera conforme aux "conditions immuables" d'un ordre physique et moral qui est celui de la vie même. Ce respect de l'ordre - sous entendu voulu par Dieu - sera tellement nouveau dans l'histoire de l'humanité - et non pas seulement dans l'histoire moderne caractérisée par l'essor brutal du machinisme industriel que l'on pourra parler d'une société nouvelle à laquelle on donnera un nom nouveau : le socialisme. Ordre et progrès, chez Lamennais comme chez Auguste Comte. Pourquoi a-t-il fallu que ces deux concepts majeurs devinssent les étendards de conceptions sociales strictement opposées ?

LE JUSTE ET LE POSSIBLE

Si nous replaçons maintenant ce texte fort connu, dans son contexte qui l'est moins, nous allons nous trouver en plein dans la doctrine sociale mennaisienne. Il s'agit d'une série de cinq articles intitulée *Du Travail* dans lesquels Lamennais, à propos de cette "immense question" qui sera l'écueil en nouveau régime, détermine avec une très grande maîtrise d'analyse les fondements d'une organisation du travail qui repose sur l'ordre même de la société. Il y a dans cette série d'articles suffisamment développés, une intention répétons le mot, doctrinale.

L'heure est venue, pense Lamennais, en ces premiers mois - à peine deux... d'une révolution dont tout peut sortir, le meilleur comme le pire, inextricablement, on l'avait vu un demi-siècle auparavant, d'opposer une doc-

trine sociale à une autre qui commence à se manifester passant de l'Etat "spectral" à l'état verbal : "un spectre hante l'Europe - le spectre du communisme". Ainsi commence le *Manifeste communiste* de Marx-Engels qui vient d'être imprimé à Londres et commence à être diffusé en Europe. Lamennais alors même qu'il écrit ses articles connaît-il l'existence de cet ouvrage révolutionnaire ? Sait-il qu'il commence à être colporté en Allemagne dans sa rédaction originale par les émigrants allemands de la Ligue des Communistes ? Quelle que soit son information sur ce point précis, Lamennais avec les responsabilités qui sont les siennes, juge qu'il est temps d'amener le peuple souverain - Le Peuple Constituant - à se prononcer en faveur d'une authentique société de droit et de devoir, plutôt qu'en faveur d'un de ces nombreux systèmes que la littérature classe sous le nom de socialismes mais qui "éloignent dangereusement" la solution du problème à résoudre : "la question générale du travail dans ses rapports avec les intérêts de ceux qui tirent du travail même, du travail manuel, leur subsistance, trop souvent incertaine, de ceux par qui la société vit et qui ne connaissent guère de la société que ses charges". Ne craignant pas la discussion, Lamennais respectueux de la liberté d'opinion invite ses adversaires de gauche, si l'on me permet cette extrapolation, à faire connaître leurs théories à ses yeux "aussi fausses que funestes" "qu'il a déjà combattues et dont il est loin d'avoir épuisé la critique". A présent que l'heure de l'application des théories est venue déclare-t-il, "que de l'ordre des idées on s'apprête à descendre dans l'ordre des faits, nous voulons exposer notre manière de comprendre le grand problème économique et sa solution" (7). D'où sa mise au point sur le socialisme.

Quel est donc le socialisme bien compris que Lamennais accepte de prendre en compte ? C'est celui du "juste et du possible" hors duquel dit-il en s'adressant directement au peuple : "vous deviendrez le plus fatal ennemi de vous-même, vous porteriez secours à tout ce qui vous opprime, vous prolongeriez indéfiniment le mal dont vous souffrez" (8).

Pour Lamennais, il ne faut point séparer, à l'origine du droit, le travail de la liberté, car telle est la condition de l'homme. Au printemps 1848, c'est le droit au travail qui est le problème actuel et c'est Louis Blanc qui est politiquement responsable de sa solution. Or dit Lamennais, le problème du travail n'est pas seulement une question d'organisation. En effet, l'esclavage est une organisation du travail et "la réalisation du système communiste le ramènerait sous de pires conditions" puisque le communisme impose le travail forcé rétribué au gré de l'Etat. Au reste point d'affranchissement possible dans un tel système. "La maîtrise de l'Etat explique profondément Lamennais, est la somme de toutes les maîtrises, quelque chose de semblable à ce que serait dans notre société présente la coalition universelle et absolue des maîtres". (9)

Cependant, la liberté, sous peine de n'être qu'un mot, ou même un droit reconnu (comme c'est le cas en France)

mais qui n'affranchit pas de lui-même, a besoin d'une condition matérielle pour exister. Cette condition n'est autre que la propriété. C'est la propriété qui garantit à la fois la vie et la liberté. Il ne s'agit donc point de l'abolir mais de la multiplier, de la rendre accessible à tous. Le transfert de la propriété de l'individu à l'Etat signifierait misère et aliénations. Ce dernier mot n'est point chez Lamennais, mais il voltige à l'époque sur beaucoup de lèvres savantes.

"L'extension de la propriété personnelle déclare Lamennais, assure la vie de chacun dans l'universelle liberté". Par extension de la propriété Lamennais n'entend pas l'appropriation du bien d'autrui mais bien une création de richesse. Ainsi, le problème du travail dans son expression la plus générale consiste à fournir aux travailleurs les moyens d'accumuler à leur profit une portion du produit de leur travail." (10)

La propriété dont Lamennais souhaite le développement, ce n'est donc point la propriété existante, le bien d'autrui, qu'il suffirait de se partager même équitablement, à supposer que cela fut possible. Le travail étant lui-même producteur de richesse, c'est le produit même du travail qu'il faut constituer sous forme de propriété personnelle. La propriété en tant que droit social nouveau ne met pas en cause la propriété en tant que droit civil. La question sociale est une question de droit, et de devoir. Lamennais ne sépare jamais l'un de l'autre, pas plus qu'il ne sépare dans le droit la liberté de la justice. Le droit *au* travail qui est le droit *du* travail a pour fondement la liberté d'association, une des libertés fondamentales que Lamennais réclamait déjà dans ses campagnes de l'*Avenir*. (1830-1831)

LE SOCIAL ET L'ÉCONOMIQUE

Ceci dit, la question sociale est aussi une question économique. Pour le socialisme qui était jeune en ce temps-là, elle avait même été presque exclusivement d'abord une question économique, impliquant une très grande méfiance vis-à-vis de la politique. Mais en 1848, la situation a évolué et le socialisme entrevoit la liaison entre pouvoir économique et pouvoir politique. Association ou législation, telle est la question. Pour ceux qui tels Lamennais se méfient du pouvoir de l'Etat, le droit d'association est préférable. Mais on vient de l'entendre dire : proclamer un droit ne suffit pas. Il y faut des garanties matérielles. Le droit de propriété étendu au droit du travail ne peut être réalisé avec des mots seulement. Il faut pouvoir disposer du capital en faveur du travail. Cela ne pourra se faire que par une organisation du crédit à laquelle Lamennais accorde en de nombreux et très solides articles du *Peuple Constituant* et de la *Réforme* l'attention la plus minutieuse. Telles sont ses propositions pour une solution de la question sociale dont nous venons de voir rapidement comment il la construisait sur le triple fondement du droit au travail et de la liberté ainsi que du droit de propriété. De celui-ci au reste il n'exclut pas le profit puisqu'il s'agit de constituer de la richesse. Mais il en exclut le monopole et l'usure.

Le crédit accessible à tous, c'était déjà, avec des diffé-

rences, la conception des Saint Simoniens et de Proudhon. Cependant Lamennais ne s'engage pas dans une entreprise dont il n'aurait pas étudié avec le soin d'un économiste les chances sérieuses d'avenir. C'est ainsi qu'il refusera poliment mais sans un mot de trop de faire partie du Comité de la Banque d'Echange constituée par Proudhon et qui, on le sait, sera dissoute dès le lendemain de sa fondation. (11)

Faut-il conclure ces quelques réflexions par une formule dont il n'est pas sûr que Lamennais l'ait acceptée ? *Lamennais ou le socialisme chrétien ? Mais il est et il n'est pas socialiste. Lamennais ou le christianisme social ?* Cela paraît plus adapté à l'auteur du *Livre du Peuple*. Mais qu'est-ce que le "christianisme social" ? Il y a des définitions séduisantes mais encombrantes, l'un et l'autre n'allant pas mal ensemble. Il reste la *démocratie d'inspiration chrétienne* qui ferait la part qui revient à la *politique* dans le socialisme de Lamennais. Lamennais annonce le Ralliement avec cinquante ans d'avance comme il a annoncé l'infailibilité pontificale avec une pareille avance. Objection cependant : la politique étrangère trop souvent pensée chez Lamennais en esprit de révolte opposant les Peuples aux Rois. Encore un peu de temps et les Rois de l'Europe vont laisser la place aux dictateurs. En 1848 Lamartine corrigeait un peu Lamennais. Il faudra ensuite attendre le Proudhon du *Principe fédératif* pour qu'une politique européenne soit pensée sans passions inutiles, par un vrai socialiste, mais lui aussi, assez seul de son espèce...

Jean-Yves CHEVALLIER

Bi-centenaire de la naissance de Lamennais le 19 juin 1782 à Saint-Malo (Colloque Lamennais, Collège de France, 18 et 19 juin 1982).

(1) La publication désormais complète des neuf tomes de la *Correspondance* par les soins de Louis Le Guillou permet évidemment de mieux saisir la personnalité intime de l'homme de la Chênaie.

(2) Nous reprenons ici la division en trois parties et trois tomes du *Lamennais, sa vie et ses doctrines* de l'abbé Ch. Boutard : I *La Renaissance de l'Ultramontanisme, 1782-1828*, II *Le Catholicisme libéral 1828-1834*, III *L'Education de la démocratie 1834-1854*.

(3) Cf Chap Le "Socialisme" de Lamennais in *L'évolution de la pensée religieuse de F. de Lamennais*. op-cit.

(4) *Le temps des Prophètes Doctrines de l'âge romantique* Chap IV *Lamennais* (Gallimard)

(5) Voir entre autres dans *Le Peuple constituant* les deux longs articles du 29 mai 1848 *De La Famille* et du 30 mai *De La Propriété*. p 117 à 125.

(6) (7) (8) *Le Peuple Constituant*, *ibid*

(9) *Le Peuple Constituant Du Travail* (2^{ème} article) n° 61, 27 avril p. 77 *Cahiers mennaisiens* op. cit

(10) *Le Peuple Constituant*, *ib*

(11) *Le Peuple Constituant* p 109 "J'ai lu et étudié avec soin votre système, il annonce d'honorables intentions mais aussi à mon avis l'absence de toute habitude pratique dans le mécanisme de l'échange et du crédit de banque".

Voir aussi "Projet de constitution du crédit social". *Le Peuple Constituant* n° 118 jeudi 22 juin 1848 signé Lamennais et Auguste Barbet p. 151 à 156.

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

LA LECON DES CHIFFRES

Après les interventions de Raymond Barre et de Valéry Giscard d'Estaing, la campagne électorale des municipales est bien lancée. On a seulement du mal à croire qu'il s'agit de mairies et d'adduction d'eau... On se croirait à la veille de législatives ou d'une élection présidentielle.

Car le niveau du débat est élevé. C'est de la grande politique. L'économie occupe le devant de la scène. Ce qui est bien naturel puisque nous sommes toujours en crise et qu'il y a, en France, plus de deux millions de chômeurs.

Devant le Club de la Presse d'Europe 1, un Valéry Giscard d'Estaing en bonne forme, sobre et précis, a évoqué quatre dossiers économiques: les prix, le chômage, les investissements et l'endettement.

On n'empêchera pas, toutefois, l'opinion de se demander si l'ancien Président de la République est bien placé pour faire la leçon à son successeur sur ces quatre chapitres. Voyons les chiffres :

En matière de prix, l'actuel gouvernement se vante d'avoir ramené la hausse au-dessous de 10 % l'année dernière. C'est exact. Mais ce n'est pas une aussi grande nouveauté qu'on voudrait bien nous le faire croire. Pendant trois années consécutives, sous Raymond Barre, la France avait déjà connu une inflation inférieure à 10 %. Et l'opposition de l'époque n'avait pas considéré cela comme un grand exploit. A juste titre d'ailleurs. Ce qui n'était pas un exploit, hier, ne peut donc pas en être un aujourd'hui. Bien que Raymond Barre ait fait moins de 10 % en libérant les prix, alors que Pierre Mauroy l'a fait

en les bloquant.

Deuxième dossier, l'emploi. Le chômage a continué de croître depuis que la Gauche est au pouvoir, avec toutefois, une stabilisation un peu au-dessus de deux millions de chômeurs, au cours des derniers mois. Mais Valéry Giscard d'Estaing a fait, à ce sujet, une remarque pertinente : Vous avez stabilisé le chômage, a-t-il dit, en substance, mais vous n'avez pas créé d'emplois : vous avez simplement mis les jeunes à l'école, et les vieux à la retraite. La vérité oblige à dire, cependant, que sous le précédent Septennat non plus, on n'avait pas beaucoup créé d'emplois : 100.000 en sept ans.

Troisième dossier : l'investissement. Jamais celui-ci n'a autant diminué qu'au cours des deux dernières années, a dit l'ancien Président de la République. Ce n'est pas tout à fait vrai. Il avait déjà beaucoup baissé, entre 1973 et 1975, c'est-à-dire au début du Septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing. Ce n'était, d'ailleurs, pas une surprise puisque le Gouvernement de l'époque avait, lui-même, freiné l'investissement. Ce qui est exact, en revanche, et ce qui peut paraître paradoxal s'agissant d'un gouvernement de la Gauche, c'est que les investissements dans les grandes entreprises d'état comme Electricité de France et les P.T.T., ne progressent plus alors qu'ils avaient fait un véritable bond en avant sous le précédent Septennat. De même, le bâtiment est en chute libre. Il avait diminué beaucoup moins vite lorsque Valéry Giscard d'Estaing était au pouvoir.

Sur l'endettement extérieur de la France, il n'y a pas de débat, car il est clair pour tout le monde que nous sommes beaucoup plus endettés, au cours des deux dernières années, que durant la période précédente. Et ces

dettes, il faudra les rembourser par des prélèvements sur notre niveau de vie.

Telle est la leçon des chiffres. Dans une situation de crise en sept ans, Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas fait de miracle. En deux ans, François Mitterrand, c'est-à-dire la France, s'est fait une bosse sur le mur des réalités.

17/01/1983

CHIFFRES VRAIS OU FAUX ?

Une bataille électorale est toujours une bataille de chiffres. Nous y sommes. A quelques semaines d'élections municipales qui s'annoncent périlleuses pour lui, le gouvernement se félicite des résultats obtenus dans trois domaines essentiels : l'emploi, les prix et le commerce extérieur. A l'appui de ses affirmations il publie des chiffres. Sont-ils bons ou sont-ils simplement faux ? Nous allons voir qu'ils ne sont, ni bons, ni faux.

D'abord le chômage, puisque c'est à son propos que la polémique est la plus vive, suite à l'affirmation par notre confrère "Le Canard Enchaîné" (peu suspect de sympathie pour la droite, pourtant), selon lequel le gouvernement aurait "oublié" 284000 chômeurs dans ses statistiques. Réponse du gouvernement : nous comptabilisons le nombre des demandeurs d'emplois exactement comme nos prédécesseurs ; on peut discuter la fidélité du thermomètre, mais c'est le même thermomètre. En gros, c'est vrai.

Mais, alors, comment expliquer qu'avec une croissance de la production presque nulle, le chômage n'augmente plus depuis trois mois, alors que sous Giscard, avec une croissance de 3 % l'an, il augmentait très fort ? Miracle socialiste ? Non. Il y a des explications : création d'emplois publics (utiles ou non, c'est une autre question) ; nettoyage plus sérieux des statistiques ; jeunes plus nombreux mis en stage (un stage n'est malheureusement pas un emploi) ; accroissement du nombre des préretraités (là encore, on ne crée pas un emploi, on le dégage) ; et puis, un effort réel pour se rapprocher des besoins d'emplois au niveau local ; comme dirait Alfred Sauvy, "la main rentre mieux dans le gant". Tout cela n'est pas répétitif. Le problème du chômage en France n'est donc pas réglé.

Deuxième sujet : les prix. Le gouvernement se vante d'avoir ramené la hausse au-dessous de 10 % l'an dernier. Mais il ne peut pas être dupe. Jacques Delors l'a d'ailleurs rappelé au Conseil des Ministres. L'inflation est loin d'être vaincue. Les autres font mieux que nous. Mauroy ne fait pas mieux que Barre entre les deux chocs pétroliers. Et pour parvenir à ce résultat, il a fallu bloquer les prix, c'est-à-dire peser artificiellement sur eux. Là encore, on ne peut pas répéter l'opération sans étrangler les entreprises. Donc, prudence.

Enfin, troisième chiffre, celui du commerce extérieur qui vient d'être publié : 6 milliards de F. de déficit en décembre. C'est mieux qu'en novembre (7 milliards).

Mais cela reste trop élevé. Notre déficit extérieur en 1982 a battu tous les records avec près de 93 milliards de francs. Il faudrait le ramener à une vingtaine de milliards en deux ans. Faute de quoi, le franc resterait en péril et notre indépendance avec lui. Tâche très difficile qui exigera des sacrifices dont on nous reparlera certainement après les élections municipales.

Donc, restons lucides. Rien n'est réglé. Ni le chômage, ni la vie chère, ni la tenue du franc. Simplement, pour l'instant, au lieu de se dégrader davantage, sur ces trois fronts, la situation s'améliore quelque peu. Tant mieux. Amélioration fragile qui ne justifie aucun triomphalisme. Simplement, les chiffres sont assez mauvais comme cela, pour que la polémique politique ne les rende pas encore plus noirs qu'ils ne sont...

20/01/1983

L'AXE PARIS - BONN

A force de célébrer un événement, on finit par l'étouffer sous les fleurs. Ainsi du 20^e anniversaire du traité de Gaulle-Adenauer. Rendons cette justice à l'actuel chef de l'Etat, il ne s'est pas contenté, au Bundestag, de fleurs de rhétorique. Il a pris des positions extrêmement fermes et courageuses sur la défense de l'Europe, ici et maintenant.

Economisons donc l'éloquence pour nous en tenir aux faits et aux chiffres.

D'abord les faits. La réconciliation entre la France et l'Allemagne en date pas du traité de 1963 mais, fondamentalement, de l'initiative française de mai 1950 quand Robert Schuman et Jean Monnet ont proposé le pool charbon-acier. La percée historique a été faite ce jour-là. Ces noms doivent donc être associés à toute célébration.

En outre, si la Communauté Européenne repose effectivement sur l'axe Paris-Bonn — inutile de se le cacher — cet axe lui-même n'a de sens qu'au sein d'une communauté plus vaste. La France a une âme. L'Allemagne a une âme. L'Europe a une âme. Le couple France-Allemagne n'a que des souvenirs et des intérêts. Ce serait donc une erreur d'ignorer les autres partenaires dans cette aventure. Ils sont parties intégrantes de cette réconciliation, son berceau et son but.

Voilà pour les faits. Voici maintenant les chiffres. Nous publions, dans "l'Expansion", un tableau particulièrement significatif. Nous avons photographié le couple France-Allemagne en 1963, puis en 1983. Qu'est-ce que cela montre ?

Eh bien, cela montre deux évolutions économiques remarquablement parallèles malgré les différences dont nous parlons tous les jours. Il est bien vrai que le mark valait 1 fr. 23, il y a 20 ans et qu'il vaut aujourd'hui 2 fr. 83, peut-être bientôt 3 francs. Mais on aurait tort d'en déduire que la France de 1983 est plus de deux fois plus faible vis à vis de l'Allemagne qu'elle ne l'était en 1963. Nos prix ont quadruplé quand ceux de nos voisins ne faisaient que doubler. Ce n'est certainement pas satis-

faisant mais cela n'a pas empêché la production française d'augmenter un peu plus, en 20 ans, que celle de l'Allemagne, même si elle lui reste un peu inférieure.

Il est vrai aussi que dans les années récentes, notre déficit commercial s'est dangereusement creusé avec l'Allemagne. 10 milliards de francs en 1979, 36 milliards de francs l'année dernière. Mais rien de tout cela n'est irréversible si nous en prenons les moyens.

A part cela, nos charges fiscales et sociales ont augmenté pendant ces 20 dernières années. Celles des Allemands aussi. Notre industrie a régressé. Celle des Allemands aussi. Notre niveau de vie a fait un bond en avant. Celui des Allemands aussi. Quant à l'avenir, on peut se demander s'il ne se présente pas mieux pour nous que pour eux. Car leur fécondité s'est effondrée beaucoup plus que la notre. L'Allemagne se dépeuple depuis 10 ans. Pas nous. Aussi n'avons-nous aucune raison de faire un complexe d'infériorité vis à vis de nos voisins. Il n'y a d'ailleurs qu'à cette condition que nous resterons amis.

21/01/1983

DEMAIN, LE PETROLE

Après le nouvel échec des pays de l'OPEP, réunis à Genève, où va le prix du pétrole? Les rumeurs les plus incontrôlables circulent à ce sujet. Certains vont jusqu'à prédire un effondrement des prix en raison du déséquilibre croissant entre la consommation (amputée par la crise économique mondiale) et la production (stimulée par les besoins financiers de quelques gros producteurs qui manquent d'argent, comme l'Iran et l'Irak, engagés dans une guerre ruineuse).

Revenons à l'essentiel. Premier point : pour avoir augmenté trop tard, le pétrole a augmenté trop vite, son prix ayant été multiplié par dix en dix ans. Un tel choc sur un produit aussi vital ne pouvait qu'engendrer des déséquilibres.

Tant que l'économie mondiale a continué de croître et donc de demander de plus en plus de pétrole, l'OPEP (qui regroupe non pas les plus gros producteurs, mais les plus gros exportateurs de pétrole), a tenu le coup et a tenu les prix. Mais voilà que la production n'augmente plus, que le commerce mondial recule et qu'il y a plus de 30 millions de chômeurs dans les pays industrialisés. Dans le même temps, la chasse au nouveau pétrole (en dehors du Golfe Persique) commence à porter ses fruits : en Mer du Nord, dans le grand Nord américain, au Mexique, au large de la Californie et de l'Afrique, etc.

La part du Golfe Persique dans l'approvisionnement mondial diminue. Chaque pays membre de l'OPEP commence à jouer pour lui seul : l'Arabie baisse sa production pour défendre son prix ; d'autres (comme l'Iran) poussent leur production en partant du principe qu'une production accrue, vendue à un prix moindre, leur procure plus de revenus qu'une production moindre à un prix plus élevé. Naturellement un tel calcul ne vaut que si

tout le monde ne fait pas la même chose.

D'où la rencontre qui vient d'avoir lieu à Genève. Il fallait, à la fois, limiter la production, la répartir entre les pays et fixer une hiérarchie des prix.

C'était trop d'un seul coup. Les pays de l'OPEP n'y sont pas parvenus.

Désormais tout est possible : l'anarchie, l'effondrement, ou le compromis cahin-caha. Bon ou mauvais ?

A brève échéance, l'Occident pourrait se réjouir d'une tendance à la baisse du pétrole qui avait manifestement augmenté trop vite. Mais si l'on regarde un peu plus loin que le bout de son nez on observe :

1) Que les recherches de nouveaux gisements (souvent en eaux profondes) supposent des prix élevés pour être rentables.

2) Que s'il faut maintenir 30 millions de chômeurs en Occident pour faire baisser le prix du pétrole, c'est cher payé.

3) Que le Golfe Persique continue d'être une source vitale d'or noir pour le reste du monde et qu'à tout moment, il peut exploser.

4) Qu'il est absurde d'utiliser une richesse comme le pétrole dont les quantités sont limitées, pour toutes sortes d'usages dont certains peuvent être couverts par d'autres sources d'énergie. Gardons le pétrole pour ce qui lui est spécifique : la voiture et la pétro-chimie.

N'est-ce pas le bon moment pour chercher un armistice entre producteurs et consommateurs? Depuis le temps qu'on nous parle du dialogue Nord-Sud, voilà une bonne occasion de négocier.

25/01/1983

UNE FOLIE ?

Tout le monde va être content. Les Français vont pouvoir, à partir du mois d'avril prochain, demander la retraite à taux plein à 60 ans (ce sera une possibilité, non pas une obligation). Syndicats et patronat, qui mettent la dernière main à cet accord, espèrent pouvoir proclamer que la politique contractuelle n'est pas morte en France, après avoir trébuché sur l'assurance-chômage. Quant au gouvernement - qui paiera son écot sur le dos des contribuables -, il félicitera le ministre des affaires sociales, Pierre Bérégovoy, d'avoir manœuvré avec habileté pour réaliser une des grandes promesses de la gauche, quelques semaines seulement avant les élections municipales.

Il faut être bien prétentieux pour ne pas mêler sa voix à cette liesse générale. La retraite à 60 ans? C'est le rêve de tous les Français si l'on en croit les sondages d'opinion. C'est aussi une façon de faire la place aux jeunes en cette période de chômage. Nationaliser Rhône-Poulenc, transformer les préfets en commissaires de la République, faire élire des maires dans tous les arrondissements de Paris ou créer un impôt sur le capital, toutes ces réformes réalisées par la gauche ne seront jamais aussi

populaires que la retraite à 60 ans.

Du Front Populaire de 1936, l'histoire n'a retenu que les congés payés. De l'union de la gauche des années 80, elle ne retiendra peut-être que la retraite à 60 ans. Nous sommes donc en présence de la réforme populaire et symbolique par excellence. Silence les grincheux! Silence les technocrates! Silence les professionnels de l'opposition systématique!

Aussi est-ce en tremblant et d'une voix faible que l'on se risque à sussurer : n'est-ce pas une sottise, voire une folie ?

Que l'on ouvre le droit à la retraite à 60 ans aux personnes qui ont accompli des travaux pénibles, des tâches répétitives, des activités néfastes pour la santé, très bien ! Mais qu'on généralise le système au moment précis où l'assurance-vieillesse est déjà déficitaire, où les charges sur les particuliers et les entreprises atteignent des niveaux record, où la fécondité faiblit tandis que s'allonge la durée de la vie (à 60 ans, on peut espérer vivre jusqu'à 80), n'est-ce pas coûteux et absurde ? Bien sûr, durant les premières années, cela ne doit pas être trop cher. Mais quand on aura accumulé classe d'âge sur classe d'âge, on se trouvera devant ce dilemme : réduire le montant des retraites, ou en retarder l'âge ou prélever de nouvelles cotisations. Dans tous les cas, on déclenchera de violentes protestations. Car nous sommes en présence d'une mesure quasiment irréversible (à la différence de la nationalisation de Rhône-Poulenc, de la dénomination des préfets, des maires d'arrondissement ou de l'impôt sur le capital).

On dira qu'il y a toujours de bonnes raisons de s'opposer à un progrès social. C'est vrai. Mais est-ce un véritable progrès social ? De toute façon, les arbres ne poussent jamais jusqu'au ciel, sinon pourquoi pas la retraite à 40 ans ? On admire qu'avec de telles "ardoises", il y ait encore des candidats à la succession. Car si cette réforme est payante, le moins qu'on puisse dire c'est, qu'à échéance de dix ans, elle n'est pas payée.

27/01/1983

PLAIE D'ARGENT

Il n'y a pas de miracle : quand on n'a pas de sous, on s'endette. C'est ce que fait l'Etat, qui lance ce mois-ci, son premier emprunt de l'année pour financer le déficit budgétaire. Emprunt classique de 10 milliards de francs à 14,60 % d'intérêt, remboursable dans 8 ans.

Ce n'est qu'un début. L'an passé, pour financer un déficit budgétaire de 100 milliards, l'Etat en avait emprunté 40. Ce qui veut dire qu'il avait dû créer de la monnaie, ce que l'on appelle "faire marcher la planche à billets", pour couvrir une partie de ses besoins d'argent.

Cette année, le déficit prévu, pour le seul budget de l'Etat est de 120 milliards. Il est possible, il est vrai, que 20 milliards de dépenses soient annulés en cours d'année. Mais il faut ajouter les déficits, malheureusement prévi-

sibles, malgré les efforts accomplis, de l'assurance chômage, de la Sécurité sociale, et des entreprises publiques. Si le blocage des prix a eu des effets apaisants sur l'indice, il a eu des effets stimulants sur les déficits des entreprises d'état, comme les chemins de fer, le Gaz et l'Electricité, qui n'ont pas pu relever leurs tarifs normalement.

Au total, c'est quelque deux cent milliards de francs que l'Etat doit trouver, cette année, pour boucher les trous dans ses différentes caisses. On estime, au Gouvernement, que c'est 50 milliards de trop, et qu'un effort de rigueur financière sera nécessaire en cours d'année, évidemment après les élections municipales.

Voilà pour l'endettement intérieur. Mais il y a aussi l'endettement extérieur. L'an passé, la France s'est procurée à l'étranger l'équivalent d'au moins 120 milliards de francs. Le Gouvernement souhaite ramener ses emprunts extérieurs, en 1983, autour de 80 milliards de Francs. Car il faut les rembourser avec des dollars, des marks ou des yens, que nous ne pouvons pas, évidemment, fabriquer nous-mêmes.

Les entreprises publiques que l'on avait incitées l'an passé, à se financer à l'étranger, comme EDF par exemple, le feront donc moins cette année, ce qui veut dire qu'elles prélèveront davantage d'argent sur le marché intérieur.

Dieu merci, le prix du pétrole et le dollar semblent s'orienter à la baisse ! Cela allégera d'autant notre déficit extérieur, et donc le volume de nos emprunts à l'étranger. Déficit, qui avait atteint, l'an passé, le montant astronomique de 80 milliards de francs. Il faudrait le réduire de moitié, dès cette année. C'est possible, à condition que le pétrole baisse, le dollar aussi, et nos achats à l'étranger, c'est-à-dire notre consommation, également.

De tous les soucis que le Gouvernement aura cette année, les soucis électoraux - quels que soient les résultats des Municipales ne seront pas les plus graves. Les plus graves, ce seront des soucis d'argent. Et l'on a beau dire que "Plaie d'argent n'est pas mortelle", quand il faut payer, cela fait toujours mal.

31/01/1983

AUSTERITE BIS ?

Quelle affaire ! Voilà tout le petit monde de la politique et du syndicalisme en émoi depuis qu'Edmond Maire, sortant de chez le Président de la République, a déclaré qu'un nouveau plan d'austérité - plus rigoureux que l'actuel - sera peut-être nécessaire dans les prochaines semaines.

Le secrétaire général de la CFDT, spécialiste de la provocation calculée, n'a certainement pas été surpris par les foudres qui s'abattent sur sa tête depuis qu'il a révélé ce secret, qui était en réalité un secret de Polichinelle.

Tous les observateurs savaient que depuis plusieurs mois des experts travaillent à l'Elysée, à Matignon et rue

de Rivoli sur un éventuel resserrement de la politique de rigueur.

L'étude d'un plan d'austérité bis relève de la même philosophie que celui de juin dernier : on ne fait pas ce qu'on veut, on fait ce qu'on doit ou ce qu'on peut.

A l'origine, il y a l'obstacle incontournable du déficit extérieur. Celui-ci a atteint l'an passé un niveau insupportable qui nous a obligés à contracter des dettes à l'étranger au-delà du raisonnable. Quand on est la France et quand on prétend inventer un nouveau socialisme, on ne peut pas faire cela deux années de suite. Le chef de l'Etat en est parfaitement conscient. Même s'il n'est pas agrégé en économie, il sait qu'il a le pouvoir de fabriquer des francs, pas des dollars, ni des marks. Aussi laisse-t-il les experts faire leur travail, c'est-à-dire proposer au gouvernement les moyens de résorber le plus rapidement possible ce déficit extérieur.

Dans la panoplie des moyens disponibles, il n'y a guère de nouveautés. Fermer les frontières, c'est prendre le risque de s'isoler politiquement, de perdre nos propres marchés à l'étranger et, en fin de compte, de réduire notre niveau de vie.

Autre hypothèse, une troisième dévaluation du franc. A éviter à tout prix avant les élections municipales et si possible après, a dit le Président. De toute façon, ça ne réglerait rien. Le problème de fond n'est pas l'écart de prix entre la France et l'étranger (écart que l'on peut toujours essayer de corriger par des dévaluations). C'est l'écart entre notre niveau de consommation et celui des autres. C'est donc à la réduction de cet écart que les experts ont travaillé, d'où les idées jetées sur le papier : réduction des dépenses publiques, augmentation de certains impôts ou cotisations, encouragement à l'épargne, emprunt forcé auprès des revenus élevés.

On en est là. Un catalogue de mesures sur lesquelles le gouvernement ne prendra pas de décision avant les élections. D'abord parce qu'il y a les élections. Ensuite, parce qu'il y aura - peut-être - un autre gouvernement. Enfin, parce que des faits nouveaux peuvent remettre en cause ce plan d'austérité bis : par exemple, une baisse du pétrole, ou du dollar, ou une reprise des affaires à l'étranger. Pour toutes ces raisons, il est urgent d'attendre. Evidemment la gauche est furieuse : en mangeant le morceau avant l'heure, Edmond Maire contraint les hommes politiques à se découvrir. Il tousse, mais c'est la Gauche qui s'enrhume...

2/02/1983

LE PNEU CREVE

L'industrie automobile française roule en ce début d'année avec un pneu crevé. Parce que des grèves ont fait perdre 50.000 voitures ; il a fallu accorder des hausses de salaires supérieures aux prévisions chez des constructeurs déjà lourdement déficitaires. Aussi, les Pouvoirs Publics n'ont-ils pas pu leur refuser un petit ballon d'oxygène sous forme d'une augmentation immédiate du

prix des voitures de 2 % en moyenne.

Grèves, délais de livraisons allongés, charges accrues, prix en hausse. L'industrie automobile française déjà bousculée l'an passé par des concurrents étrangers agressifs se trouvent face à face, avec un redoutable défi. Si la France peut organiser la retraite - coûteuse mais inévitable - du charbon ou de l'acier, elle ne peut absolument pas prendre le risque de perdre pied dans l'automobile. Ce serait un véritable suicide industriel.

Nous avons été très imprudents en consentant dans la région parisienne des usines de montage qui emploient plus de la moitié de travailleurs étrangers dans leur personnel.

C'est trop facile aujourd'hui de dénoncer comme l'a fait bien légèrement le Premier Ministre, des interventions extérieures à base d'intégrisme religieux. Nous n'en avons pas vu la preuve. En revanche, ce que nous savons de façon certaine, c'est que nous avons été chercher ces hommes là, parce qu'ils nous rendaient service. Chacun a joué aux apprentis sorcier avec eux. D'abord, les employeurs croyant faire des économies. Aujourd'hui, les syndicats croyant trouver des troupes de choc, pour remplacer des militants nationaux qui se font rares. On voit le résultat : des chaînes arrêtées, de l'argent perdu et des violences inacceptables.

Devant cette situation inquiétante, il va falloir investir pour abaisser les coûts de production et réduire les risques sociaux. Partout où c'est possible, on va remplacer des hommes par des robots. Et l'on va disperser en province les usines actuellement concentrées dans la région parisienne. En Lorraine, où la sidérurgie ferme ses portes. Dans le Nord, où les Houillères ferment leurs puits. En Bretagne, où une agriculture industrialisée libère de la main d'œuvre.

Dans la région parisienne, on installera à la place des anciennes usines de montage des bureaux d'études et des services commerciaux. Au total, l'industrie automobile occupera de moins en moins de monde. Autant le savoir. Mais c'est une condition fondamentale pour qu'elle survive et contribue à l'enrichissement de la nation, seul moyen de gagner des devises à l'étranger et de créer des emplois dans d'autres secteurs en France.

Il faudra négocier aussi avec le pays d'origine, le retour progressif d'une partie de la main d'œuvre étrangère. La France n'est pas le Nigéria. Elle ne chassera pas les étrangers à coup de gourdin. Mais ce ne serait pas non plus faire leur bonheur que de les condamner au chômage à perpétuité.

7/02/1983

SOIXANTE ANS !

On peut ne pas être toujours d'accord avec Henri Krasucki mais le leader de la CGT a eu raison de dire que l'évènement dont l'Histoire se souviendra, en ce mois de Février 1983, c'est la retraite à 60 ans. On aura oublié, depuis longtemps, la campagne des Municipales, les

grèves dans l'automobile, le tintamarre sur la rigueur entre les multiples tendances de la Gauche et l'arrestation de Klaus Barbie, que l'on parlera encore de la retraite à 60 ans.

C'est ce matin, que les pouvoirs publics donnent, officiellement, leur agrément à l'accord conclu entre le patronat et les syndicats, sur le financement de la retraite complémentaire, sans lequel la retraite à 60 ans n'aurait pas eu de sens. Il fallait, en effet, qu'elle soit égale, ou presque, à la retraite prise aujourd'hui à 65 ans. Tout cela entrera en application, à partir du mois d'avril. Au gré du salarié, d'ailleurs, car il pourra, ou non, prendre sa retraite à 60 ans, à condition d'avoir cotisé 37 ans et demi. Dans bien des cas, sa décision ne sera pas complètement libre. Car, dans les entreprises, il ne manque pas de gens plus jeunes pour secouer le cocotier !

Qu'importe, dira-t-on, voilà une grande conquête sociale, la plus populaire de toutes les réformes réalisées par l'Union de la Gauche, depuis Mai 1981. 1983 sera l'année de la retraite à 60 ans, comme 1936 a été l'année des congés payés et de la semaine de 40 heures.

Précisément, le parallèle avec celle-ci est tout à fait significatif. Il a fallu attendre près de 40 ans pour que la semaine de 40 heures devienne effective, après avoir été votée. Si les Français n'avaient pas travaillé 46 heures par semaine, pendant toute l'après-guerre jusqu'à la crise récente, ils n'auraient pas modernisé leur pays et ne connaîtraient pas leur niveau de vie actuelle. Pendant longtemps, la semaine de 40 heures n'a été qu'un supplément de salaire pour un supplément de travail.

La retraite à 60 ans risque de connaître un sort rigoureusement inverse. C'est-à-dire qu'après avoir été effective dans les prochaines années, elle pourrait bien devenir théorique quand on ne saura plus comment la financer.

Rappelons que les pensions payées chaque année à des retraités sont financées par les cotisations versées, la même année, par les travailleurs. Or, le nombre de travailleurs n'augmente plus, alors que celui des retraités va croître sensiblement. Déjà, la Caisse d'assurance-vieillesse, avec la retraite à 65 ans, est déficitaire de plus de 7 milliards de francs, il est évident que ce déficit ne fera qu'augmenter, surtout à la fin de la présente décennie, en raison de l'évolution démographique. Le problème se posera, alors, d'inciter les gens à ne pas prendre leur retraite dès 60 ans, afin d'avoir un peu plus de cotisants et un peu moins de retraités.

Ce sera l'histoire de la semaine de 40 heures à l'envers. Il y aura, ce jour-là un nouveau débat sur la rigueur. Mais ceux qui nous gouvernent aujourd'hui seront, eux, à la retraite !

8/02/1983

HORIZON 88

Que sera l'économie française en 1988 ? Naturelle-

ment, personne ne le sait avec certitude mais le rôle du Plan est précisément de réduire ces incertitudes. Les travaux préparatoires au IX^e Plan qui couvrira la période 1984-1988 s'achèvent ces jours-ci par la publication d'un nombre impressionnant de rapports. Désormais c'est le gouvernement qui va se saisir du dossier pour présenter son projet du Plan au printemps.

Quels enseignements tirer de la phase préparatoire ? Du côté des chiffres, rien d'enthousiasmant. On a fait tourner les ordinateurs dans tous les sens et leurs réponses ont toujours été décevantes. La croissance de l'économie française restera faible. Le chômage sera plus élevé en 1988 qu'aujourd'hui. Le financement des déficits intérieurs et extérieurs posera des problèmes redoutables.

On comprend qu'après cela, le ministre du Plan - un certain Michel Rocard - se garde de tout triomphalisme et s'abstienne de présenter aux Français un avenir trop rose. La rigueur restera à l'ordre du jour pendant toute la durée du IX^e Plan. Aussi n'est-il pas étonnant que Michel Rocard donne l'impression d'emboîter le pas à Edmond Maire sur l'inévitable austérité. Encore que ses déclarations à *L'Expansion* aient été recueillies antérieurement à celles d'Edmond Maire sur le perron de l'Elysée et sans que le leader de la CFDT en ait eu connaissance. Je suis bien placé pour le savoir. Tant pis pour la thèse du complot Maire-Rocard contre les intégristes du PS. Elle est séduisante. Mais sur ce point précis, elle est fautive.

Si une priorité apparaît à travers les travaux préparatoires du IX^e Plan, c'est bien celle du rétablissement de notre équilibre extérieur. Sans cela, il n'y aura ni croissance, ni lutte efficace contre le chômage, ni modernisation de l'appareil de production.

En second lieu, il y a naturellement la lutte contre le chômage à propos de laquelle les divergences sont nombreuses. Les experts du Plan, soutenus par la CFDT, plaident pour une réduction rapide de la durée du travail, mais avec une certaine réduction des salaires afin de ne pas alourdir les charges des entreprises. Les autres syndicats ne sont pas tous d'accord sur ces sacrifices et le Patronat ne voit pas d'un très bon œil la semaine de 35 heures.

Troisième grand sujet de réflexion, la modernisation de l'appareil productif. Là on voit s'affronter les tenants d'un certain dirigisme étatique afin de mobiliser nos forces sur des secteurs stratégiques, et les partisans du libéralisme qui considèrent que c'est de la diversité des entreprises au contact des nouveaux marchés que naîtra des firmes rajeunies et fortes.

Sur tous ces sujets - et sur quelques autres - le débat va être transporté au sein de la majorité et du gouvernement. Un conseiller important du pouvoir le résume en ces termes : "la rigueur ou la fuite en avant". Il n'est pas sûr que fuir la rigueur d'aujourd'hui n'aboutirait pas à tomber demain dans une rigueur plus douloureuse.

10/02/1983

TÉMOIGNAGES SUR GEORGES BIDAULT

La nouvelle de la mort de Georges Bidault nous est parvenue alors que nous mettions sous presse le présent numéro. "France Forum" a toujours éprouvé pour l'éditorialiste de "L'Aube", l'ancien Président du Conseil National de la Résistance et le Président fondateur du M.R.P. le sentiment de respect et de gratitude dû à un aîné qui pendant les années mouvementées et orageuses de l'entre-deux guerres et dans la nuit de l'occupation nazie mit sa plume (avec quel talent) et son action (avec quel courage et quelle lucidité) au service de la démocratie et de l'honneur chrétien et français.

Après les joies intenses et brèves de la Libération, commença l'histoire de la IV^e République et avec elle s'ouvrit une nouvelle période de la vie de Georges Bidault.

Les positions de la Revue se différencièrent nettement des siennes sur le problème de la décolonisation et sur le drame algérien.

Le signataire de ces lignes s'expliqua sur ces divergences avec Georges Bidault à son retour d'exil. De cette conversation d'une totale franchise où chez Georges Bidault la sérénité le disputait à la fierté et la tristesse à l'amertume, je ne citerai que son appréciation sur notre revue : "Nos désaccords ont été et demeurent importants, mais je reconnais à France-Forum un mérite qui aujourd'hui n'est pas mince, cette revue ne cède ni au culte de la personnalité ni aux séductions du marxisme".

Sur celui qui, en qualité de chef de la résistance intérieure, descendit un certain jour ensoleillé d'août 1944 les Champs-Élysées aux côtés du Général de Gaulle et avec ses compagnons du C.N.R., puis devint le Président du Gouvernement provisoire de la République de 1946, nous avons demandé leurs témoignages à nos amis Jean Letourneau qui siégea dans les gouvernements de la IV^e République avec Georges Bidault et qui lui fut si fidèle et si proche, à Eugène Claudius-Petit, membre fondateur du C.N.R., à Jean Lecanuet, ancien Président national du M.R.P., à André Diligent, secrétaire général du C.D.S. Ces témoignages joints à quelques extraits d'articles parus dans la presse française - et que nous citons à leur suite - donnent de Georges Bidault l'image forte, complexe et contrastée qui demeurera la sienne dans l'histoire.

Henri BOURBON

Une constance de l'âme

Vice-Président de la Jeunesse Catholique; premier à l'agrégation d'histoire, professeur à Valenciennes, à Reims, à Louis le Grand, puis au Lycée du Parc à Lyon; successeur de Jean Moulin à la présidence du Conseil National de la Résistance; fondateur, avec André Colin, puis Président du M.R.P.; à la Libération de Paris, Ministre des Affaires Étrangères puis de la Défense Nationale, Chef du Gouvernement Provisoire, Président du Conseil; la longue liste de ces fonctions qu'a assumées Georges Bidault ne saurait suffire à dire ce que furent la vie et l'action de l'ami que nous pleurons.

Chacun sait les épreuves qui furent les siennes. Parfois, à de certaines heures, quelques uns de nos amis ne l'ont pas compris. Ce que nous devons retenir de cette longue vie qui vient de s'achever dans le plus injuste oubli, sauf de la part de quelques trop rares amis, c'est, me semble-t-il, l'exemple de la fidélité.

Fidélité à la foi de son enfance, fidélité à la patrie, dont il donna une preuve sans pareille tout au long de la Résistance où nous le vîmes conserver sa résolution et son calme au milieu des pires et incessants dangers. Fidélité, sans jamais aucune compromission, aux idées pour lesquelles il avait décidé qu'elles valaient de tout supporter, la solitude, l'exil et, assurément le plus pénible pour un homme sensible comme lui, l'incompréhension, quand ce n'était pas l'hostilité, de tant de ses amis de toujours. Fidélité cependant à ses amis qu'il eut tant de joie à retrouver au retour du Brésil et de Bruxelles.

Georges Bidault, qui avait connu les plus hautes responsabilités, les plus lourdes charges, nous l'avons toujours connu identique à lui-même au sommet de la gloire comme dans la solitude et l'abandon. C'est qu'il méprisait aussi bien la gloire quand elle voulut bien le couvrir de ses ailes que l'argent, car, bien entendu, il ne connut jamais la fortune.

Quel peut donc être le secret d'une telle constance de l'âme? Ne la cherchons pas ailleurs que dans son attachement charnel à sa patrie, la France, et dans la profondeur de sa foi de chrétien.

Jean LETOURNEAU

B.I.P. Président du C.N.R.

J'ai rencontré Georges Bidault à la création de

"L'Aube" et, plus tard, au lycée du Parc, à Lyon. Je l'ai connu dans la clandestinité.

Entre-nous, nous l'appelions B.I.P., du nom du Bureau d'Information de Presse, bulletin quasi-quotidien, qu'il façonnait avec une toute petite équipe singulièrement efficace, et qui diffusait aux responsables des Mouvements de Résistance les informations utiles. Il était le point de bien des convergences.

A cause de cela sans doute et, aussi, de sa manière de vivre le courage et la témérité, après le terrible coup de Caluire qui décapita pour un temps la Résistance, fit disparaître Jean Moulin (Rex ou Max) avec les principaux responsables des Mouvements et de l'Armée Secrète, Georges Bidault apparut à certains d'entre-nous comme le successeur possible de Rex. Alors, à Lyon, dans un petit restaurant discret d'une ruelle près de l'Eglise St-Paul, les responsables de "Franc-Tireur" (Jean-Pierre Lévy était à Londres) Elie Péju, Georges Altmann, Clavier, Jean-Jacques Soudeille, Antoine Avinin (peut-être car il s'était "éloigné" à Toulouse vers cette époque), et moi entourions le militant chrétien Georges Bidault et le militant laïque, Albert Bayet, qui était des nôtres. Ce fut un de ces multiples moments historiques, intensément vécus, immergés dans la mémoire non-écrite d'un peuple bouillonnant songeant aux lendemains d'espérance, par la qualité de l'entretien, passionné et serein, sur l'avenir et le caractère qu'aurait l'Enseignement après la Libération. Sans vains propos, une sorte de pacte moral était conclu entre ces deux hommes devant des témoins d'origines et de convictions très diverses, et "Franc-Tireur" décida de voter pour Georges Bidault à la réunion du Conseil National de la Résistance qui se tint, si mes souvenirs sont fidèles, en septembre.

Je parlais ensuite pour Londres et Alger représenter "Franc-Tireur" à l'Assemblée Consultative. D'autres l'auront vu à l'œuvre, toujours aussi obstiné, déterminé, ambitieux pour le pays. On lui doit d'avoir continué à forger l'unité de la Résistance intérieure en rassemblant les morceaux : une certaine unité dans l'attente du but espéré. "Nous nous sommes battus pour avoir le droit d'être différents" dira Georges Bidault, en donnant ainsi tout son sens au combat des citoyens-soldats qu'étaient les Résistants. Oui, il lui revenait pleinement de descendre les Champs-Élysées à la gauche du Général de Gaulle un jour inoubliable d'août 1944 ! Ceux de la France-Libre et ceux de la France libérée, ensemble !

Il la méritait bien cette Croix de la Libération qu'il reçut, un peu tardivement, mais en même temps que Winston Churchill (un symbole) des mains du Général de Gaulle. Car il fût vraiment, pleinement, notre Compagnon des combats de l'ombre dans cette période la plus exposée de son existence, la moins connue de tous ces Français qui lui doivent une part de leur Liberté.

Il est donc bien naturel que Georges Bidault ne soit point oublié.

Eugène CLAUDIUS-PETIT
Compagnon de la Libération

L'homme du courage

L'esprit de Georges Bidault a éclairé la jeunesse des milliers de militants, j'en étais ; quarante ans plus tard nous gardons une ferveur pour l'éditorialiste de "L'Aube" qui, face à l'hitlérisme, dénonça la politique d'abdication qui nous conduisit à la défaite de 1940.

Nous gardons une fierté pour sa désignation comme président du Conseil national de la Résistance où il succéda à Jean Moulin. Nous gardons une fidélité à l'un des fondateurs du Mouvement républicain populaire qui incarne dans l'histoire la réconciliation réciproque des chrétiens avec la République. Plus tard, l'idée qu'il se faisait de la patrie le conduisit, sur le drame algérien, à des prises de position qui nous éloignèrent de lui.

Chef du gouvernement de la France, ou isolé dans l'exil, il fut toujours l'homme du courage au service de ses convictions jusqu'à l'intransigeance, mais aussi jusqu'au sacrifice par le refus du compromis. Comme tel, mes amis et moi lui gardons notre respect et notre gratitude pour le témoignage de sa vie.

Jean LECANUET

Toute une génération de militants

Il entraîna derrière lui toute une génération de militants qui entendaient mettre leurs convictions et leur foi au service de la démocratie. Il fut de ceux qui refusèrent l'abandon et sauvèrent à la fois l'honneur et l'avenir du pays. Après la guerre, il fut sur le plan national l'un des artisans de la reconstruction du territoire et, sur le plan international, de ceux qui édifièrent l'union des peuples libres. Si, au moment de la guerre d'Algérie, nos analyses ont divergé, c'est que son cœur déchiré ne supportait pas une vision de la France différente de celle qu'il avait rêvée dans sa jeunesse.

André DILIGENT

Un intellectuel réfractaire

Lorsque le Général de Gaulle, au lendemain de la Libération, descendit les Champs-Élysées, un petit homme en civil marchait à côté de lui, dont la foule ignorait les traits : c'était Georges Bidault, président du Conseil national de la Résistance depuis la mort tragique de Jean Moulin. Quelques jours plus tard, il prenait la tête du ministère des affaires étrangères. Eclatant revanche pour celui qui, professeur d'histoire, avait dénoncé, six ans plus tôt, dans ses éditoriaux de *L'Aube*, l'aveuglement des accords de Munich.

Ceux qui ont connu Georges Bidault au temps de sa gloire, représentant, de San-Francisco à Moscou, la France renaissante, incarnant le coq gaulois comme Churchill John Bull, oublieront ce qu'il était devenu pour ne se souvenir que d'un homme extraordinairement attachant, au courage d'autant plus remarquable qu'il émanait d'un corps frêle et maladroit, à la culture

impressionnante, et qui, après avoir passé de longues années à enseigner, avec quel talent, l'histoire de France, a consacré le reste de sa vie à s'efforcer dans l'action et, sans mesurer les risques courus, à la continuer. Il déroulait parfois, avec ses étranges aphorismes débités d'une voix coupante, du type "les tuiles remontent sur le toit"; il mettait à la rédaction de ses discours un soin et une subtilité dont on peut penser qu'ils échappaient pour l'essentiel aux hommes politiques étrangers auxquels ils étaient destinés, et l'on aura tout dit en notant que le réalisme n'était pas le fort de cet idéaliste intégral. Mais quels dons, et quelle foi !

André FONTAINE

Le Monde, 28/1/83

L'éditorialiste de "l'Aube"

A son arrivée à Paris, Georges Bidault avait un charme presque irrésistible. Il venait de Reims où il était professeur d'histoire et de géographie. Il avait été nommé au lycée Louis-Le-Grand et il venait prendre place avec nous au parti démocrate populaire, à la revue *Politique* et, bientôt, à *l'Aube*, journal quotidien qui devait être fondé plus tard, en 1932, pour les élections, par Francisque Gay et dont il devint l'éditorialiste très vite connu.

Il appartenait à cette génération de dirigeants qui, à l'Association catholique de la jeunesse française, avaient découvert le lien existant entre la foi et la politique et qui en avaient conclu à la nécessité d'un engagement démocratique. Nous étions, alors, seulement une poignée à penser ainsi. La majorité des catholiques exerçant des tâches de responsabilité étaient toujours retenus par le charme solide d'une droite conservatrice. Les principaux écrivains de la littérature bourgeoise étaient, eux-mêmes, alors, de droite.

Bidault était passionné de politique. Sa façon de vivre était originale. Il allait aux réunions publiques les cheveux au vent, ce qui scandalisait les vieux députés de notre groupe parlementaire. Il était bon orateur et disponible, en dépit de sa charge à l'Université. Il se révéla très vite excellent journaliste. Il avait une foi sincère. Il connaissait très bien l'histoire contemporaine, les lettres et les règles du jeu politique. Il lisait toute la presse et gardait avec lui, pendant toute la journée, son paquet de journaux à la main.

Comment n'aurait-il pas trouvé sa place parmi nous, tout de suite, au premier rang ? Il cachait à ses amis une certaine hésitation fondamentale et une grande générosité, sous des allures romantiques et des affirmations définitives. "Il n'y a pas plusieurs solutions, disait-il. Il n'y en a qu'une. C'est la nôtre et elle est la bonne". Il prononçait ces phrases d'un ton impérieux et d'une voix mi-nasillarde, mi-rugueuse.

Bidault possédait une capacité d'indignation politique presque permanente. Il était tendu, un peu rageur, dispu-

De Gaulle et Bidault en Août 1944 dans Paris libéré.

tant intérieurement avec un invisible adversaire. Et puis la violence tombait. Il inclinait sa petite silhouette vers son interlocuteur. Il jetait sa cigarette. Il souriait avec vivacité. L'affection et la noblesse des sentiments s'emparaient de lui.

Nous voulions assumer la double tradition de la France, la tradition catholique de la monarchie et la tradition laïque républicaine et sociale. Nous voulions créer un parti du centre. Nous étions très loin du marxisme.

Le combat que nous menions pour défendre les institutions républicaines et promouvoir le progrès social prit toute sa signification à partir de l'arrivée de Hitler au pouvoir. Georges Bidault comprenait fort bien la nature

de la menace qui pesait sur le traité de Versailles, la démocratie et la paix, provoquant un clivage nouveau dans la classe politique française.

Bidault aida ses lecteurs à découvrir le sens politique de l'opération menée en Italie, en Allemagne et, bientôt, en Espagne par les nouveaux régimes politiques que ces pays s'étaient donnés. Au moment du bombardement de Guernica, il révéla la vraie nature de l'événement qui détruisit, grâce à des avions allemands, la ville sainte des Basques.

Il avait adopté, alors qu'il était devenu président du conseil et ministre des affaires étrangères, une attitude sur la guerre d'Indochine qui m'étonnait. Je lui en demandais l'explication, un jour que nous étions tous les deux dans un bureau de l'Assemblée nationale. Il me fit cette réponse qui me déconcerta : *"Ce qui fait l'unité de ma pensée et de ma vie, dit-il, c'est la lutte contre le nationalisme. Je lutte contre le nationalisme indochinois et le nationalisme arabe comme j'ai lutté contre le nationalisme allemand"*.

Georges HOURDIN

Le Monde, 28/1/83

Le petit prof

Le temps qui a passé, les historiographes zélés, les querelles ultérieurement survenues, le discrédit général où est tombée la IV^e République, ce régime des partis qui eut l'impudence de défendre victorieusement la France contre l'entreprise communiste et contre l'emprise, également étouffante, du général de Gaulle, autant d'éléments qui ont concouru à effacer des mémoires - les ciseaux de la censure aidant - celui qui pourtant fut le président du gouvernement provisoire de la République, le fondateur du Mouvement républicain populaire, le grand groupe central et démocrate chrétien, l'inamovible ministre des Affaires étrangères de notre après-guerre atlantiste, nationaliste et impérialiste. La voix nasillarde au débit saccadé, la démarche hésitante de moineau tombé du nid, les cheveux plaqués de Georges Bidault sont inséparables pour le meilleur et pour le pire de cette période de notre histoire qui va de 1944 à 1954, de De Gaulle à Mendès, de la Libération à Dien Bien Phu.

Au rebelle de 1967, contraint, à 62 ans, de quitter la France - bien qu'il sût qu'on n'emporte pas la patrie à la semelle de ses souliers, bien qu'il ne l'eût pas fait à l'heure du plus grand danger, en 1943 - au clandestin un peu ridicule promenant ses illusions du Portugal au Brésil, puis à la Belgique, au successeur de Jean Moulin, à celui qui croyait au ciel, la République n'a pas accordé les obsèques nationales ni même les funérailles officielles qu'elle a faites à celui qui, génie du verbe, vivait dans un état de compromis permanent avec sa conscience. Il est plus confortable en France, en 1983 d'être communiste comme Aragon, que fier comme toute la Castille.

J'ai lu que Georges Bidault était un extrémiste de l'Algérie française, de la droite et un idéaliste. C'est vrai,

il ne tenait pas assez compte des réalités, pas plus en 1980 qu'en 1960 ou en 1940, et il était aussi patriote à quarante-vingt ans qu'à vingt. Le petit homme est mort. Réduit par la taille, il était grand par le caractère. Irréductible et viscéral opposant au général de Gaulle, Georges Bidault, par-delà tous les orages et tous les clivages, vient d'aller rejoindre au ciel de l'histoire, ses compagnons naturels - ceux de la Libération.

Dominique JAMET

Le Quotidien de Paris, 28/1/83

Gratitude envers Georges Bidault

Georges Bidault et quelques-uns de ses plus proches compagnons étaient, par l'autorité même du service rendu à la nation relevée et à la démocratie restaurée, désignés pour jouer un rôle majeur dans une République nouvelle, pure et dure, arrachée aux compromissions et aux faiblesses qui n'étaient pas sans responsabilités dans le désastre de 1940. Le dernier sourire de cet état de grâce fut l'inoubliable matinée de juin 1950 dans laquelle Georges Bidault, chef du gouvernement, présidait aux obsèques, qu'on a pu dire triomphales, de Marc Sangnier. Dans une langue admirable, le disciple dit sa dette à l'égard du prophète inspiré qui avait fait rejaillir si haut les sources démocrates-chrétiennes.

L'épreuve suprême fut pour Georges Bidault, dans les dernières semaines de la IV^e République, la rupture avec le M.R.P., dont les instances l'empêchèrent de revenir au pouvoir à la tête d'un ministère de teinture Algérie française. Désaveu confirmé par les militants qui au congrès de Saint-Malo accueillirent le plaidoyer de Bidault dans un silence de cathédrale plus terriblement réprobateur que les tumultes contestataires. Que le M.R.P. lui ait ainsi manqué, que le Général de Gaulle ait ensuite si cruellement déçu ses espoirs, fut pour Georges Bidault le double choc qui le jeta dans les aventures désespérées que l'on sait, le vouant à l'exil puis à l'amertume hautaine, solitaire et irréconciliable des dernières années.

A chaque moment de sa carrière en ce monde, l'ambition de Georges Bidault s'est toujours nourrie de la grande idée qu'il se faisait de la France. Jamais l'ombre d'une raison basse ou vulgaire. Mais une certaine conception de l'honneur qui faisait peu de cas des circonstances. Lorsqu'il s'est suicidé politiquement en se vouant à une cause perdue, Georges Bidault sortait d'une histoire qui n'était plus la sienne, en donnant tort à l'histoire. Dans les souffrances et les outrances des derniers épisodes, se lit une moralité qui n'est pas sans grandeur. Cette démesure de passion, dans les deux sens du mot, montre à quels risques hors du commun s'expose l'homme public qui se dévoue à la chose politique en acteur qui peut devenir la victime du monstre jamais complètement apprivoisé. Il reste que Georges Bidault avait écrit sur l'airain de l'histoire réelle une page d'une écriture désormais ineffaçable, et qui est la fierté de ceux qui l'ont aimé, qui l'ont suivi jusqu'à un certain point

seulement, et qui, admirant ceci, refusant de juger cela, ne peuvent avoir de lui qu'une pensée de gratitude.

Etienne BORNE

Démocratie Moderne, 3/2/83

Quel destin !

Xavier, Renard, Vivien, Jean-Jacques, Constantin... Lequel de ces noms de guerre - il en fit grande consommation - portait Georges Bidault, ce jour de juin 1944 dont le souvenir, je ne sais trop pourquoi, me revient ? Toujours est-il que ce président du Conseil national de la Résistance, qu'avec quelques amis j'avais alors le privilège et la mission de côtoyer, grognait : "Et dire que pour certains je serais le paillason des communistes !..." Cela fut dit, en effet, et de graves ouvrages d'histoire portent la trace de ce soupçon parfaitement injustifié. Or voici qu'il meurt marqué d'une estampille d'homme de droite, de serviteur "perdu" de la démocratie chrétienne.

Bidault a totalement assumé tous ses choix, et il est peu contestable qu'il l'a fait sans se plier jamais aux exigences d'aucun groupe et sans profit d'aucune sorte pour lui-même. "Bidault-les-mains-vides ?" Il y a un sens où c'est vrai", répliquait-il en 1947 à un slogan de ses adversaires. Il en avait le droit. Reste alors le mystère : comment cet homme de courage, cet intellectuel lucide, ce chrétien généreux et désintéressé qui haïssait naguère les "bien-pensants", a-t-il pu bifurquer, errer, jusqu'à en encourir l'exil, à l'heure de l'épreuve algérienne ?

Il est vrai qu'il avait très précocement et longtemps rayonné par une exceptionnelle clairvoyance. Professeur agrégé d'histoire, c'est dans la petite "Aube" de Francisque Gay qu'il avait manifesté, pendant l'entre-deux-guerres tourmenté, son talent à décrypter l'avenir. Il était fier d'avoir été ainsi, dans sa trentaine, avec une poignée d'amis, du "bon côté", celui des républicains, des démocrates, des hommes de droit pour lesquels morale et politique devaient s'accorder. Et il énumérait : du "bon côté" lors du conflit sino-japonais, lors de l'agression fasciste contre l'Abyssinie, lors de la guerre d'Espagne, lors des funestes accords de Munich... C'était le temps où s'éveillaient des chrétiens qui voulaient rompre l'accouplement persistant du catholicisme et du conservatisme. Il fut donc de ceux qui entraînèrent une honorable cohorte dans les combats de la Résistance. Et puis ses camarades de combat, de tous horizons politiques, après la disparition de Jean Moulin - son ami -, en firent le président de ce C.N.R. qui apportait à de Gaulle une légitimation intérieure fort précieuse au regard des Alliés. Quel destin !

Georges MAMY

Le Nouvel Observateur, 4/2/83

Un intellectuel en politique

Il y a une part de vrai dans le réquisitoire de Mauriac :

"Qui ne voit que le péché capital de M. Georges Bidault, avec toutes ses qualités brillantes, tient à cet entêtement à ne pas convenir de ses erreurs, à tenir bon contre les démentis de l'Histoire".

Ce droit à l'erreur, il l'avait chèrement acquis et aucun résistant n'a voulu aujourd'hui le lui disputer. Du magnifique professeur au lycée Louis-le-Grand qui donne son premier éditorial à *l'Aube* en 1934 au président du Conseil national de la Résistance qui accueille de Gaulle à Paris dix ans plus tard et descend à ses côtés les Champs-Élysées par un jour d'août inoubliable, le parcours, cette fois, est fascinant et sûr. La lucidité politique est toujours au rendez-vous, humanisée par le brio et la modestie du grand intellectuel. Au marbre de la rue du Croissant, il dissèque les fauteurs de guerre, d'Addis-Abeba à Dantzig en passant par Munich. Il y faut de la hauteur et du courage, dans cet océan de la presse pourrie et des lâches consentements du pacifisme naïf. Il fait mieux : individualiste, il se fond dans la grande tâche collective du milieu du siècle, mettre la plus grande masse des chrétiens au service de la République de l'intelligence et de la justice.

Les droits de l'homme, une presse propre, un solide parlementarisme et la représentation proportionnelle, du progrès social, beaucoup de générosité : au-delà des petites querelles de la démocratie chrétienne en germes, loin des vieux clivages paresseux entretenus par la droite revancharde et la droite laïcarde, toute une génération d'hommes neufs résume ainsi son sens du bien commun et du service public. Nombre d'entre eux l'on appris en lisant Bidault.

Ils le retrouveront dans la Résistance, imprévisible et parfois téméraire, mais dans la tranquillité des croyants farouches. Son passage remarqué à *Combat* puis au *Front national* le désigne pour succéder en août 1943 à Jean Moulin à la tête du CNR. Dans la très conflictuelle cohabitation des mouvements et des partis au sein de l'instance suprême de la Résistance, dans ses rapports souvent tendus avec Londres et Alger, ce catholique prenant la suite du laïc émissaire de de Gaulle est loin de démeriter. Jean Moulin avait créé, Bidault fait vivre, avec trop d'opportunisme diront les grincheux, avec au bout du compte un doigté et un allant incontestables. Ce pays qui sort du cauchemar en 1945 sans guerre civile et plein d'ardeur doit beaucoup à Georges Bidault, exceptionnel terre-neuve de la conciliation inlassable et du patriotisme de volonté œcuménique.

Le voici à l'apogée. L'universitaire a joué victorieusement avec le destin. Le même, au nom des mêmes idéaux, s'enfermera dans l'impuissance, intellectuel jusqu'à l'erreur. Il assumera jusqu'au bout le courage le plus coûteux, celui de l'intelligence obstinée. Mais, d'un été l'autre, en quelques mois décisifs de 1943 à 1944, un grand politique a épousé la France. Nous lui en devons reconnaissance.

Jean-Pierre RIOUX

La Croix, 2/2/83

SUR UNE AUTOCRITIQUE D'“ESPRIT”

par Etienne BORNE

Le cinquantenaire d'“Esprit”, déjà marqué par un colloque à Dourdan à la Toussaint 82, dont les actes ne manqueront pas d'être publiés, a été aussi l'occasion d'un numéro spécial de la Revue (janvier 83) sous-titré “Des années 30 aux années 80”. On trouvera peu de choses dans cet épais cahier sur l'“Esprit” d'avant-guerre, où pourtant l'essentiel était déjà à la fois pensé et posé. Chacun sait ou devrait savoir qu'une origine est un destin. Non pas que le premier mot contint en lui-même tout le discours ultérieur en ses vicissitudes contrastées. Non pas qu'il n'y ait eu de 33 à 39 un mouvement d'approfondissement et aussi d'engagement de plus en plus délibéré. En ces années décisives “Esprit” devient ce qu'il est et, sous l'interpellation des événements qui se bousculent dans une escalade tragique, guerres d'Ethiopie et d'Espagne, Munich, coup hitlérien de Prague, et revue et mouvement passent de la distance critique à l'égard des institutions parlementaires et de toutes les formes du libéralisme, à un propos de résistance contre le totalitarisme sous le drapeau, brandi aussi haut qu'il convenait, de ce que Mounier a fini par appeler “la démocratie personnelle”.

Les immédiates années de l'après-guerre posent le pro-

blème des rapports entre “Esprit” et le communisme. On a parlé, pour le lui reprocher d'une trop longue période de complaisance. Et ce numéro du cinquantenaire a le mérite d'aborder courageusement une difficile page d'histoire qu'il importe de ne point simplifier et dont je crains qu'une autocritique décidée, comme celle qui se déploie avec une certaine allégresse dans ce trop rapide mémorial, ne la fausse presque autant que ne l'auraient fait, en sens inverse, des apologétiques et des plaidoiries.

“Esprit”, et c'est son honneur, pratiquait le pluralisme. Et il suffit d'un jeu de citations bien choisies pour que l'accent soit mis sur l'ouverture aux communistes ou sur la critique du communisme. En ce qui concerne Emmanuel Mounier, dont il ne faut pas oublier qu'il est mort en 1959, à 45 ans, il faut dire d'abord, et c'est un point fondamental, que sa rigueur théorique à l'égard de la dogmatique marxiste n'a pas fléchi d'un iôta dans sa dernière période. Restait valable sans repentance possible ce qui avait été écrit sur l'airain de la doctrine dans les années originelles. Mais Mounier avait vécu intensément l'une des plus fortes espérances nourries parmi les compagnonnages de la résistance, les communistes définitivement réintégrés par l'honneur du combat commun dans la communauté nationale, un communisme à visage

humain, comme on devait dire plus tard. Absent, parce que sa vocation était autre, du terrain politique et syndical, Mounier a été tenu par ce rêve plus longtemps que ceux qui avaient l'expérience pratique des méthodes du communisme, tel qu'il avait choisi de se comporter dès le lendemain de la Libération. Le directeur d'"Esprit" des années 45-50 n'a jamais été procommuniste ou compagnon de route ; il a polémique certes contre les démocrates-chrétiens auxquels il reprochait de se compromettre dans une vie politique insuffisamment purifiée, mais aussi bien contre les progressistes chrétiens, décidés à faire la révolution avec le communisme, considéré comme la seule force capable d'ébranler et de détruire le capitalisme. A ce "politique d'abord", Mounier, à tous les moments de son itinéraire, a toujours opposé une "éthique d'abord" et plus exactement la primauté du spirituel.

Les appareils du parti communiste ont une science infailible pour discerner les alliés véritables, c'est-à-dire manipulables : le P.C. des années 45-50 s'est toujours refusé à avoir avec "Esprit" d'autres rapports que de polémique allant jusqu'à l'injure. Et cette lourde artillerie ne se trompait pas de cible puisque à la veille de sa mort, Mounier écrivait à un de ses correspondants que au moins dans l'immédiat on ne pouvait plus penser le communisme "sans la peste totalitaire et la russification". Aussi lorsque le nouvel "Esprit" affiche à chaque numéro un manifeste de choc ouvrant sur la belle formule "L'imposture totalitaire a fini par éclater", cet "a fini", tout subjectif, traduit l'autocritique d'un certain nombre d'intellectuels de gauche qui, sauf une ou deux nobles exceptions, ne pardonneront jamais à d'autres, une clairvoyance scandaleusement prématurée ; mais l'expression fait sourire si on pense à Mounier pour qui "l'imposture totalitaire" était une vérité d'évidence et contre laquelle il n'a pas cessé de mener le combat, au nom de la vérité de l'homme.

Je suis de ceux qui osent penser que la mort d'Emmanuel Mounier a retardé dans l'histoire d'"Esprit" l'heure de la décisive prise de conscience. Mounier, mort bien avant la tragédie hongroise de 1956, n'a pu connaître non plus "L'homme révolté", œuvre capitale, où pour la première fois était dénoncée, et au niveau philosophique qui convenait, "l'imposture totalitaire" du communisme. Et on n'a pas oublié les aigres réserves que l'intelligenza avancée, "Esprit" compris hélas, a opposées au lucide courage d'Albert Camus. Doctoralement, misérablement, et l'argument, si l'on peut dire, va encore beaucoup servir, on reprochait à ce grand livre son insuffisance conceptuelle. Mais on était en règle avec le concept si on continuait à être, comme le Sartre de l'époque un compagnon de route résolu à volontairement s'aveugler. Il reste plaisant que l'"Esprit" d'aujourd'hui si fier d'avoir (enfin) découvert l'imposture totalitaire se rengorge dans sa bonne conscience en faisant la revue générale et le dénombrement entier des faiblesses, complaisances et équivoques d'hier et d'avant-hier qui font un si bon contraste avec l'heureux maintenant de la revue, si désabusé dans sa stérile lucidité.

PROCES DU PERSONNALISME

Le plus surprenant dans ce numéro d'"Esprit" est le tableau outrageusement sollicité, qui est fait de l'intelligenza catholique dans les décennies 50-70, et notamment sous la plume de Paul Thibaud, actuel directeur d'"Esprit". Tous ceux qui ont pris quelque part à ce qu'on appelait mouvement des idées ou qu'on nomme aujourd'hui la vie culturelle de ce temps là, en prennent, si je puis dire, pour leur grade. Tout l'effort qui a été fait pour faire bouger les mentalités catholiques, en dépit des plus tenaces résistances, et qui a si efficacement contribué au renouveau conciliaire, comme je m'obstine à dire, pour l'amusement des esprits supérieurs, se trouve ici cloué au pilori. Un Teilhard de Chardin ne pèse pas lourd dans ces désinvoltés balances et il est exécuté en deux lignes, sans doute lui aussi pour insuffisance conceptuelle. Tandis que ceux qui se sont battus pour un certain nombre de valeurs apprises notamment au premier "Esprit", dans maintes tribunes, et nombre de groupements, par exemple au Centre Catholique des intellectuels Français (C.C.I.F.), se sont aux yeux du procureur d'"Esprit", rendus coupables de cette neuve hérésie qu'est le "triumphalisme sournois". Sans doute parce qu'ils n'avaient pas l'audace de mettre directement en cause les autorités d'Eglise et qu'ils n'avaient pas vu que, comme l'écrivit mélodramatiquement Paul Thibaud, la pièce de Hocchhuth contre Pie XII, "Le vicaire" était "le rayon de la mort sur la majesté conciliaire". Sans doute, aussi et surtout, parce que nous nous référions encore à quelques vérités, et que nous n'avions pas assez d'esprit pour accéder à ce radicalisme critique pour qui, si je comprends bien Paul Thibaud, l'idée même de vérité a fait son temps.

Nous voici parvenus à la trop claire intention qui fait l'unité de ce numéro : justifier le largage du personnalisme comme référence majeure de la revue dont l'abandon avait déjà fait l'objet d'un faire-part de décès, l'année dernière, dans une brève information aux abonnés. La décision était de taille et il fallait bien s'expliquer. C'est maintenant chose faite. Le personnalisme était une sécurité, il nous confortait dans cette conviction fâcheuse que survivait une "chrétienté spirituelle", alors que la chrétienté au sens temporel du mot était si heureusement morte. Puisqu'il n'y a plus de vérité, comment s'obstiner encore à croire que la vérité de l'homme est dans la personne ? Pourtant voici le nouvel "Esprit" converti à la démocratie, alors qu'il n'est pas sans manifester quelque défiance à l'égard du socialisme au moins comme idéologie. Je me félicite d'autant plus de ce retournement que, depuis bien longtemps, j'avais vu dans le personnalisme de Mounier la philosophie naturelle de la démocratie. Mais, manque de chance, le nouvel "Esprit", au moment même où il découvre la valeur unique, normative de la démocratie, jette le personnalisme par dessus bord. Aussi ce qu'il m'est arrivé d'écrire longuement sur ce sujet se trouve-t-il caricaturé en quelques lignes, et l'auteur se fait assassiner dans l'étroit sous-sol d'une note. On me contraint de proférer des sottises sur l'évangélisme de la démocratie alors que j'ai soigneusement

repéré et maintenu la différence des deux ordres, on m'attribue des naïvetés simplicissimes sur la transparente idylle que serait la vie d'une démocratie, alors que j'ai maintes fois souligné que le processus de démocratisation, création continue, inachevée, inachevable devait se poursuivre malgré et par le moyen de différences irréductibles, à travers d'inévitables contrariétés et de conflits souvent indénouables. Décidément, il faut payer cher la triste tare d'avoir eu raison avant l'heure fixée au cadran de l'intelligenza progressiste.

Devant tant d'incompréhension, la pédagogie s'appelle patience et il faut redire une fois encore que le personalisme et d'abord chez Mounier, n'a jamais été un système tout fait, déduit de la dogmatique chrétienne et apportant une réponse préétablie à tous les problèmes de l'homme et de la société. La personne est vérité, mais vérité paradoxale, à contre sens de toutes les grosses évidences objectives et subjectives, et appelant, parce qu'elle est provocatrice, une inlassable recherche. Loin d'être solution, la personne du personalisme est cette première vérité sans laquelle aucun problème concernant l'homme et les hommes ne saurait être seulement formulé. Si vous n'assurez votre point de départ, c'est peu de dire que vous n'arriverez pas, vous ne serez jamais parti. Votre prétendue modernité s'appelle piétinement.

Paul Ricœur paraît entrer, lui aussi, dans le jeu de cette chasse au personalisme, lui qui écrit, faisant écho au reste de la troupe que "le personalisme n'était pas assez compétitif pour gagner la bataille du concept" contre des Althusser et des Sartre. Enorme concession qui étonne de la part d'un esprit assez rigoureux pour savoir distinguer vraie et fausse rigueur. On passe sur l'humour d'un langage militaro-marchand, qui lu au second degré, est un clin d'œil. Mais Paul Ricœur qui lui est philosophe, et ne craint pas de grandement soupçonner les maîtres du soupçon, sait bien que la personne n'a jamais été un concept, et surtout pas un concept opératoire, utilisable dans les sciences humaines, mais qu'elle est une idée, dans le sens classique et au fond platonicien du mot. Idée plus éclairante que claire, qu'on ne peut récuser sans faire de l'homme un objet, le résultat de déterminismes entrecroisés, biologiques et sociaux, et sans s'exposer à dissoudre irréparablement l'humain dans l'homme.

Même lorsqu'il se laisse aller, pour se détendre, à des politesses mondaines, un philosophe reste philosophe, et le rebondissement sauveur était déjà annoncé dans le titre de Paul Ricœur "Meurt le personalisme, revient la personne". Si la référence à la personne est inéluctable et puisque "l'attitude" qui dénonce "l'intolérable" ne serait qu'état d'âme sentimental, ondoyant, subjectif, sans rigueur théorique si elle ne s'enracinait dans une vérité de l'homme, la preuve est faite que lorsque vous chassez le personalisme par la porte, il y aura toujours chez vous un philosophe pour lui ouvrir la fenêtre. Et si la personne revient c'est qu'elle n'était jamais partie, et que le personalisme est bien autre chose qu'un fait de culture, contingent et provisoire. Le prétendu fantôme résiste bien aux

contorsions des exorcismes, parce qu'il est l'âme même du haut lieu dont bon gré, mal gré, l'héritage vous tient.

UNE PEDAGOGIE POUR L'HOMME

Paul Thibaud croit avoir consommé le meurtre de ses pères et grand-pères, lorsqu'il reproche à ses anciens d'avoir, en leur triste temps, évité de se demander, "de quelle légitimité dans la culture moderne pouvaient se réclamer les interventions" de l'Eglise et des chrétiens. A l'insuffisance conceptuelle, s'ajoute la carence de modernité. Notre cas est pendable et il faut l'aggraver encore en donnant son congé à cette incroyable inversion de valeurs, qui fait d'une mode, vouée à être démodée demain, un critère de légitimité. On a bien compris : comme phénomène culturel, le personalisme était légitime dans les dernières années d'avant-guerre, et il suffirait de constater qu'il est passé de mode, ce qu'on accorde aisément, pour qu'il perde toute espèce de légitimité, fausse conséquence qu'il faut refuser avec intransigeance car il y va de l'esprit même d'"Esprit", titre glorieux, historique, et que Paul Thibaud n'aurait jamais eu l'idée de donner aujourd'hui à la revue, de peur de se compromettre avec un spiritualisme qui manque de légitimation dans la culture moderne. Si de directeur en directeur, de Mounier à Thibaud en passant par Béguin et Domenach, et à travers bien des vicissitudes, "Esprit" si discuté, si discutable, a maintenu sa présence dans la succession des générations, c'est que la revue est restée fidèle à un questionnement sur l'homme et qui se retrouve à travers même les congés signifiés à l'humanisme. Toujours la même superbe comédie : meurt l'humanisme, revient l'homme ; meurent les spiritualismes, revient l'esprit ; et comme il est personaliste votre antipersonnalisme ! Même lorsque vous faites vos dieux des modes et des modernités, vous les reprenez à votre compte sur un ton et avec un accent qui vient d'ailleurs que des modes et des modernités. Toi aussi tu es galiléen.

C'est qu'"Esprit" a une vocation qui lui colle à la peau et qui est pédagogique, dans le vrai et grand sens du mot comme Jean Lacroix a su si bien le dire à propos du personalisme. Eduquer et s'éduquer en éduquant telle est l'heureuse prétention et toujours à contre-temps de la revue. Et il n'est d'éducation que de personne à personne. Dans une telle fonction "Esprit" est irremplaçable ; d'où l'importance qu'a toujours eu pour la revue le problème de l'école. Les propositions de paix scolaire avancées par "Esprit" dès le lendemain de la Libération ont été prises en compte par toutes les commissions qui sous la IV^e République ont tenté de préparer une solution apaisante à l'irritante question des rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé. Et il ne serait que justice de reconnaître qu'une grande part de ces propositions est devenue institution dans l'actuelle législation contractuelle qu'on ne saurait abolir que par une régression vers la dualité et la guerre scolaires, l'une et l'autre dépassées par la convergence des mœurs et des lois. Mais le vrai problème de l'éducation est ailleurs dans le statut d'une école grandement menacée dans son esprit et ses structures, et surtout ce qui lui reste d'âme, par les idéologies

aujourd'hui au pouvoir.

Aussi pour conclure cette vue cavalière de l'ancien et du nouvel "Esprit", je voudrais dire l'intérêt du dernier n° d'"Esprit" en 82 (11-12), dont j'aime le titre "Enseigner quand même" qui, en trois mots, dit l'essentiel sur l'actuelle crise de l'école. Car tout se ligue pour empêcher les enseignants d'enseigner, sous prétexte d'une sorte d'éducation totale qui pourrait être un jour totalitaire et qui dès maintenant programme la mort de l'enseignement en tant que tel. Si accueillant qu'"Esprit" ait été moins à des pédagogies concrètes qu'à des systèmes pédagogiques qui se réclamaient de la mode et de la modernité, l'heure commence à sonner des inquiétudes, des mises en garde, des révisions, comme on s'en rend compte dans les pages les plus significatives d'un numéro dont on souhaite qu'il ait une suite à l'heure où le rapport Legrand, proposant une réforme radicale des collèves qui annonçant la fin de la classe et la mort du professeur changé en tuteur-animateur, provoque partout la stupeur et soulève des vagues de protestation que les syndicats progouvernementaux n'arrivent pas à endiguer.

Je reviendrai ici ou ailleurs sur ce sujet. Pour donner une idée des interrogations qu'une pédagogie personnaliste (comme on voudrait que l'expression soit tautologique) se devra d'opposer au déferlement actuel des pédagogies systématiques et idéologiques, il suffit de citer une formule parfaitement terroriste tirée des textes Legrand. Résister à une entreprise aussi progressiste que la très pédagogique réforme des collèves ne pourrait venir que de "convictions profondes des enseignants et des parents,

convictions héritées de siècles de conditionnement hiérarchique, religieux et politique". Ne pas reconnaître la personne dans le contradictoire, décréter que qui s'oppose est conditionné par les puissances du passé, c'est-à-dire du mal, c'est refuser d'avance ouverture et dialogue. Le contraire même d'une pédagogie de la personne.

Puisque nous tous, dans la postérité de Mounier, nous avons reçu la mission indéclinable et hérité des moyens les plus propres à déceler les atteintes et attentats dont est victime la personne, c'est que nous gardons chacun une conviction personnaliste. Mounier n'a pu faire l'œuvre qu'il a faite, et dans beaucoup de domaines bouleversant, que parce qu'il partait de l'absolu d'une conviction. Cette conviction ne saurait se figer en un modèle unique et exhaustif, mais il faut une conviction. Il n'est pas insignifiant que cette conviction ait été chez Mounier, chrétienne et catholique. Je crains que ce soit cet absolu de conviction qu'on tente de disqualifier dans un vertige de radicalité, contradictoire, infécond, appelé à se détruire lui-même. La vérité accessible à l'homme n'est jamais synthétique, globale, totalisée, ce n'est pas une grande merveille que d'avoir découvert cette Amérique dont les Christophe Colomb sont depuis longtemps connus et honorés. Mais un atome de certitude inébranlé, inébranlable, est la condition de toute entreprise de pensée et d'action. Si bien que ce numéro d'"Esprit" pourrait être un coup pour rien, et se résumer en peu de mots grâce à l'ironie socratique de Ricœur : la personne est morte, vive la personne !

Etienne BORNE

Vers la civilisation du microprocesseur et de la microélectronique

Sur ce thème, la Commission Féminine du Mouvement Européen a organisé le 11 décembre dernier à Paris, un Colloque suivi par plus de cinq cents participants.

Comme l'a rappelé Mme Janine Lansier, l'ordinateur est désormais entré dans notre vie quotidienne. L'objet du Colloque était d'examiner quelques-unes de ses principales répercussions - positives et négatives - dans tous les domaines : information, formation, enseignement, emploi, culture, etc...

Président de l'AFCEP et Membre du Club de Rome, M. Danzin souligna que l'évolution humaine, du langage articulé à l'ordinateur, est caractérisée par une explosion des communications ; informatique, télématique, robotique... à nous de les contrôler pour n'être pas des apprentis-sorciers !

MM. Camus, Directeur du Centre de Grenoble du C.N.E.T., Vignes, Professeur à l'Université Pierre et Marie Curie, Le Corre, Professeur à l'Université de Paris VII ainsi que Mmes Cazala, Responsable du service "formation" de l'Agence de l'Informatique, et Perdrillat, Présidente de l'Association pour le développement de l'informatique et des réseaux dans l'enseignement évoquèrent les différents aspects de la formation des utilisateurs comme des spécialistes, et l'enseignement assisté par ordinateur, lequel ne supprimera pas l'enseignement personnel mais le complètera utilement, en stimulant réflexion et imagination. Cependant que M. de Heulme, Professeur au

CHU Pitié-Salpêtrière, montrait l'intérêt et les limites de l'informatisation dans les professions de santé.

Il revenait au Professeur Leprince-Ringuet et à M. Riotte, de la Direction Générale des affaires industrielles à la Commission Européenne, d'insister sur le très grand défi posé à l'Europe, qui fut hier encore la pionnière des techniques de pointe, par le quasi-monopole électronique des U.S.A. et du Japon. Ne pas y répondre victorieusement serait aliéner notre indépendance technologique, notre indépendance tout court.

Et les femmes ? Elles sont concernées directement comme le prouvèrent de nombreuses questions dans la salle, tout particulièrement à l'échelon européen.

La grande interrogation que nous pose le microprocesseur est d'ordre culturel, voire spirituel : quelle âme aura demain la nouvelle civilisation ? C'est à quoi nous appelèrent à répondre positivement Mme Galloudec-Genuys, Professeur de Droit à l'informatique, MM. Nora, Chef du service de la télématique à la Direction Générale des Télécommunications, Moch, Délégué Général à la Fondation Frédéric Bull, et Danzin, dans leurs conclusions : même si l'univers poursuit sa mutation, l'homme reste et doit rester au centre de ses propres créations. A lui d'utiliser au mieux les outils perfectionnés qu'il a désormais à son service.

Que serait une société où tout serait prévu ?...

MAURICE THOREZ

PEINT

PAR SON FILS

Interview de Paul THOREZ
par François FEJTO

Né à Moscou en 1940, Paul Thorez est le fils de Maurice Thorez et de Jeannette Vermeersch. Il a passé une partie de son enfance et de son adolescence en Union Soviétique. Il ressemble étonnamment à son père, encore plus "fils du peuple" si possible, que lui. Le livre de témoignage qu'il vient de publier "Les enfants modèles" (1), a été salué par une critique unanime (sauf celle de L'Humanité) comme une peinture d'une justesse de ton exceptionnelle d'un milieu privilégié où les "Grands Ducs" - c'est ainsi qu'appelaient Elsa Triolet les trois fils de Thorez - étaient élevés. Paul Thorez a gardé le respect et l'amour de son père, mais il rejette catégoriquement l'idéologie communiste.

François Fejtö : Vous décrivez, dans votre livre, les vacances que vous avez passées dans le fameux Artek, ce camp modèle pour enfants modèles organisé sur le bord de la Mer Noire pour les progénitures des privilégiés du régime. Vous dites que vous vous y sentiez comme dans une sorte de Paradis qui préfigure la vie bienheureuse sous le communisme. Mais un jour des doutes vous ont assailli.

Paul Thorez : Les doutes sont venus plus tard, avec l'adolescence. Plus précisément en 1956. C'était l'année de mes seize ans, âge difficile où l'on essaye de penser par soi-même. En guise de cadeau d'anniversaire, j'ai eu droit au Rapport secret de Khrouchtchev, à l'Octobre polonais, à la Révolution hongroise et à son écrasement. C'est-à-dire que j'ai vu voler en éclat tout ce que j'avais adoré jusque là. C'est alors que j'ai commencé à m'apercevoir qu'il existait une autre Union Soviétique que celle que j'avais connue au camp de vacances Artek, îlot d'avenir radieux, une espèce de Californie offerte à l'élite communiste.

François Fejtö : En avez-vous parlé à votre père ?

Paul Thorez : Je n'ai pratiquement jamais discuté avec lui. En fait, mes frères et moi, nous le voyions très peu et nos sujets de conversation, quand nous le rencontrions, c'était nos études. C'était le latin que mon père commençait à apprendre à l'âge de 50 ans. C'était la musique, la peinture. Chaque fois qu'il en avait l'occasion, il nous emmenait faire des petits voyages quasi clandestins, en France, en Suisse, en Belgique ou en Angleterre, où nous visitions avec lui des églises, des cathédrales, des monuments. C'étaient des hauts lieux de la culture. Mon père nous a pris à témoin de la beauté des sites et des architectures, des proportions et de la richesse des détails de la sculpture romane et gothique. On ne connaît pas le nom des architectes et des sculpteurs qui ont construit ces chefs d'œuvres. Ce sont les produits d'une terre, nous disait-il, les œuvres du génie d'une nation. Il admirait la somme de travail anonyme que ces œuvres représentent.

François Fejtö : Donc le Maurice Thorez que vous admirez, est le Thorez autodidacte et homme de culture. Mais il était aussi le chef d'un contre-Etat, le chef d'un Etat clandestin, comme vous le dites, entouré d'un culte de

type stalinien. De cela, vous ne lui avez jamais parlé ?

Paul Thorez : Comme je viens de vous le dire, nous ne discutons jamais politique avec lui. Il était trop occupé par ses activités ; puis en 1950, quand j'avais dix ans, il était frappé d'hémiplégie. L'habitude était prise à la maison de le ménager. Il voulait avoir avec nous une vie familiale paisible, il avait envie d'être le père avec ses enfants. Il veillait à ce que nous fassions de bonnes études et que nous ayons de bonnes manières. Il voulait aussi nous communiquer son insatiable soif de connaissance, son admiration pour les créateurs. C'est avec Aragon, Picasso, Joliot Curie que mon père avait des relations privilégiées. Il était littéralement fasciné par Picasso. A cette époque une partie importante de l'élite intellectuelle française gravitait autour du P.C.F. Souvent il m'amenaient avec lui dans cette grande maison de Notre Dame de la Vie qui abritait les ateliers de Picasso dans le Midi. Ce n'était pas des visites protocolaires. Quant aux mesures de sécurité et au culte qui entourait Maurice Thorez, c'était les conditions de vie qui lui ont été faites par le Parti Communiste et auxquelles il devait se plier, lui le premier, et nous avec. Il y avait la fête de "l'Humanité" avec les gigantesques portraits et la façon dont on nous faisait passer dans la foule, les enfants de Maurice, exactement comme de petits princes, comme les princes d'Angleterre que les braves gens reconnaissent : "Tiens, le Prince Edward...".

François Fejtö : Quelle est la stature de votre père, si vous le comparez aux dirigeants communistes actuels ?

Paul Thorez : Pour moi, Thorez est un communiste historique comme Gramsci, comme Togliatti. Des gens comme on n'en fait plus. C'était des dirigeants de grands partis de masse et qui ont fait ces grands partis. Je crois que mon père reste dans la conscience collective des Français, un peu comme il apparaissait à la Libération ; je ne dis pas qu'ils se confondaient, mais il y avait De Gaulle et Thorez. Pour une partie importante des Français Maurice Thorez était un chef charismatique.

François Fejtö : Il me semble cependant que Thorez était flatté par les manifestations du culte de la personnalité dont il fut l'objet.

Paul Thorez : Je peux vous affirmer que certaines de ces manifestations l'agaçaient. Il était irrité par la manie des Russes de débaptiser des villes pour leur donner le nom d'un illustre personnage du régime. On a changé le nom de Nijni Novgorod en Gorki, de Perm en Molotov. Aussi le jour, où l'on a appris que la ville de Tchistiakovo dans le bassin du Donets allait s'appeler Thorez, mon père devait doucement rigoler dans sa tombe.

François Fejtö : Heureusement il y a eu des disgrâces qui permettaient à certaines villes, (par exemple à Vorochilovgrad ou à Molotov) de reprendre leur ancien nom...

Paul Thorez : Mon père était irrité par ces avatars, mais n'y voyait pas quelque chose de grave. Pour moi, ils

témoignent d'une espèce de paranoïa collective. C'est très grave, cette façon de bouleverser la géographie, néantiser gens et événements, cette prétention d'achever, de parachever l'histoire...

François Fejtö : Votre père parlait-il le russe ?

Paul Thorez : Il connaissait très bien le russe ; il le parlait avec un fort accent français. Il a commencé à l'apprendre dès avant la guerre ; pendant la guerre qu'il a passé comme vous le savez en Union Soviétique, il l'a perfectionné. Il lisait dans l'original non seulement Lénine, mais aussi les classiques de la littérature russe, Pouchkine, Tolstoï, Dostoïevski. Il parlait aussi l'allemand.

François Fejtö : Qu'est-ce que c'est ce jeu "gorotki" auquel vous avez joué avec les invités de Khrouchtchev, votre voisin ?

Paul Thorez : C'est un jeu dont s'amuse les Russes comme en France on s'amuse de la pétanque. Ce sont des bouts de bois dont on construit différentes figures et à distance on lance un autre bout de bois très vigoureusement pour faire tout voler en éclat. C'est un jeu d'adresse et de force. Un jour j'ai perdu contre le maréchal Joukov et Gomulka. En revanche, au jeu de boules j'ai gagné contre Gierk. C'était en été 1959. Nous passions nos vacances dans une maison près de celle des Khrouchtchev. On s'invitait de temps en temps, en voisins ; les Khrouchtchev nous offrait un dîner à la russe, et quand il venaient chez nous, il y avait un dîner à la française. Le Parti nous faisait parvenir de chez Fauchon (le meilleur traiteur français) des fromages et du vin.

François Fejtö : Comment avez-vous vu Khrouchtchev à cette époque, comment le voyez-vous maintenant ?

Paul Thorez : Khrouchtchev n'était pas comme les autres dirigeants soviétiques. Il était humain. Sa tragédie était de ne pas avoir compris qu'il ne peut pas y avoir de P.C. libéral. Il ne peut pas y avoir de communisme libéral comme le projettent les P.C. français et italien qui n'ont pas d'expérience du pouvoir. Partout où le régime communiste est installé, que ce soit en Tchécoslovaquie ou en Pologne, si le Parti perdait le contrôle du pouvoir, le régime sait qu'il serait perdu. Alors dès qu'il se sent menacé le pouvoir communiste proclame que les intérêts du socialisme sont en danger et il emploie la force pour restaurer et consolider sa dictature. Dans chacun des pays de l'Est, si l'on laissait les gens vivre comme ils l'entendent et élire le gouvernement de leur choix, il est évident que le régime communiste ne tiendrait pas un jour et s'effondrerait. C'est pourquoi je suis convaincu que se réclamer de l'euro-communisme, d'un communisme libéral et national, c'est la dernière tentative de sauvetage, la dernière illusion. Illusion qui risque de devenir une immense douleur pour ceux qui y croient sincèrement car il ne s'agit que d'une manipulation pure et simple de la part de chefs communistes qui, eux, savent vraiment de quoi il retourne.

(1) Ed. Le Lieu Commun, Paris 1982

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

La critique, les hommes et les œuvres - Une biographie du Père de Foucauld, par Marguerite Castillon du Perron - Les Avant-mémoires de Jean Delay - Eric Ollivier : L'orphelin de la mer - Les Nouvelles : Patrick Modiano, Roger Grenier, Daniel Boulanger - Jacques Laurent : Les Dimanches de Mademoiselle Beaunon.

La critique, a dit Jules Lemaitre, c'est l'art de jouir des livres". Mais comment s'y prendre ? Que de théories n'a-t-on pas édifiées sur ce très simple art de jouir ! Toute les doctrines, toutes les idéologies ont successivement déposé leurs résidus dans la critique littéraire . Nous avons connu, il y a quinze ans, la *nouvelle critique* ; elle se déclarait existentialiste, phénoménologique, thématique, marxiste, freudienne ; elle est morte et enterrée. Qui s'en souvient ? Mais la nouvelle critique au temps de Taine avait été déterministe et avec Renan, elle avait été relativiste, et avec Brunetière, évolutionniste, et positiviste avec Lanson et pragmatiste avec Alain et intuitionniste, au temps de Bergson, avec Thibaudet. La critique n'a jamais manqué de balançoires pour ses exercices de trapèze au-dessus de la piste du cirque des lettres. M. Bertrand Poirot-

Delpech vient de réunir et de publier une partie de ses *Feuilletons* (1) de ces dix dernières années. C'est l'occasion d'une promenade rétrospective à travers des livres dont beaucoup sont déjà oubliés mais c'est encore plus celle de nous interroger sur la critique, son utilité, sa fonction. M. Poirot-Delpech répond d'abord à certaines curiosités du grand public. Comment fait-on pour lire tant de livres ? Il explique comment on devient critique. Peut-être devient-on critique en commençant simplement par être écrivain. Les éditeurs, aujourd'hui, confondent souvent le critique avec un courtier de publicité ; les lecteurs attendent de lui des compte-rendus, qui les dispensent de lire les livres et leur permettent d'en parler dans les diners en ville. M. Lindon, éditeur de l'ancienne manière, s'étonnait un jour : "Tout le monde a

lu le dernier roman de Claude Simon, mais je n'en ai vendu que cinq cents exemplaires". Flaubert plaçait la critique au dernier rang de la littérature, après l'acrostiche et le bout rimé. Pour Barbey d'Aureville, le critique était dans son rez de chaussée une sorte de concierge de lettres. Pour Barrès, le critique, obligatoirement célibataire, devait faire sauter sur ses genoux les enfants des autres. Conçoit-on Faguet ou Lemaitre sous un autre aspect que celui de vieux garçons égoïstes et jouisseurs ? M. Poirot-Delpech a succédé au *Monde* à Emile Henriot et à Pierre-Henri Simon. Il a réintroduit dans la sérieuse maison de la rue des Italiens l'esthétisme, le dilettantisme, l'éclectisme que la critique de professeur et de moraliste de P.H. Simon en avait un temps éloigné. Il déplore comme Camus que la critique s'intéresse trop aux idées. Il nous dit, après avoir expliqué comment il fait pour lire sept livres par semaine, qu'il ne classe dans ses feuillets que des *sensations*. Foin des théories ! M. Poirot-Delpech pratique l'impressionnisme comme Jules Lemaitre ou Anatole France ou encore Thibaudet. Dans une république des lettres livrée à l'anarchie, il n'y a plus place pour une critique de jugement qui s'inspire de critères et qui propose des règles ; il n'y a plus place pour un critique qui serait aussi un juge. M. Poirot-Delpech se contente de promener à travers la littérature et d'installer en différents points de vue le miroir que le romancier, pour Stendhal, se devait de promener le long de la route de la vie. Il n'y recueille que des "reflets". C'est assez pour composer de ces effets de lumière un livre brillant, mais ce qui nous intéressera le plus, c'est sans doute, plutôt que l'objet réfléchi, le regard qui le capte et le projette sur la surface où nous ne saisissons de la réalité qu'une illusion. M. Poirot-Delpech écrit : "L'auteur, c'est secondaire ; l'œuvre seule importe". Ce qui n'est pas secondaire, dans ces *Feuillets*, c'est l'auteur, c'est M. Poirot-Delpech. Dans sa façon de choisir, de trier, de classer les œuvres des autres, il nous en apprend plus sur lui-même que sur ceux-là. "Le critique, disait Barbey d'Aureville, doit traverser le livre pour arriver à l'homme". De tous ces livres que M. Poirot-Delpech a traversés et dont il fait un joli feu de joie (joie de lire et surtout d'écrire !) il ne restera que des cendres, mais c'est le visage de l'incendiaire qui s'éclaire dans ces pages, c'est le style qui met le feu aux poudres. M. Poirot-Delpech nous rappelle que la critique, c'est non seulement un art de jouir, mais un art d'écrire.

"Qu'est ce qu'un bon critique ?", a demandé un jour M. Jacques Brenner et il répondait lui-même : "Un critique est bon ou mauvais comme tout écrivain selon qu'on prend ou non du plaisir à le lire". Il précisait qu'il n'y a entre le romancier et le critique que peu de différence : l'un s'inspire de choses vues, l'autre de choses lues. Sainte Beuve a écrit autour de ce sujet des lignes très intéressantes en tête de son chapitre sur Madame de Charrière dans ses *Portraits littéraires* : "Est-ce de la critique que nous faisons en esquissant ces portraits ? Il y a des personnes qui le croient et qui veulent bien nous plaindre de nous y absorber et de nous y dissiper... Pour nous, ce cadre où la critique n'intervient souvent que comme fort

secondaire n'est qu'une forme particulière pour produire nos propres sentiments sur le monde et la vie...". Que fait d'autre M. Poirot-Delpech ? Mais a-t-on assez reproché à Sainte-Beuve de ne s'intéresser dans les œuvres qu'aux hommes, de ne vouloir expliquer les œuvres que par les hommes. On connaît la querelle que Proust a cherchée à Sainte-Beuve. Le dernier tome paru de la *Correspondance* de Marcel Proust (2) dont nous suivons dans cette chronique la publication avec l'attention qu'elle mérite montre comment de cette querelle celui-ci a tiré toute son œuvre. La *Recherche du temps perdu* n'est à l'origine qu'une étude de critique sur la méthode de Sainte-Beuve. Proust écrivait à Valette en août 1909 : "Je termine un livre qui malgré son titre provisoire, *Contre Sainte-Beuve*, est un véritable roman". Sainte-Beuve logeait dans le cadre d'un portrait une "nouvelle à un personnage" ; Proust a logé, lui, toute une chronique sur la société de son temps dans un article de critique. La méthode n'est-elle pas la même dans les deux cas ? Proust, cependant, se fâche contre Sainte-Beuve de n'avoir pas compris qu'"un livre est le produit d'un autre moi que celui que nous manifestons dans nos habitudes, dans la société, dans nos vies". En étudiant l'homme, on passerait à côté de l'œuvre qui seule nous révélerait pourtant son auteur. Mais Sainte-Beuve a répondu d'avance à Proust dans une lettre à Taine : "Vous croyez que les hommes sont tels qu'ils se disent... Si vous concluez de l'écrit à l'homme, prenez garde !" Sainte-Beuve ne voulait pas se laisser duper par l'œuvre, ce n'était pas pour se laisser duper par l'homme. En réalité, il n'enquêtait sur la vie des auteurs que pour tourner leur œuvre, s'y insinuer à la faveur d'une faille. Il cherchait dans l'homme ce qui le trahissait. En pénétrant dans l'œuvre, il pouvait alors remonter au moi profond, le révéler. Il avait éclairé l'œuvre par la vie mais vérifiait la vie par l'œuvre. C'est ce que Proust dans son malencontreux *Contre Sainte-Beuve*, n'a pas compris.

M. Jean Favier ouvre dans son *Villon* (3) une autre fenêtre sur ce sujet. Il a choisi d'écrire un livre sur un auteur dont on ne sait à peu près rien, sinon qu'il est apparu en 1449 dans le registre de la Nation de France de la Faculté des arts et qu'il disparaît en 1463 après avoir été condamné à être pendu. *Qui est Villon ?* s'interroge M. Favier. Une belle âme de poète ? Un pâle voyou ? Reste une œuvre. Mais comment y trouver trace de celui qui n'en a laissé aucune ? M. Favier tourne la difficulté en allant dans cette œuvre à la recherche, non de Villon lui-même, mais de la société de son temps. "Nul ne pourrait comprendre l'Italie de 1820, écrit-il, sans interroger Stendhal et le Paris de 1830 sans lire Balzac". Villon est, comme Stendhal et Balzac, un *témoin*. Chartiste, historien, spécialiste du XV^{ème} siècle, connu du grand public par une remarquable *Histoire de la guerre de cent ans*, M. Favier s'intéresse à travers le *Testament* et les *Lais*, aux inventaires après décès et aux mercuriales. "Est-ce qu'on croit que je m'intéresse au prix des pommes de terre ?" s'écria un jour Chateaubriand du haut de la tribune de la chambre des pairs. M. Favier ne craint pas de s'intéresser au prix du poireau sur le carreau

des Saints Innocents. Mais il n'y a pas dans son livre qu'une description minutieuse et précise de la vie quotidienne des parisiens au XV^{ème} siècle. Ce livre d'histoire est le livre d'un écrivain sur un écrivain. M. Favier y retrouve Villon au milieu de la foule anonyme, il le plonge dans son temps mais il l'en retire pour le mettre à sa place dans une lumière d'éternité qui, sous cette plume *magistrale*, a le mérite de n'être pas abstraite.

Mme Régine Pernoud a écrit dans la même perspective la biographie de *Christine de Pisan* (4). C'est, autour du visage de la charmante veuve éplorée, tout le XV^{ème} siècle qui se lève. Christine de Pisan a porté sa vie durant le deuil de son mari mais aussi celui de la France. Lire cette œuvre comme l'a fait Mme Régine Pernoud, c'est nous introduire à la connaissance d'une époque où la France en effet aurait pu cesser d'être la France qu'elle n'était pas encore tout à fait. On sait le rôle d'Isabeau de Bavière dans cette entreprise de défrancisation. Mme Régine Pernoud, en féministe, est indulgente pour la femme de Charles VI ; elle est sévère, en revanche, pour les intellectuels et la Sorbonne. On a vu au XV^{ème} siècle une anticipation de la république des professeurs comme on a vu apparaître, dans le même temps, à la faveur du terrorisme cabochien, une démocratie parisienne où toutes les places, y compris celles des juges, sont données par l'élection. Le boucher Caboché a passé très vite la main au bourreau Capeluche. La leçon de cette expérience, il est bon qu'un historien nous la rappelle. Mais c'est en projetant sur l'époque que M. Jean Favier nous a appris à connaître, le regard tendre et humide de Christine de Pisan. L'Histoire nous ramène à l'œuvre et l'œuvre à l'auteur, derrière lequel se montre, avec ses théories, Mme Régine Pernoud elle-même, personnage tout aussi intéressant que Christine de Pisan, lorsqu'elle accuse la Révolution Française et le Code Napoléon d'avoir réduit les femmes en esclavage et quand elle date la décadence du pouvoir féminin de la fin du roman courtois.

*
* *

Nous avons entretenu récemment nos lecteurs de la correspondance et des journaux inédits de Lyautey, réunis et présentés par M. André le Révérend. Il posait cette question à propos du maréchal : "Qui fut-il ? Un guerrier, un diplomate, un homme politique ou un artiste... ?" On pourrait poser à un mot près la même question sur Charles de Foucauld après avoir lu la très remarquable et passionnante biographie de Mme Marguerite Castillon du Perron (5). Fut-il un guerrier, un diplomate, un politique... ou un saint ?

Mme Castillon du Perron a partagé pendant dix ans l'intimité spirituelle du père de Foucauld jusqu'à aller cohabiter en esprit avec lui dans le plus désolé de ses ermitages du Hoggar, sur le sommet du mont Asseken. Pourtant, elle nous prévient qu'elle n'a pas voulu écrire une hagiographie. La vie de Guy de Fontgalland qu'on lui faisait lire, petite fille, l'ennuyait prodigieusement, et ce n'était pas Blandine livrée aux lions qui l'intéressait, mais Blandine rompant ses fiançailles. Peut-être a-t-elle

été attirée d'abord dans Charles de Foucauld par le jeune officier de cavalerie qui était de très bonne famille, et qui faisait la fête en dilapidant des millions. Comment celui qui a été mis en non-activité pour indiscipline et inconduite notoire, est-il devenu un saint ? Mme Castillon du Perron a suivi Charles de Foucauld dans son cheminement intérieur, mais elle nous dit que si l'on en sait beaucoup trop sur les scandales de sa vie, on en sait beaucoup moins sur les rencontres, les amitiés, l'amour peut-être qui l'ont conduit vers Dieu et par discrétion, sans doute, elle ne nous livre aucun secret. Il reste qu'un beau jour, Charles de Foucauld revenu du désert où, avant de découvrir Dieu, il a découvert sa contre-figure qui est le Néant, va se plonger dans la lecture des *Élévations sur les mystères* de Bossuet que sa cousine Marie de Bondy lui a offert pour sa première communion et il veut être instruit sur le catholicisme et il réclame un professeur de religion et il va frapper à la porte de l'abbé Huvelin. Or, celui-ci a commencé par lui dire : "Agenouillez-vous et confessez-vous". Ce sont les mêmes paroles qu'un autre prêtre adressera un jour à Julien Green lors de son retour vers Dieu. La confession faite, l'abbé Huvelin continua : "Etes-vous à jeun ?". Sur la réponse affirmative de Charles de Foucauld, il l'envoya illico à la Table Sainte. Le tour, si j'ose dire, était joué. Charles de Foucauld était désormais rentré dans le giron de l'Eglise catholique, mais sans que nous ayions pu nous en douter, il était déjà un saint. Mme Castillon du Perron a hâté la présentation du père de Foucauld à Dieu. Elle nous a précipités dans la sainteté de son héros en coupant court à toute explication ou préparation inutile, de la même façon cavalière que l'abbé Huvelin en a usé avec lui.

Charles de Foucauld ne fut-il qu'un saint ? Peut-être est-il trop tôt pour poser la question puisque l'Eglise n'en a pas fait encore même un bienheureux. Il se montrait si excessif dans son imitation de Jésus Christ, il voulait à ce point raffiner sur la sévérité de la Règle de la Trappe que ses supérieurs s'en alarmèrent, qu'ils hésiteront toujours à lui confier des âmes, de crainte qu'il ne les décourageât, qu'ils mettront tous les obstacles imaginables à la réalisation de son impossible rêve : fonder un ordre. Le sage abbé Huvelin avait pressenti que le mouvement vers l'infini qui l'emportait, tendait à le séparer des autres, qu'il n'était pas fait en tout cas pour la vie communautaire. Enfant déjà, il était tel : soulevé par le désir, incapable de résister à un appel, inapte à l'obéissance. Mme Castillon du Perron a noté qu'il lui fallait tout, les chevaux, les banquets, les femmes ; il lui faudra Dieu. De la Trappe de Notre-Dame des Neiges au monastère des Clarisses à Nazareth (c'est là, peut-être, qu'il nous touche le plus), à Akbès aux confins de l'Algérie et du Maroc, puis à l'autre bout du Sahara, à Tamarasset, mais se tournant encore vers le Maroc et toujours prêt à repartir, Mme Castillon du Perron le suit d'étapes en étapes, j'allais dire d'aventures en aventures, le long d'une route spirituelle dont le moins qu'on puisse dire est, pour un observateur du dehors, qu'elle ne va pas droit au but. Pieuse hagiographie, la vie du Père de Foucauld ? Elle ne

pouvait être qu'un roman-feuilleton à épisodes, et bien sûr à rebondissements, sinon à retournements.

Mais il y a une constante dans la vie de ce fou de Dieu dont Dieu n'a pas été toujours la fin et le tout : la vocation militaire. Mis en disponibilité de l'armée, il reste, en marge de l'institution, un soldat. Il est dans toute l'acception du terme, qu'on ne comprendra bientôt plus, un *officier d'Afrique*. Comme Lyautey qu'il ne rencontre qu'à deux ou trois reprises et qui lui trouve pour un ascète un bon coup de fourchette, il est non seulement un guerrier, mais un politique et un diplomate. Mgr Guérin, l'évêque du Sahara, lui écrivait : "Il me paraît que le Bon Dieu par tout votre passé militaire vous a destiné à une mission". Cette mission est une mission de conversion chrétienne, mais aussi de colonisation française de l'Afrique musulmane. Foucauld est arrivé au Hoggar sur les pas de la colonne Laperrine en auxiliaire spirituel. L'intendance suivait ! Resté seul pendant la grande guerre dans le désert, il pourra par sa présence prestigieuse, avec quelques petites adresses de chancellerie, maintenir l'ordre sur un territoire immense. Il ne faut pas mésestimer le rôle politique, diplomatique, voire militaire de cet homme, saint de surcroît, que Mme Castillon du Perron compare à juste titre à un Templier. Avec la Sainteté en plus que la III^{ème} République n'était pas en droit d'exiger de ses bâtisseurs d'un très provisoire empire, il aurait pu réussir là où les autres échouèrent.

La vie du Père de Foucauld est présentée par la biographe de la princesse Mathilde et de Louis-Philippe, dressée à pénétrer toutes les psychologies, comme un roman d'aventures vécues ou possibles. Elle se prolonge dans le ciel où nous ne pouvons entrer, mais aussi dans une histoire de France qui aurait pu être et d'où nous avons été éconduits. Ce n'est pas un de ses moindres mérites que de dessiner autour de la figure de ce moine-soldat d'un autre âge, cette frange et cette auréole de rêve.

*
* *

Villon a été pour M. Jean Favier l'occasion de brosser un tableau de Paris au XV^{ème} siècle. Paris au XVIII^{ème} siècle fournit à M. Jean Delay la toile de fond sur laquelle il a enlevé de main de maître le portrait de son aïeule Madeleine Fauconnier (6). De cette aïeule qu'il appelle la Fauconnier, il a reconstitué l'existence en fouillant les minutiers notariaux de la Ville et en établissant la généalogie de sa famille maternelle dont il a commencé d'écrire l'histoire dans deux premiers volumes déjà parus et dont il annonce la suite.

Où allons-nous ? Peu importe, mais ce qui est passionnant, c'est de savoir d'où nous venons. Les idéologies individualistes modernes ont aboli l'héritage, la mémoire familiale et même la mémoire nationale. L'éducation des petits Français a réussi, ce qui, déjà, indignait un Guizot et un Fustel de Coulanges, à dresser une nation entière contre elle-même en lui faisant ignorer et haïr son passé. Les Français d'aujourd'hui imbus de ce qu'ils sont, détestent la France de leurs pères et donc leurs pères eux-

mêmes, jugés sans doute trop bêtes d'avoir pu vivre dans un pays aussi odieux. Il n'y a pas d'exemple dans le monde d'une pareille auto-détestation nationale. Les Français ne s'aiment pas. Remonter à ses sources comme l'a entrepris M. Jean Delay, apprendre au contact de la réalité quotidienne conservée dans les archives, les mémoires, les correspondances privées, comment ont vécu nos ancêtres est le meilleur moyen de rétablir la continuité de notre histoire, mais aussi de nous rendre à notre propre vérité en nous rappelant et en nous faisant aimer ceux qui ont réussi à travers les embûches, à constituer, à conserver et à accroître l'héritage. Nous ne sommes que des héritiers. Le mendiant, lui-même, au coin de sa borne, devrait en être convaincu.

Cet héritage est fait de multiples apports et de traditions parfois opposées. Un exemple en est celui qui est fourni par M. Jean Delay avec son aïeule. Madeleine Fauconnier était la fille d'un maître perruquier du quartier Saint Sulpice ; elle baignait par cette origine dans le milieu de moyenne et ancienne bourgeoisie parisienne de négoce, de basoche et d'artisanat. Mais orpheline de bonne heure, elle a été légalement émancipée, elle a volé de ses propres ailes et elle s'est lancée dans la haute galanterie. Elle est devenue la maîtresse du duc de Gramont et en a eu une fille naturelle qui a porté le nom de Gramont. Une greffe sur un autre milieu a produit, malgré le classique phénomène du rejet, d'heureuses conséquences qui font que M. Jean Delay est à la fois le descendant de petits bourgeois parisiens de vieille souche et de la puissante et antique lignée souveraine de Bidache en Béarn. Le fait est-il exceptionnel ? Point du tout. Louis XV n'était-il pas l'arrière petit-fils d'un notaire ? Nous avons chacun de nous à la hauteur du X^{ème} siècle douze millions d'ancêtres, la France comptait à cette époque douze millions d'habitants, faites le compte : nous avons tous les mêmes ancêtres et nous sommes tous parents. *Le roi n'est pas mon cousin*, comme on dit dans la chanson... Allons donc ! Le roi de France, authentique descendant d'un boucher de Lutèce, est du même sang que le clochard de la Maub. Voilà qui, en projetant une lueur dans les profondeurs d'où nous sortons, pourrait contribuer à expliquer notre histoire et, en tout cas, à en dégager les solidarités.

L'intérêt du livre de M. Jean Delay est de nous aider à mieux nous comprendre ; c'est à la faveur d'une promenade aussi divertissante qu'instructive à travers les diverses sociétés parisiennes, aristocratie, magistrature, finance, petite bourgeoisie, entre lesquelles la galanterie et la littérature jettent des ponts quand il en est besoin. Madeleine Fauconnier, après avoir été la bonne amie du duc de Gramont, est devenue celle de l'écrivain Palissot et sa fille Cécile dont le contrat de mariage est orné des signatures de toutes les classes sociales a épousé un garçon de bonne bourgeoisie que l'achat d'une charge a anobli à la veille de la Révolution et qui aurait pu sans le "changement" de 89 et les mauvaises affaires qui s'en sont suivies pour la majorité laborieuse de l'époque, devenir fermier général. Voltaire, Rousseau, Marivaux, Madame de Pompadour, beaucoup de figures histori-

ques ou célèbres se mêlent dans ces pages à tout un petit monde anonyme. D'André Fauconnier, maître perruquier de la rue des Quatre-Vents en 1723 à Louis XVI, qui apparaît à la fin du siècle et du livre à l'occasion de la représentation du *Mariage de Figaro*, M. Jean Delay a déroulé l'histoire d'une société sans discontinuité et sans faille dont les acteurs sont, entre eux, étonnamment solidaires et qui mieux est, familiers. Ce faisant, il a œuvré, si la tâche n'est pas vaine, pour l'amitié française.

*
* *

Parce que M. Eric Ollivier a eu vingt ans en 1950, parce qu'il a été l'ami de Roger Nimier et de Stephen Hecquet, parce qu'il s'est fait remarquer tout de suite dans les cafés littéraires par l'air hautain et le style pète-sec du demi-solde, on l'a enrôlé dans la classe de démobilisation des hussards de l'après-guerre. On écrit encore aujourd'hui dans une notice du *Monde* à l'occasion du couronnement de son dernier livre, *L'Orphelin de la mer* (7) par le jury Interallié qu'il promène dans les rues de Saint Germain des Prés une silhouette d'officier de cavalerie farouche.

Je n'y ai jamais rencontré pour ma part ce cavalier que juché sur une haute bicyclette noire de pasteur hollandais. Mais ainsi est-on étiqueté et répertorié dans les fichiers à tout usage de la critique paresseuse. Or, M. Eric Ollivier est inclassable. Il a été le secrétaire de François Mauriac, mais une inclination atavique pour les cultes solaires du paganisme, un certain panthéisme tellurique le rapprocherait plutôt de M. Louis Pauwels et de ce qu'il est convenu d'appeler la nouvelle droite. Il est anarchiste, mais passionné pour l'ordre et il ne craint pas de se dire, après Georges Pompidou, tout simplement et fièrement conservateur. Il a déchiré depuis longtemps ses papiers d'identité pour échapper aux investigations et aux indiscretions, mais un jour d'émeute il s'est rangé, il s'est déclaré du côté des casques et des sabres. Il a répudié les héritages familiaux et le voilà dans *L'Orphelin de la mer* qui est parti en enfant perdu, tel le héros de *Sans Famille*, à la recherche de ses origines. Comment résoudre ces contradictions, mais comment aussi prendre sa place en inclassable dans le chapitre de la littérature réservé aux originaux, aux fuyards du monde, aux briseurs de conventions - ils sont légion (ô paradoxe pour un solitaire que de s'y retrouver en nombreuse et agréable compagnie !), c'est ce que *L'Orphelin de la mer* intervenant au bon moment d'une carrière d'écrivain maudit consacré, montre et explique.

M. Eric Ollivier a été déposé par une vieille race marine sur des rochers de bout du monde dans une de ces nuits de tempête où éclosent les œufs de cormoran et il n'a pris terre momentanément que pour s'élançer dans de nouvelles courses vers les archipels de rêve qui restent les seuls dans un univers maintenant entièrement visité à pouvoir être encore explorés. C'est assez dire que ce soi-disant cavalier n'enfourche que les vagues et les chimères. Il a une jolie formule. Au lieu d'écrire qu'il remonte vers ses sources, il dit : "Je regarde mes sillages".

L'Orphelin de mer est un livre où, dans la nuit des limbes qui a précédé la naissance de M. Eric Ollivier (il est né nous dit-il, à quatorze ans en 1940 dans une ville consumée par l'incendie) s'ouvrent de longues traînées de lumière presque surnaturelle. C'est, aussi bien, vers un pays magique antérieur à toute naissance qu'il ramène d'une main fraternelle et j'allais dire paternelle, l'enfant trouvé au milieu des ruines. Le pays magique, c'est la Bretagne féérique d'avant le monde moderne mais c'est aussi, dans le décor d'un monde aboli, la Bretagne véridique et c'est tout *naturellement* qu'y apparaissent les fantômes du père et de la mère. *L'Orphelin de la mer* permet à son auteur de renouer avec sa parenté, de rentrer au port, de retrouver sa vérité, mais dans une atmosphère où le réel prend la forme de la légende.

M. Eric Ollivier a donné à son père dans ces souvenirs d'en deçà de la vie le nom du Roi Arthur. C'est sans doute pour mieux nous faire comprendre qu'il nous introduit dans un royaume, qu'il nous initie à des us et coutumes, qu'il nous prodigue des leçons dont l'authenticité ne peut s'accommoder de tout ce qui, dans le monde actuel, est truqué et faux. *L'Orphelin de la mer* a pour sous-titre les *Mémoires de Monsieur Non*. Le "oui" qu'on y entend et qui scelle les retrouvailles d'un enfant rebelle avec sa lignée, n'est donné qu'aux vraies valeurs que notre monde méconnaît ou refuse. Qu'il ait été signalé par un prix de caractère commercial et par un jury en grande partie composé de journalistes attentifs par profession à l'éphémère et au frelaté, est un événement.

*
* *

La nouvelle est un genre littéraire désuet : il fleure un XIX^{ème} siècle d'herbier fané ; il date d'une époque où l'on avait du temps à perdre pour écrire comme pour lire et où un romancier pouvait s'y adonner comme un peintre de commandes officielles à l'aquarelle ou une dame d'œuvres au piano. La nouvelle, aujourd'hui, dans un siècle obsédé par la rapidité de la vie et la recherche de l'efficacité n'a pas bonne réputation. L'éditeur hésite à présenter sous ses couvertures alléchantes ce qu'il estime n'être que de trop minces rogatons ; le lecteur qui en veut pour son argent et qui a les yeux souvent plus gros que le ventre est avide surtout de la grosse soupe des romans, mais il s'aperçoit parfois qu'il y a dans cette soupe plus d'eau claire que de légumes nourrissants ; de toutes façons, il n'a plus le goût assez affiné pour apprécier la saveur de la nouvelle.

M. Patrick Modiano que quelques romans qu'en d'autres temps moins truqueurs, on eut simplement baptisés *nouvelles* parce qu'ils étaient *faits de rien*, vient de publier nonobstant la défaveur du genre, un livre que l'éditeur présente sans étiquette pour ne pas éloigner le lecteur mais qui est composé de chapitres indépendants les uns des autres dont chacun constitue une nouvelle. Si chacun de ces chapitres évoquant une rencontre, un souvenir, un moment de la jeunesse du narrateur, offre, un peu jauni, un peu flou, un instantané de la mémoire, il doit cependant se placer pour être apprécié dans un

mouvement d'ensemble, une coloration générale où réapparaissent les personnages caractéristiques de l'œuvre de M. Modiano, enfants perdus, eux aussi, comme le personnage de *l'Orphelin de la mer*, mais qui n'ont pas la chance de pouvoir renouer avec une lignée familiale ; ils cherchent en vain à se fabriquer les faux papiers d'une identité à jamais irrécupérable. M. Modiano nous conduit ainsi dans *De si braves garçons* (9) dans un collège élégant de la banlieue parisienne au milieu de nomades de luxes, "enfants du hasard et de nulle part", M. Modiano précise, ce qui est important, "à la recherche des bienfaits d'une discipline et du réconfort d'une patrie". Mais ces enfants de nulle part ne sont sortis du collège qu'à l'état de fantômes et ce sont des ombres que M. Modiano poursuit, vingt ans après, dans les beaux quartiers entre la piscine Molitor et la place Trocadéro, sous la neige et dans le crépuscule. Il s'élève de ces pages en demie-teinte la petite musique mélancolique à laquelle les lecteurs de M. Modiano, depuis la *Place d'Etoile* et la *Ronde de nuit* jusqu'à *Une Jeunesse*, n'ont cessé d'être sensibles.

C'est la même petite musique qui s'élève d'un autre recueil de nouvelles, la *Fiancée de Fragonard* dont l'auteur, celui là, ne craignant pas de s'affirmer en spécialiste du genre, est M. Roger Grenier (9). Chez M. Modiano, on trouve une certaine inspiration, une certaine sensibilité frileuse aux intempéries de la vie qui n'est pas sans rappeler l'Alphonse Daudet des *Rois en exil* et de *Jack*. Chez M. Roger Grenier, on ne trouve de parenté qu'avec le Flaubert de *l'Education sentimentale*. Le temps passe sans qu'on s'en aperçoive ; le coucher du soleil a les mêmes couleurs que le lever ; quelques jalons sont posés sur la pente toute unie qui incline entre le matin et le soir chaque destinée particulière vers le néant ; ils peuvent être empruntés à une histoire commune, celle par exemple de mai 68 comme dans une nouvelle, *L'automne en mai*, où les vieux *anars* de la tradition libertaire de Sébastien Faure se réunissent pour leur gala annuel le soir même où les étudiants anarchistes de la nouvelle vague font flamber le Quartier latin ou comme dans d'autres recueils précédents, la Résistance ou la Libération qui illuminent de leurs feux de joie la jeunesse obscure et timide de M. Roger Grenier. *La Fiancée de Fragonard*, dernière nouvelle de ce recueil, en est le fleuron ; c'est une quête de la mort à travers les cimetières parisiens, de Passy où se trouve la tombe de Marie Bashkirtseff avec ses meubles de rotin de ville d'eaux des bords de la mer Noire à Picpus où sont enterrés les guillotins de la Terreur, nobles et petit peuple mélangés, et à Saint Germain de Charonne où Robert Brasillach dort son dernier sommeil aux côtés de la statue du secrétaire en tricorne de Robespierre qu'il nous a fait connaître dans *les Sept couleurs*.

Le troisième recueil de nouvelles que la fortune a mis sur mon bureau est *Table d'hôte* de M. Daniel Boulanger (10). Si l'on s'obstine à chercher des parentés littéraires à des auteurs qui sont assez grands garçons pour s'en passer, ce serait pour M. Boulanger du côté de Max Jacob et de Paul-Jean Toulet. Le menu de *Table d'hôte*

est certes varié mais on y trouve une dominante de saveur un peu acide et relevée d'ironie sous une nappe chaude de tendresse et l'on y reconnaît le savoir-faire des petits maîtres, sans que ce mot ait rien de restrictif et encore moins de péjoratif, d'une certaine littérature où ce qui a toujours compté, c'est le croustillant de la pâte et le zeste d'observation piquante. M. Boulanger brasse cet ensemble de nouvelles avec la dextérité qu'on lui connaît et ce clin d'œil qui éclaire toutes ses entreprises d'une lueur malicieuse.

*
* *

M. Jacques Laurent nous a entraînés dans son avant dernier roman *Les sous-ensembles flous*, à la suite d'un certain Paul Bache dans un nouveau *Tour du monde en quatre vingt jours* ; c'était une course contre la montre mais aussi contre la mort et Paul Bache, contrairement à Philéas Fogg, perdait son pari. Le dernier roman de M. Jacques Laurent, *Les Dimanches de Mademoiselle Beaunon* (11), nous fait pénétrer après la mort de Paul Bache dans l'intimité de l'une de ses admiratrices qui était aussi sa secrétaire. On peut lire ce roman sans avoir lu le précédent. Paul Bache ne fait qu'y projeter son ombre et si celle-ci semble obséder mademoiselle Beaunon, le lecteur peut très bien ne pas en tenir compte, il se bornera à suivre la secrétaire de direction esseulée dans ses promenades dominicales qui lui réserveront bien des surprises.

Employée modèle, vieille fille irréprochable comme on en rencontre encore quelques-unes dans les romans de l'époque naturaliste, du côté de Céard ou de Hennique, mademoiselle Beaunon se révèle dès son premier dimanche consacré à une visite du musée Rodin, une Germinie Lacerteux d'un degré plus élevé certes que celui de l'héroïne des goncourt, avec plus d'instruction, mais la même double vie. Mademoiselle Beaunon drague les hommes seuls autour des statues et les réflexions échangées sur l'esthétique des corps de pierre constituent l'introduction à des jeux érotiques de fin d'après-midi dans des hôtels discrets. M. Jacques Laurent y déploie toute son imagination qu'il a fertile, avec un souvenir de perversité lycéenne. Fils bâtard de *Thomas l'Imposteur* et de *l'Espiègle Lily*, comme il s'est appelé un jour, ayant pressenti en lisant précocement sur son pot de chambre *Un bon petit diable* et *Le Général Dourakine* les mystères de la sexualité, il n'a jamais fait que répercuter dans tout ce qu'il a écrit, de *Caroline chérie* aux *Bêtises de Cambrai*, les émois de son enfance. *Les dimanches de mademoiselle Beaunon* en sont tout frémissants. Mais bien d'autres sujets sollicitent l'esprit universellement curieux de la demoiselle. Il y a dans cette Germinie Lacerteux de classe supérieure une graine d'Andrée Hacquabaut et elle aurait pu figurer honorablement dans la galerie des *Jeunes Filles* de Montherlant. M. Jacques Laurent la confronte au cours d'intermèdes culturels à quelques grands problèmes éternels ou contemporains : l'âme, le beau, le contexte, l'abstraction, l'incommunication, Dieu, le sexe, la politique. C'est sa manière de conduire mademoiselle Beaunon au confessionnal.

M. Jacques Laurent, dans ce rôle de confesseur, en vient à poser au terme d'excursions zigzagantes où le libertinage se mêle à l'émotion, "la question de vie ou de mort" à laquelle la destinée de mademoiselle Beaunon devait finir par être amenée. C'est encore un de ces problèmes-devinette dont, depuis le temps où chaque jeudi il lisait *Benjamin*, M. Jacques Laurent a toujours eu le goût. Celui-là n'est pas résolu, mais il n'est pas éludé et il est envisagé avec gravité. Sous la légèreté du propos, on percevra à la dernière ligne d'un roman qu'il faut lire attentivement, une signification. Paul Bache s'est lancé autour du monde dans une course contre le temps et il est mort; mademoiselle Beaunon fait par la plume de M. Jacques Laurent ce simple commentaire en forme de morale: "Se précipiter est une erreur". Lenteur, nonchalance, réflexion ne sont-ils pas les éléments nécessaires à tout art de savoir vivre?

Philippe SENART.

(1) (6) (8) (9) (10) Gallimard.

(2) Plon.

(3) Fayard.

(4) Calmann Lévy.

(5) (11) Grasset (Prix Chateaubriand)

(7) Denoël.

LIVRES SIGNALES :

- chez Fayard : *Journal d'un Auvergnat de Paris*, par Roger Girard, amusante lecture en forme de chronique du journal *L'Auvergnat de Paris* de 1802 à 1906. Il y aura une suite.
- chez Gallimard : *Les Souvenirs* de M. André Beucler, de Saint Pétersbourg à Saint Germain des Prés (tome II). J'ai consacré une partie de ma chronique de "France Forum" de février-mars 1981 au tome I.
- aux éditions du Quai à Marseille: *L'île Blanche* de Nicole Ciravegna, roman historico-regionaliste.
- chez Balland : *Quand dimanche était jour de fête*, charmante et érudite promenade à travers un passé festif comme on ne peut plus l'imaginer (rien de plus triste aujourd'hui que le Jour du Seigneur !) par notre ami et collaborateur Jean-François Barrielle.
- chez Flammarion-Arthaud : la réédition de *Paris au XVIII^{ème} siècle* de Pierre Gaxotte dont la lecture est à conseiller, en accompagnement du livre de M. Jean Delay auquel il fournit les illustrations.
- chez Plon : les *Mémoires* de M. Edgar Faure où M. Alain Peyrefitte a relevé dans un article du Monde des portraits dignes de la plume de Saint Simon. Il faudra comme on dit, "aller y voir". Je parlerai donc de ce livre dans ma prochaine chronique.
- à Edisud (la Calade . Aix en provence) une intéressante *Histoire de Nîmes*, œuvre collective de savants professeurs sous la direction de M. Raymond Huard, maître assistant à l'université Paul Valéry où il manque seule-

ment un minimum d'appareil critique pour pouvoir se référer aux sources (mais l'ouvrage est de seconde main) et où l'on déplore que les aspects artistiques soient négligés ; pas un mot de la céramique nîmoise pourtant prospère au XVII^{ème} siècle ni du peintre Sigallon dont les parisiens ont pu récemment admirer les tableaux au Grand Palais.

- à la Table Ronde : un passionnant ouvrage de Paul et Pierrette Girault de Coursac, *Enquête sur le procès de Louis XVI*. Il est commun d'incriminer la faiblesse de Louis XVI à l'occasion du déroulement de la révolution et du cours imprévu qu'elle a pris sous l'action de la minorité jacobine à partir de 1791. M. et Mme Girault de Coursac ont déjà consacré à "Louis le dernier" une étude où ils ont montré, documents à l'appui, que ce roi qu'on dit borné était intelligent et instruit. Ici, ils soutiennent, toujours en s'appuyant sur des dossiers impressionnants, que Louis XVI a voulu être le Roi de la Révolution légale, qu'il n'a jamais exercé le droit de véto que contre l'inconstitutionnalité des décrets de l'assemblée, qu'après s'être opposé à la guerre, il a, avec ses ministres, organisé dans le grand désordre de l'armée, la victoire, qu'entre les aristocrates et les jacobins il a voulu être la première figure de ce *centre* dont la France est toujours à la recherche. "Grossissons le centre" s'écriait Barnave en proclamant que la révolution était finie. C'était en novembre 1791. M. et Mme de Coursac accusent Marie Antoinette d'avoir avec l'aide de son entourage fabriqué des faux pour compromettre le Roi avec l'Etranger. C'est possible, mais l'Etranger, jusqu'en 1792, n'était pas l'Ennemi et si Louis XVI en tant que chef de la politique extérieure de la France avait entretenu des relations avec lui, où serait le mal? Sur la politique des émigrés, il y aurait beaucoup à dire, mais outre que l'Emigration n'est pas un bloc, nous savons aujourd'hui qu'une politique ne se juge qu'à son succès, et que parfois l'on peut emporter les vases sacrés de la patrie dans des expéditions aventureuses. M. et Mme Girault de Coursac veulent enfin faire de Louis XVI un prince démocrate, sous prétexte qu'il a essayé de mettre en place en 1787 des assemblées provinciales et tout un système d'auto-administration par la concertation. Certes, mais Louis XVI qui s'est écrié lors de son avènement : "Mais qu'ont donc fait les grands pour démériter" et qui s'est empressé de détruire l'œuvre de Louis XV en appelant Maurepas rêvait de mettre dans sa démocratie l'aristocratie à sa place. Il était respectueux des droits acquis et les nobles en avaient ! Pourtant, qui a mieux servi les intérêts de la France? Louis XIV et Louis XV dont l'œuvre a paradoxalement été continuée par Robespierre, ou Louis XVI qui n'a été en définitive, selon le juste mot de Jacques Bainville, qu'un *Télémaque XVI*.

- Pour terminer, je veux signaler quelques romans : *Henri ou l'éducation nationale* de M. Jean Dutourd, chez Flammarion, *Un mot d'auteur* de M. Jean Cayrol, au Seuil; enfin chez Gallimard : *Le Berger des nuages* de Jacques de Bourbon Busset.

Philippe SENART

RÉFLEXIONS SUR L'ARCHITECTURE

*"Si Dieu ne bâtit pas la maison
en vain les maçons peinent"*

Je n'ai pas lu le livre de Bernard Marrey "Rhône-Alpes. Les guides du XX^{ème} siècle", qui m'avait informé de son intention de signaler au voyageur curieux ce qui méritait au moins un peu d'attention parmi les réalisations contemporaines. Par contre j'ai lu la présentation qu'en a fait Yvan Christ, avec sa verve habituelle qui ne dédaigne pas l'ironie à l'égard de l'auteur ni une certaine férocité à l'endroit des maîtres d'ouvrages. Mais je crains que la critique ne soit tombée souvent dans la facilité des clichés usés que je m'étonne toujours de trouver sous la plume de certains auteurs.

Certes, il est normal que l'on prenne parti, et même qu'on ait du parti-pris, dès que l'Art est en cause. Après tout, de tous temps, Architecture (sans oublier les ouvrages d'art), Peinture et Sculpture ont alimenté des débats souvent passionnés. Mais est-ce trop demander de puiser dans le Passé, qui sert de référence pour juger le Présent, les raisons de méditer, sinon les leçons à retenir, par une observation, attentive et curieuse, des témoins venus des siècles anciens jusqu'à nous ? Les guerres, les invasions, les révoltes et le feu n'en ont pas tellement laissé ! Peut-on demander de retenir l'anathème jeté sur les matériaux et sur les ouvrages dont ils sont faits, anathème qui atteint, bien sûr, les bâtisseurs assez fous pour oser tenter "d'épouser leur temps ?" Et si nous parlions de l'esprit des choses...

Quoi ? Ce livre traitant des réalisations du XX^{ème} siècle fait état de certains ouvrages réalisés en fin du XIX^{ème} siècle ? Suspect... Comme si la Peinture contemporaine commençait au coup de gong le 1^{er} janvier 1900 ! Les commencements ne sont pas souvent respectueux des commodités de classements des chroniqueurs. On sait bien que le style Louis XVI fleurissait déjà dans le mobilier et les boiseries du Roi Louis le Quinzième ; et nul n'ignore que la fin du 19^{ème} siècle porte en elle ce qui est déjà, ce qui deviendra ce déferlement merveilleux de couleurs "en un certain ordre assemblées" et de formes enfermant l'imaginaire dans la pesanteur du bronze et de

XX^e siècle : le couvent de La Tourette construit par le Corbusier

la pierre. Le chevauchement était fatal ; la continuité des œuvres humaines, même dans leurs fractures, ne va pas sans cela.

Pourquoi ce jugement, parmi d'autres : "l'Architecture du XX^{ème} siècle n'est pas née pour durer ni survivre. Elle est le fruit de l'événement, de l'instant, de la nécessité, du transitoire, de l'éphémère" ? Pourquoi ne pas écrire plus simplement, et en le regrettant, que trop de constructions et d'édifices du XX^{ème} siècle ne dureront

pas parce qu'elles ont été réalisées médiocrement, avec des crédits parcimonieusement attribués par des comptables étriques exécutant les Budgets d'un pays peu porté vers une Architecture digne de ce nom. Voyez la Finlande et ses Universités. "Fruits de l'événement"... les Folies des Princes et des Rois, mais aussi les Kraks des Croisés et le château que bâtissait le Roi René d'Anjou sur les rives du Rhône en Provence, même ce que Napoléon entreprenait, dans l'événement, et n'achevait point, à cause d'un autre événement. Mais ces prestigieux vestiges que laissèrent au passage les conquérants étaient construits avec les moyens du temps : myriades d'esclaves, de prisonniers ou d'ouvriers et oubli du prix de revient. Les moyens... les matériaux.

Et pourquoi, d'un léger coup de plume, égratigner Le Corbusier pour ces trois mots "machines à habiter" qui, sortis de leur contexte, veulent être accablants ? Est-ce pour parler de "mécanitecture", ce mot d'un "adversaire intégral de la civilisation nouvelle" (Achille Corbier) qui n'a jamais regardé, vu, de quoi était fait le Palais-Royal, ce si bel exemple d'un urbanisme *de tous les temps* : rues extérieures pour la desserte des immeubles... tous identiques, dans une séparation intégrale des voitures et des piétons toujours pronée par le Corbusier, qui ne fut jamais entendu, Palais-Royal dont l'architecture *répétitive* a permis de tailler et sculpter des pierres de *séries identiques* avant qu'elles ne soient assemblées. Quelle magnifique "mécanitecture"... mot affreux. On peut dire la même chose pour la rue de Rivoli où arcades, fenêtres, balcons sont partout semblables, ce qui n'empêcha pas l'Architecture d'y trouver son compte. Les moyens étaient suffisants et les matériaux mis en œuvre ont chassé... l'éphémère.

Quelle étrange façon, aussi, de parler des barrages et autres ouvrages d'art, viaducs, ponts ? Leur beauté est parfois fascinante et le site créé de main d'homme élève l'esprit au-dessus des contingences du quotidien. Le vieux pont moyenâgeux que les crues de la petite rivière n'ont pas emporté, aussi bien que le Pont du Gard, ne méritent-ils pas un intérêt aussi grand, d'un autre ordre, avec un autre regard, que tel temple antique ou telle chapelle chère à notre cœur ? Est-il barbare d'être ému par la beauté d'un pont suspendu qui unit si bien la hardiesse d'une technique éprouvée aux lignes traçant une architecture si pure dans l'espace ?

Resteriez-vous insensible devant ces vieux remparts, que Vauban fit dresser pour la défense du royaume, aux pierres appareillées, avec leurs grosses moulures en saillie parfaitement inutiles mais si indispensables à leur place calculée pour affirmer le souci de la beauté du travail des hommes ?

Je ne m'attarderai pas aux quelques lignes qui exécutent ce que Le Corbusier a construit à Firminy, en "béton pur et dur". Il y aurait tellement à dire sur le Stade "aux pieds des maisons", sur la Maison de la Culture (coût : le dixième des autres Maisons de la Culture) où l'acoustique y est si parfaite qu'enfin la Musique a pu être entendue dans cette vallée laborieuse . Eh ! oui, son béton est

XV^{ème} siècle : le château du Roi René à Tarascon.

beau et franc, et le moule de la sculpture du pignon sud a été façonné par un ouvrier de la fonderie locale, d'où la fierté des mineurs et des métallos, des hommes de métier, devant un bel ouvrage conçu par ce grand architecte.

Il y aurait encore tant à dire sur l'Unité Le Corbusier et le parc jouxtant de 15 hectares, sur les Ecoles, sur l'Eglise en chantier ; et il faudrait revenir au Couvent des Dominicains, à la Tourette où le Soleil, l'Espace, les Arbres sont de la fête ! C'est tout cette "lecture", comme on dit, de l'Architecture contemporaine qui pourrait être faite dans un esprit, même si l'on est sensible aux seules formes du passé : l'approcher avec amour.

On découvrirait avec stupeur que les plus grands de nos architectes contemporains ont très peu construit avant de mourir, cependant que la médiocrité réglementairement imposée se répandait sur notre belle France.

Eugène CLAUDIUS-PETIT

Cf. l'article d'Yvan Christ, France-Forum n°200.

UN MAL DU SIÈCLE : L'“EXPOSITIONNITE” ...

par Yvan CHRIST

Une thèse en Sorbonne portera-t-elle un jour sur l'histoire des grandes expositions temporaires ? Voilà qui s'imposerait à l'heure où, plus que jamais, celles-ci se multiplient, en France comme dans le reste du monde, à une cadence sans cesse croissante. Qui dit culture, répond désormais exposition. C'est le triomphe de l'éphémère sur le permanent. Pour ma part, je n'ai jamais laissé d'exprimer, à l'égard de cette mode planétaire, les réserves les plus constantes. Je ne suis plus le seul. En témoigne un récent éditorial de la *Revue de l'art* laquelle, il y a neuf ans, avait déjà très gravement alerté l'opinion (1). Je constate, nous constatons avec beaucoup d'amertume que les réflexions et les mises en garde des uns et des autres restent vaines face aux princes qui, quelle que soit la couleur de leur drapeau, nous gouvernent...

*
**

Les expositions de chefs-d'œuvre étaient autrefois exceptionnelles. Je n'ai que ouï parler de celle qui, en 1900, avait réuni, à l'occasion de l'Exposition universelle, les énigmatiques “primitifs” français. En revanche, au milieu des années trente, j'ai pu, étant lycéen, visiter celles qui furent, à l'Orangerie, consacrées aux “primitifs” flamands et à l'art italien. Ce furent de grands événements. La presse les salua comme tels, tout en rendant un vibrant hommage politico-artistique à “nos amis belges” - nul n'oubliait la fraternité d'armes de la Grande guerre - et à “nos amis italiens” - on fleuretait alors avec Benito Mussolini. J'abordais à la terre des arts et je ne jurais que par le Titien et par Van der Weyden, avec un faible pour “l'homme à la flèche” qui fut à quinze ans, un de mes fétiches - on ne disait pas encore une idole.

Aux lendemains de la dernière guerre, l'habitude reprit des expositions provisoires, à preuve, dans ma bibliothèque, les catalogues analytiques puis raisonnés qui étaient appelés à en conserver le souvenir. L'habitude devint rapidement une manie. C'est, aujourd'hui, une frénésie... Il y a plus de trente ans, j'intitulai l'une de mes chroniques: “*Raphaël à Tombouctou*” : elle n'a pris aucune ride. Je pourrais, en 1983, donner le même titre

au présent article, puisque, comme devant, se poursuit notre extravagante suralimentation culturelle...

*
**

Le premier des éditoriaux anonymes de la *Revue de l'art* qui traitait du problème des expositions temporaires, n'a pas, lui non plus, vieilli. (2) “*Les créations les plus glorieuses du génie humain sont mises aujourd'hui à la portée de tous. Sont-elles devenues plus accessibles pour autant ? Peut-on mesurer la qualité d'une exposition au nombre d'entrées qu'on y a enregistré ? Ne faut-il pas s'interroger aussi sur ce qu'il en reste quand elle a fermé ses portes ? (...) On se sert des œuvres au lieu de les servir, elles deviennent prétexte à manifestations, de masse, si possible (...) Il est grand temps de songer à préserver le public de la saturation qui le menace, de lui apprendre à apprécier une peinture, un dessin, un fragment sculpté, sans le recours - ou l'écran - des mises en scène accrocheuses, et, finalement, de l'inciter à aller chercher les œuvres là où elles devraient rester*”. Propos lucides : le scandale de la vérité.

Imaginons un instant que de telles expositions encyclopédiques aient été organisées au milieu du siècle dernier. Alors les voyages continentaux et intercontinentaux, singulièrement les voyages que l'on dirait aujourd'hui culturels, étaient réservés à la seule élite. Leurs promoteurs auraient eu beau jeu d'en célébrer, sur le plan de l'information et de la formation du grand public, les mérites distingués. Le paradoxe du XX^{ème} siècle est que de perpétuelles manifestations de cet ordre se déroulent précisément en un temps où le voyage, symbole de la “civilisation des loisirs”, est devenu quelque chose comme une institution universelle et où le tourisme se range parmi les valeurs économiques les plus sûres. Il en résulte le plus absurde chassé-croisé des êtres et des choses. Que d'incroyables lacunes dans les musées européens, périodiquement privés de leurs œuvres essentielles, victimes propitiatoires sacrifiées au nouveau dieu jaloux de la pérégrination !

Rome n'est plus dans Rome - et le reste à l'avenant. Valéry Larbaud a conclu avant moi : “*du vain travail de voir divers pays*”.

public, au grand public, certes, qui, battage publicitaire aidant, leur accorde généralement le succès escompté par leurs organisateurs très officiels. Il est des valeurs de tout repos. Gauguin, Van Gogh, Cézanne, les impressionnistes, Picasso : voilà qui fait recette et qui assurément est rentable.

Cela étant, il est des manifestations plus singulières, plus ambitieuses, qui n'appellent pas moins d'efforts matériels et autant de funestes conséquences pour les œuvres qui sont soumises aux aléas du voyage : je veux parler de celles qui ne sont que le reflet d'une thèse, superbement défendue par leurs promoteurs et qui ne sont réservées qu'à un petit nombre d'érudits. Les érudits sont pourtant de grands garçons, qui peuvent et savent voyager en sachant voir, qui, sans le pense-bête d'une montre temporaire, savent également opérer les nécessaires et fructueux rapprochements entre les œuvres dispersées, qui ont à leur disposition toute la documentation désirable et pour qui la photographie comparative n'est pas une vaine discipline. Manifestations en circuits fermés, organisées, orchestrées par et pour des érudits professionnels - conservateurs de musées, professeurs d'histoire de l'art, à l'intention de leurs collègues, de leurs confrères, de leurs émules, de leurs dociles petits élèves et disciples...

*
* *

Dans son éditorial de 1974, la *Revue de l'art* n'avait pas tort de souligner que les expositions "*sont l'occasion de nettoyages, dépoussiérages, restaurations salutaires et de non moins salutaires mises au point scientifiques*". En 1982, elle insiste à nouveau sur l'indéniable intérêt des catalogues, mais ceux-ci deviennent, dit-elle à juste titre, de pesants "*pavés*", des études exhaustives plus que des guides clairs et pratiques. "*Le livre d'art*" ajoute-t-elle, "*déficitaire sous forme d'ouvrage de librairie, atteint des tirages enviables lorsqu'il prend la forme d'un catalogue d'exposition*". Mais le jeu en vaut-il la chandelle?

*
* *

Autre observation, que je formule à nouveau et que je crois d'importance : atteints d'"expositionnite", les honorables conservateurs ne sont pas sans sacrifier, dans les musées dont ils ont la charge et la responsabilité, le durable à l'éphémère, l'indispensable réaménagement de leurs galeries permanentes à l'élaboration d'une brillante manifestation provisoire. Ainsi s'évanouissent les trop maigres crédits dont ils disposent. Et, notamment dans les musées moyens, le succès espéré est loin de répondre toujours à leur attente.

"*La politique de ces manifestations*", disait déjà la *Revue de l'art* en 1974, "*a besoin aujourd'hui d'être repensée. On est moins sûr qu'il y a vingt ans de la validité des résultats. Le moment semble venu d'une politique d'austérité, ici comme ailleurs...*" En 1983, l'austérité est, plus que jamais, à l'ordre du jour de la crise internationale. Or, dans le domaine culturel, tout se passe comme si l'euphorie gouvernait et comme si la prospérité régnait.

La rétrospective Picasso à Paris, en 1966, a attiré un million de visiteurs

Il y a également le risque matériel que présente le transport, par la route ou par le rail, par les voies maritimes ou aériennes, de ces œuvres et de ces chefs-œuvre souvent insignes et fragiles. S'y ajoutent les dangers de toute espèce qui résultent de leur maniement continu ou du changement de climat auquel ils sont soumis. Un navire sombra dans l'Atlantique, après la dernière guerre, avec tout son chargement de meubles et d'objets d'art du XVIII^{ème} siècle français, destinés à flatter les yeux américains. Voilà des catastrophes prévisibles : elles peuvent, demain, se reproduire.

Les œuvres d'art exportées sont soudain promues, contre tout bon sens, au rôle d'envoyées extraordinaires et plénipotentiaires, chargées de missions politiques et diplomatiques, éventuellement esthétiques, par les grandes et petites puissances de ce monde. Ainsi sont-elles métamorphosées en instruments de propagande, en vertu des accords culturels que cosignent les gouvernements. Bien que de naissance italienne et grecque, notre *Joconde* et notre *Vénus de Milo*, exhibées sous des cieux lointains, sont, paraît-il, d'excellentes "images de marque" pour la belle France et pour sa gloire internationale au même titre que nos robes, nos vins et nos fromages...

*
* *

A qui sont destinées ces expositions de parade ? Au

On ne peut être plus inconséquent.

*
* *

“Aller chercher les œuvres là où elles devraient rester”... Politique de l’effort, politique de bon sens, culturel et autre.

Dans les années cinquante, si ma mémoire est fidèle, une grandissime exposition fut consacrée à la “Vierge dans l’art français”. La ville de Dijon manifesta quelque réticence à prêter au Petit-Palais sa précieuse et miraculeuse Notre-Dame-de-Bon-Espoir, “Vierge noire” du XII^{ème} siècle, conservée et vénérée dans son église Notre-Dame. Elle finit par céder aux pressantes instances des organisateurs. En tant que catholique de sang bourguignon, je ne souffris pas peu de découvrir, dans une niche en staff, éclairée par de cruels projecteurs, soumise aux jugements de la critique et au regard biaisé du public, une humble statue romane aux pieds de laquelle j’ai coutume, à chacun de mes voyages dans ma ville maternelle, d’aller prier dévotement? La “Vierge noire” de Dijon

n’était plus qu’une œuvre d’art parmi d’autres. Le culte cédait le pas à la culture...

Un petit village normand se signala, en revanche, à l’attention ironique et courroucée de l’opinion parisienne : ne refusa-t-il pas de se laisser déposséder, fût-ce provisoirement, de sa belle Vierge du XIII^{ème} siècle? Il y eut, sur place, de vives manifestations des villageois et villageoises, qui l’emportèrent de haute lutte. On fit gorge chaude, à Paris, de la dérisoire et anachronique révolte des “dames de Beauficel”. Ces dames avaient raison, nonobstant les ricanements des petits journalistes et le courroux des grands savants. Elles seules, contre les cuistres et les folliculaires, témoignaient du sens du sacré. Et il nous faut, n’est-il pas vrai, du sacré, n’en fût-il plus au monde?

Yvan CHRIST

(1) Cf. n° 26, 1974 et n° 56, 1982

(2) On les attribue généralement à M. André Chastel, membre de l’Institut, professeur au Collège de France...

N’y a t-il pas quelque mérite à faire la queue sous la pluie pour admirer les trésors de Tout-Ank-Amon

A PROPOS DE "GOETHE M'A DIT" :

BOISDEFFRE, UN HUMANISTE POUR NOTRE TEMPS

par Jean-Marie DAILLET

BOISDEFFRE est un témoin qui sait montrer, en chaleureux pédagogue, l'ambiguïté fondamentale de la condition humaine - dans l'hyper conscience de sa propre ambiguïté.

A preuve, ce *Goethe m'a dit*, (1), savoureuse "biographie fictive" où l'imagination s'en donne à cœur joie sur la base d'une érudition luxuriante.

Voici, à trente ans de nous, en 1950, Johann-Wolfgang Goethe bi-centenaire mais nullement momifié, ayant survécu non seulement aux Allemagnes émietées puis pulvérisées de sa jeunesse et de son âge mûr, à la Prusse conquérante et unifiante, enfin au totalitarisme nazi et à la défaite hitlérienne, le tout avec le détachement d'un esthète qui, couvert d'honneurs et d'argent, a toujours su tirer son épingle du jeu en jouisseur égoïste et majestueux.

Ce phénoménal super-doyen du monde d'après-guerre, ce monument que l'on visite au fond de sa villa florentine à St Jean-Cap-Ferrat, s'est retrouvé en France après s'être opportunément réfugié en Suisse dans les années trente et aux Etats-Unis pendant la deuxième guerre mondiale.

Un jeune Enarque - tiens, tiens ! - de 23 ans (l'âge qu'avait justement Boisdeffre quand il rédigea *Métamor-*

phose de la littérature), et qui n'est autre que l'arrière-petit-fils français de Justus Eckermann, confident de Goethe vers 1830, réussit à forcer la retraite du vieux génie et, au cours de dix entretiens, recueille les pensées de cet immortel d'un nouveau genre sur tous les sujets de l'époque et de toutes les époques, vues par un grand Européen façonné au Siècle des Lumières. Et comme, quelques mois plus tard, Goethe s'éteint, et qu'Eckermann junior est victime en 1960 d'un accident d'avion, ces dix dialogues sont publiés - avec des notes critiques, s'il vous plaît ! - de nos jours.

Quel scénario ! Quel feu d'artifices (à tous les sens du terme) ! Quel prétexte à divagations tous azimuts sur l'Histoire et le pouvoir, l'art et les artistes, la littérature et l'écrivain, le christianisme et les chrétiens, le Diable et le Bon Dieu !

Attention, cependant, au-delà du divertissement pur qui amuse et fascine à chaque page, à la gravité de ce jeu éblouissant, et qui fait penser à un équivalent musical lui aussi on ne peut plus français : le Poulenc du *Concert champêtre*, où le clavecin du XVIII^{ème} siècle joue la musique du XX^{ème}. Car, naturellement ce n'est ni Goethe, ni Eckermann, qui parlent, et le livre pourrait tout aussi bien s'intituler *Boisdeffre m'a dit*, formule

personnelle d'un *Ce que je crois* en partie double. Pierre de Boisdeffre, dans ce moderne dialogue des morts illustres, se parle comme un aigle à deux têtes. Car il y a bel et bien en lui, d'une part, la nostalgie de la vie à tous égards comblée, aristocratique, prestigieuse, du fameux Conseiller aulique, puissant Ministre, et père noble de Werther ; et, d'autre part, le souvenir de la studieuse et austère jeunesse, éprouvée par la guerre et les privations, d'un brillant sujet fils de hobereau berrichon et qui, à la force du poignet (c'est bien le cas de le dire) et moyennant le concours de l'E.N.A., accède à l'état supérieur de méritocrate honorable et talentueux.

Comment s'étonner qu'au bout d'une trentaine de livres, dont plusieurs anthologies remarquées - bonnes exportatrices de culture française dans le monde entier - ce nouvel essai soit le plus séduisant ? On peut, sans hésiter, le ranger dans la tradition de la littérature française - la plus intelligente, celle, justement, du XVIII^{ème} siècle. L'Eckermann junior de Pierre de Boisdeffre, c'est un cousin du *Neveu de Rameau* : nous sommes en plein Diderot, en plein Voltaire, en plein Marivaux, mais aussi en plein Pascal, en plein Bossuet, en plein Saint Augustin : c'est le biface Boisdeffre. Que de comptes sont réglés - délicatement - avec les fausses valeurs au fil d'une plume-épée, et que de confessions - parfois en demi-teintes, mais aussi, çà ou là, éclatant en fortes professions de foi, en déclarations du plus haut amour ! Qu'on en juge - on me pardonnera certainement cette longue citation, qui est l'un des sommets du livre :

"S'imaginer que Dieu puisse condamner l'homme sans se juger lui-même en tant qu'auteur de la Création", dit Goethe-Boisdeffre, "m'a toujours paru la marque d'un esprit superficiel. La Création, disait un philosophe, est l'autre Moi de Dieu. Si elle échoue, il doit bien y être pour quelque chose !

"Mais sans Lui, répond Eckermann-Boisdeffre, sans cette idée qui élève l'humanité au-dessus d'elle-même, sans sa présence que les sacrements rendent perceptible, cette même création devient stérile et dangereuse. Les camps nazis viennent de nous apprendre ce dont certains hommes étaient capables, et jusqu'où ils ont osé aller. Mais une autre histoire nous montre jusqu'où peuvent aller les saints. Je n'ai pas la prétention de les imiter, vous ririez si je disais cela et vous auriez raison, mais quel réconfort de savoir que la sainteté existe ! En ce moment même, dans les prisons des nouveaux tyrans, des hommes et des femmes exténués répètent la vieille prière d'Israël : "L'Eternel est notre Dieu". Qu'il y ait encore sur la terre de pauvres gens qui croient en Dieu, et qui l'aiment, cela suffit à me rassurer sur l'avenir.

"Il y a des jours où je me demande", poursuit Eckermann alias Boisdeffre, "si, au lieu de devenir un fonctionnaire aux ambitions médiocres, un amateur d'art plus ou moins éclairé, je ne ferais pas mieux d'essayer d'être un de ces témoins obscurs. Oh ! Je sais bien que je n'en aurai jamais le courage... Mais que ma foi demeure ! Si je crois en Jésus crucifié, je serai sauvé. Ce n'est pas une certitude, c'est plus que cela ! Ma foi restera hésitante, impar-

faite, intéressée, indigne du Christ... Pourtant, ce fil ténu, fragile, tient, je me sens relié à la source, à l'immense nappe de l'Amour. Le désir, les vaines occupations du monde - l'ambition - me feront oublier Jésus ; l'échec, la souffrance, me ramèneront invinciblement vers lui. Même lorsque j'essaierai de le fuir, il sera là, à m'attendre. Même si je le renie, si je le combats ; il sera encore là, il se tiendra à côté de moi le jour de ma mort. Oh ! Je sais, ma foi n'est guère adulte. Mais c'est la mienne."

"Goethe m'observait avec attention. Il enleva ses lunettes, essuya soigneusement ses gros verres, les remit. Il devait me prendre pour un niais. Pourtant, je vis de la bonté dans son regard."

Et, à la dernière page de ces étonnants entretiens imaginaires, la gouvernante dit au jeune homme qui vient de dire adieu à son illustre interlocuteur : "Monsieur de Goethe vous regrettera mais il était temps que vous partiez. Vous l'interrogez comme si le salut du monde dépendait de sa réponse. Il me l'a dit hier matin : "Ce jeune Eckermann me trouble. Il me questionne comme si j'étais Dieu et je lui réponds comme si Dieu n'avait plus la foi !".

*
* *

C'est qu'obsédé de la vie et du bonheur de vivre, Boisdeffre est par dessus tout un chrétien. Sans ostentation, ni respect humain, il vit, en profondeur, de foi et d'espérance, et d'amour. Le moyen de faire autrement, laisse-t-il entendre, quand on a reçu pareil héritage ! Il a, d'ailleurs, dans un autre bel essai, *La Foi des Anciens Jours et celle des Temps Nouveaux*, publié il y a quatre ans, plus longuement exposé son attente d'une rénovation réelle d'un catholicisme officiel engoncé, hier presque autant qu'avant-hier, aujourd'hui presque autant qu'hier, dans un plat conformisme ecclésiastique. Alors, il lançait, un peu cruellement, mais avec pertinence, la fameuse apostrophe : "Paul VI, souriez !", puis, quelques mois plus tard, détectait le souriant Jean-Paul I^{er} à Venise, avant de se réjouir de la robuste bonhomie de Jean-Paul II.

Et puis, en 1980, juste avant de publier (et de faire jouer au théâtre, à Bruxelles) son *Goethe m'a dit*, le romancier des *Fins dernières* présentait les fortes *Paroles de vie* dont il s'était toujours nourri, et qui sont dues à Pascal d'abord, à Mauriac, à Dostoïevski, à Saint Augustin, mais aussi à Baudelaire, à Camus, à Balzac, à Marc-Aurèle, à Montaigne, à Nietzsche et même à Gide, et encore à François d'Assise, Hemingway, Hugo, Tolstoï, Soljenitsyne. A Malraux aussi, dont il fut secrétaire. Et il n'hésitait pas à se déclarer *faible par amour*, selon le mot du Père Valensin...

*
* *

Il a fallu, il faut encore, tant le conformisme qui anime - si l'on peut dire - l'intelligentsia parisienne est puissant, un certain courage pour tenir ce genre de propos, dont il est convenu de sourire.

Eh bien ! C'est en l'occurrence Boisdeffre qui est moderne, comme la Pologne d'aujourd'hui. Tant pis pour les snobs plus ou moins incultes et les beaux esprits vertigineusement étroits : il se trouve que Boisdeffre, je crois l'avoir dit, est homme de dialogue, aux amitiés et aux admirations fort diverses. Pourquoi, en quoi, la foi enfermerait-elle ? Ecrivant en 1978 un superbe *De Gaulle malgré lui* (titre typique du dédoublement constaté voire professé par Boisdeffre pour lui-même, et scruté par lui chez ses interlocuteurs), cet iconoclaste à la recherche des vraies valeurs rappelle qu'il dit un jour à De Gaulle : "Je ne suis pas Gaulliste", ("Moi non plus", répondit le Général), et ose écrire de son héros : "Ce n'est pas une vie de saint que l'on trouvera ici. Le temps des panégyriques est passé et De Gaulle n'était pas un saint. Je parlerai de lui sans crainte, comme je l'ai toujours fait des miens, de ma famille, dans la *Lettre ouverte aux hommes de gauche* ou de cette famille qu'est l'Eglise catholique dans *La Foi des Anciens Jours*."

"J'écris pour que des garçons, désespérés comme je l'étais à treize ans, sachent que rien n'est perdu, *jamais*. Et pour qu'ils comprennent - eux, à qui l'on n'enseigne plus notre histoire - que *la France est une personne*, fragile et mortelle comme nous, une personne qui peut être sauvée. Elle l'a été, le 18 juin 1940, jour anniversaire de Waterloo, par un certain Charles de Gaulle" (...) "Gaulliste" (pour autant qu'il l'ait jamais été), de Gaulle l'est donc devenu malgré lui, comme beaucoup d'entre nous. (...) C'est à contre-courant que le Général est devenu de Gaulle".

Le culte du haut personnage admiré pour s'être hissé au niveau des héros de l'Histoire, tout comme la profession de foi chrétienne, apparaissent chez Pierre de Boisdeffre comme répondant à une exigence personnelle autant que comme le souci d'un moraliste, disciple de l'Evangile, de transcender les petites et grandes misères du moi qui ont affleuré dans ses deux romans sous forme d'une nostalgie à peine voilée. Les derniers mots de *L'amour et l'ennui* ne sont-ils pas : "le chimérique appel du bonheur" ? Et la dernière phrase de *La nuit des Champs-Élysées*, nouvelle qui sert d'épilogue, dix ans plus tard, à ce mince mélodrame écrit trop jeune, un peu roman-photo sans images, n'est-elle pas : "Il allait peut-être accepter d'être heureux" ?

Je répondrais sans hésiter que Boisdeffre est assurément plus à l'aise et mieux inspiré dans l'exposé de sa réflexion sur l'Histoire, c'est-à-dire sur le destin des hommes, que dans une œuvre romanesque trop linéaire, d'une fraîcheur surannée, si je puis dire, qui confine à la naïveté la plus désarmante. Sans doute était-ce là tribut de jeunesse payé à la sensibilité très vive d'un cœur pur, presque enfantin, et qui se joue, l'espace d'un instant, la chanson du mal-aimé. Dieu merci, cet homme de volonté forte ne s'attarde guère à de tels aveux qui, simplement, humanisent notre auteur. Nous préférons - et je sais qu'il préfère être - "Boisdeffre malgré lui", bourreau de travail que tant de sujets intéressent, et d'abord l'action - mais

pensée, organisée, concrète.

*
**

Pas plus qu'un Sartre, un Malraux ou un Goethe, Boisdeffre n'est un politique, mais il aime la politique à sa manière : à mi-chemin entre l'engagement civique total du chrétien plein de bonne volonté au service de la communauté (il a été conseiller municipal de La Châtre et s'est longtemps situé dans la mouvance des "gaullistes de gauche") et la distance du philosophe ou de l'artiste. On ne saurait reprocher à l'intellectuel d'avoir préféré servir son pays dans la fonction publique plutôt qu'en politique directe, où - que l'on soit ministre ou parlementaire - il faut aimer ce genre de harnais au point d'accepter d'être souvent noyé par le quotidien, assiégé par l'électeur, envahi par le papier, harcelé de rendez-vous, plus ou moins gêné par les solidarités partisans. Si bien que, trop souvent, on se dispense de penser par soi-même, laissant aux technocrates le devoir - et le pouvoir, et l'initiative ! - d'imaginer des solutions humaines, viables, économiques, aux problèmes collectifs que seul l'élu ou l'homme de gouvernement a cependant reçu la responsabilité de traiter et, si possible, de résoudre. Ce qui est un véritable abandon de poste, et un encouragement à frôler les politiques plutôt qu'en être...

Boisdeffre a finalement opté pour la voie de sa plus grande efficacité : un compromis - dans son cas, un cumul - entre le service diplomatique, la joie vitale d'écrire un livre ou deux par an, et l'analyse pas seulement littéraire de notre temps.

Ses articles, surtout ses chroniques de *La Croix*, commentent l'actualité avec une liberté de ton qui n'exclut pas la passion ni chez cet homme rapide, l'injustice hâtive, qu'il ne demande qu'à réparer sitôt reconnue. Ce fût le cas naguère, et malgré nos échanges personnels - sans doute insuffisamment approfondis - au sujet des démocrates-chrétiens, que Pierre de Boisdeffre a pour le moins gravement méconnus, lui qu'auraient dû impressionner le courage, l'esprit de service, la générosité, la "vision" planétaire, le dessein humaniste de ceux qui, rejetant comme lui le conservatisme social et politique, la sclérose intellectuelle et les œillères fort peu chrétiennes d'une certaine droite, fondèrent dans la Résistance le Mouvement Républicain Populaire. Qui peut nier que l'arrivée du MRP renouvela la face de la politique française et, malgré les difficultés de l'après-guerre et de la décolonisation, marqua dans l'histoire nationale un tournant dont les suites n'ont pas encore été perçues. Probablement victime, en l'occurrence, d'un réflexe conditionné barrésien et gaullien, Boisdeffre aurait dû et devrait regarder de plus près, par exemple, l'intéressante histoire des relations entre De Gaulle et les démocrates-chrétiens français : histoire tissée de divergences finalement plus circonstancielles qu'idéologiques, le Général ayant en fait beaucoup puisé dans sa jeunesse, aux sources du "christianisme social" et démocrate, voire du *Sillon*. On a maint témoignage de cette affinité d'origine, que De Gaulle ne renia jamais. Fut-ce une question

d'homme, de sensibilités personnelles ? On a l'impression d'un immense gâchis, d'une désastreuse inattention de part et d'autre, d'incompatibilités d'humeurs démesurément grossières et sans cesse aggravées, d'un culte absurde des formules à l'emporte-pièce et des caricatures malveillantes. Je tiens, pour ma part, le malentendu entre De Gaulle et le MRP, qui se termina par la rupture de 1962 sur l'Europe (!) comme une tragédie dont nous ne finissons pas de payer les conséquences, à l'intérieur et à l'extérieur.

Il faut interpeller à ce sujet un homme de bonne volonté comme Boisdeffre. Serions-nous à Byzance ? Et le moment n'est-il pas enfin venu de rassembler tous ceux - intellectuels, économistes, politiques - les uns plus marqués par la geste gaullienne, les autres plus soucieux de l'approche personaliste-communautaire, tous également préoccupés des grandes questions de l'époque ? N'y a-t-il pas priorité des priorités à renverser les murs de nos chapelles, préparer d'urgence l'avenir de la démocratie politique, économique et sociale en France, considérer l'évolution des rapports de force entre la puissance militaire et l'impérialisme soviétique et la capacité des sociétés libres de gagner la bataille mondiale de l'humanisme, remédier à la situation insupportable des pays pauvres, accélérer l'union européenne, faire progresser l'organisation internationale ? L'humaniste de 1982 n'est-il pas d'abord celui qui agit pour la survie de l'humanisme au XXI^{ème} siècle ?

Tel n'est-il pas, au fond, le sens des questions posées à un Goethe extrapolé, spectateur cossu de toutes les révolutions, "planqué" de luxe de toutes les guerres, esthète privilégié durant trois siècles agités, par un Eckermann réincarné, jeune Européen qui ne se résoud pas à la honte de jouir en solitaire dans un paradis terrestre à la française, au milieu d'un monde inhumain ? La compréhension, voire la sympathie, dont Pierre de Boisdeffre a, çà et là, témoigné pour les barricades de mai 1968, quoiqu'il fût alors directeur de la Radio nationale et en dépit des ambiguïtés de ce qui fut aussi une comédie parisienne et

cosmopolite, serait alors un indice parmi d'autres, mais significatif, de son sursaut contre tout embourgeoisement, tout conformisme, toute stagnation illusoire et mortelle. Anarchiste, Boisdeffre ? Certes non, mais chercheur curieux, sincère et quelque peu idéaliste, qui choisit l'espérance contre la fatalité, l'imagination contre les choses-étant-ce-qu'elles-sont, l'esprit contre les pesanteurs et invasions de la matière dévoyée par le matérialisme.

Ce qui est exactement une démarche de chrétien démocrate (si l'on veut bien me passer cette expression, à mes yeux tautologique : un chrétien peut-il ne pas être démocrate ?) et je le dis ainsi pour ne pas récupérer Boisdeffre en "démocrate-chrétien"...

*
* *

Aujourd'hui ambassadeur en Amérique latine, Pierre de Boisdeffre a tout loisir de prendre la dimension, dans un pays où les Droits de l'Homme subissent encore des atteintes graves, de ces immenses problèmes que le "Cône Sud" ne pourra résoudre seul, ainsi que de l'influence d'une démocratie comme la nôtre (si imparfaite que nous la jugions) sur les Latino-Américains, surtout les jeunes. Puisse l'un des biographes de Cortès y mesurer, aussi, les ravages d'une bipolarisation extrême, provoquée tant par le capitalisme colonial le plus brutal que par la gauche marxiste la plus violente, complices tous deux de l'enchaînement des coups d'Etat, des dictatures et des guerres. Qu'il discerne, au cœur des masses aliénées par ce mortel complot des extrémismes, le rôle héroïque, indiscutablement progressiste (au vrai sens du mot) des partis démocrates-chrétiens qui, partout sur ce continent, et la plupart du temps dans la souffrance, s'emploient à instaurer des sociétés à visage humain, proches du "modèle européen", tâchant ainsi à réaliser le rêve séculaire du *Libertador* Simon Bolivar. Et y réussissant parfois avec éclat, comme au Vénézuéla de Caldera et Herrera Campins.

Jean-Marie DAILLET

notes de Lecture

● Pour un nouveau libéralisme d'André Fourçans

La crise économique, la difficile victoire législative de 1978 et plus près de nous les défaites politiques majeures de 1981 ont suscité des questions fondamentales sur le libéralisme de la part des libéraux eux-mêmes. D'un ressourcement, à peine entamé, naquit l'école "néo-libérale" poussant la charge contre l'État providence, l'économie mixte et une conception trop quantitative de la science économique. Partant d'une expérience plus politique, la fine réflexion de Jean Serisé débouchait sur un libéralisme plus pragmatiste et intégrant davantage la mutation technologique moderne.

La réflexion d'André Fourçans se situe à la charnière des courants qui parcourent le libéralisme moderne et qui témoignent de son incontestable vitalité. Du libéralisme, il retrouve une vision globale qui répond des hommes comme des biens, et à l'instar du socialisme, des structures comme des lois. Approche globale qui reste particulièrement difficile car, à la différence du socialisme, le libéralisme est une idéologie vécue, en mutation insensible, permanente qui ne rend pas la mise en théorie facile.

Du libéralisme, l'auteur a bien saisi le noyau dur, c'est-à-dire ce rapport trilatéral entre l'homme, le marché et l'État. Cela lui permet d'éviter l'erreur classique au XX^{ème} siècle en France qui consistait à ne voir dans le libéralisme qu'une simple doctrine économique. Apologie de la loi du marché, certes, et quelquefois péremptoire : "le marché organise la cohérence et la coopération

sociale" (p. 47) ou bien "la décentralisation économique est un système parfait de coordination sociale" (p. 69). Mais défense aussi de l'égalité "morale" des hommes, de la liberté et de l'ouverture, dans la tolérance, nécessaire à un consensus fondé sur des compromis constamment révisés. Il faut souligner les bons passages sur la société d'information et la critique pertinente de l'autogestion.

On s'attendrait alors à une vigoureuse attaque, désormais classique, contre l'excroissance de l'État dans notre société. L'idée est évidemment sous jacente. Mais ce qui frappe c'est la modération de l'auteur sur ce sujet. Bien sûr toutes les décentralisations sont ici défendues, à l'aide d'une analyse du système politique et administratif qui ne manque pas de justesse. Mais "l'interventionnisme étatique est non seulement sain mais indispensable" (p. 101) et l'auteur plaide pour une politique économique et sociale à moyen terme (p. 182) qui nous sortirait des incertitudes à court terme de la loi du marché. Il s'agit donc de mettre en place un État moderne qui aide à faire mais qui ne produit pas lui-même (p. 114). On se trouve ainsi, et l'auteur nous en excusera, à la frontière du libéralisme dans le voisinage de thèses démocrates sociales voire rocardiennes. Tant il est vrai que les a-priori idéologiques ne peuvent empêcher, à la lumière de l'analyse sincère de la société, les convergences. Les responsabilités politiques de l'auteur, membre du bureau politique de l'UDF, donnent davantage de prix encore à la sincérité de ses conclusions.

Mais est-ce bien d'un "nouveau libéralisme" si l'on en croit le titre, dont nous parle André Fourçans ? "Pour un libéralisme moderne" eut été, me semble-t-il, préférable. C'est, en effet, une démarche libérale classique que de frotter périodiquement le vieux fonds des valeurs à la réalité fluctuante des sociétés. On songe à la perspicacité constamment en éveil d'un Laboulaye ou d'un Prévost-Paradol. La prise en compte des technologies modernes pour la société libérale du futur peut inscrire l'auteur dans cette filiation prestigieuse. Elle rompt en revanche avec la position immobiliste de la plupart des libéraux français de la première moitié du XX^{ème} siècle. Nouveau libéralisme donc, mais dans le recours permanent à la modernité et à l'orientation sur l'avenir. Il est rassurant de voir resurgir la démarche qui caractérisait les grands intellectuels libéraux du siècle dernier.

Le libéralisme moderne est-il prêt à prendre la relève

du socialisme ? Cette question, à laquelle l'auteur répond positivement ouvrirait d'autres débats. De ce point de vue on pourra regretter que l'auteur n'ait pas jugé utile, mais les limites de l'ouvrage le lui interdisait sans doute, d'amorcer une réflexion sur l'évolution d'un droit de propriété qui reste la pierre angulaire du libéralisme. Cette approche aurait permis d'évoquer la relative difficulté du libéralisme à maîtriser l'émergence du social qui caractérise notre fin de siècle.

La compétence et le talent de plume d'André Fourçans, son goût pour retrouver la voie d'un libéralisme moderne, lui permettront, sans doute, de combler rapidement ces quelques lacunes dans un ouvrage tout aussi vif que celui qu'il vient de publier.

Claude GOASGUEN

Edition Albin Michel

● Joseph II. Un Habsbourg révolutionnaire de François Fejtő

Le 19 février 1790, Joseph II, âgé de 49 ans, "se fit habiller en tenue blanche de maréchal et se fit chausser de bottes. Il s'installa dans un fauteuil rembourré de coussins". C'est dans cette position que le maître du Saint Empire romain germanique dicte ses dernières lettres. "Sa voix devint de plus en plus faible, de plus en plus lointaine. La nuit, il délira. A cinq heures du matin, on lui fit prendre un bouillon chaud. Son pouls battait à peine. Ses yeux étaient ouverts, mais aucun son ne sortait de sa gorge. Rosenberg fit appeler le confesseur de l'empereur, un moine augustin qui se mit à réciter à haute voix des psaumes. L'empereur l'écouta très calme. Tout à coup son corps tressaillit. Pendant cinq minutes, il se débattit dans d'horribles souffrances. Puis son cœur s'arrêta". Le 16 février précédent, Elizabeth, qui, si elle avait vécu, aurait porté le titre d'impératrice, avait accouché d'un enfant mort-né. A l'aube, elle avait rendu l'âme. Morte la "petite Elizabeth" que Joseph II avait aimée comme sa fille, comme était morte près de trente années auparavant Isabelle de Parme, sa jeune femme qu'il avait tant aimée et dont il n'avait pas été aimé. Morte Marie-Thérèse, la mère si tendrement chérie, l'impératrice si constamment combattue par Joseph du temps qu'il n'était que le prince co-régnant. Morte aussi l'œuvre politique. Le 18 février 1790 on a renvoyé en Hongrie la couronne de Saint-Etienne dont le transfert à Vienne avait symbolisé la mise au pas de la noblesse magyare par Joseph II. "Le Tout-Puissant anéantit encore de mon vivant mon œuvre entière" dit l'empereur.

Quelle œuvre ?

Lisons François Fejtő.

"Lui seul parcourut jusqu'aux derniers recoins de l'empire, pour entendre les doléances des paysans opprimés. Il visita la plupart des pays d'Europe pour y étudier des réformes qui y avaient été introduites. Sous son règne, à la suite des mesures intelligentes qu'il sut pren-

dre, aucune province de la monarchie n'avait connu la famine. Il châtia sans merci les usuriers et les accapareurs ; il fit construire des entrepôts publics qu'il faisait remplir de nuit ne voulant pas que les habitants des régions peu fertiles sussent par avance qu'en cas de famine ils seraient secourus. Il ne voulait pas habituer ses sujets à ne compter que sur l'Etat-Providence. Il assura à ses peuples la liberté de penser, la liberté d'écrire, la liberté de critiquer. Il se divertissait et se réjouissait de voir que l'industrie de l'imprimerie se développait à ses dépens. Il veillait instamment sur le bien-être de ses sujets. N'importe qui pouvait faire appel à lui, et s'il n'avait pas toujours été juste, il s'était toujours efforcé de l'être. S'il affectait une attitude sévère, il était au fond de lui-même plein de sollicitude paternelle. Il réforma la justice et invita le célèbre juriste italien Beccaria, créateur du droit pénal moderne, à diriger la rédaction du nouveau code de justice. Beccaria avait d'ailleurs qualifié le climat de la monarchie, de l'administration de Joseph II de "doux et bienfaisant". L'empereur améliora les communications, fit construire des routes, réorganisa la poste, introduisit la tolérance générale en matière religieuse, conféra l'égalité de droits aux protestants, institua d'excellents séminaires et fonda de nouvelles cures. Il rendit son règne à jamais mémorable par l'abolition du servage sur tous les territoires de la monarchie. Il empêcha, dans les provinces héréditaires, l'accaparement des terres, en interdisant le morcellement et l'aliénation du "bien familial paysan".

Et cependant l'empereur n'est pas aimé de ses peuples. Pourquoi les Hongrois, les Tchèques, les Belges, les Italiens haïssent-ils Joseph II ? François Fejtő répond :

"On n'aimait pas l'empereur parce qu'il ne respectait pas les chartes fondamentales, si diverses, des multiples nations qui vivaient sous son sceptre. Mais aussi parce qu'il ne respectait pas une loi plus ancienne encore et écrite nulle part : celle du temps. "Il faut une longue

préparation pour que les grandes choses mûrissent”, écrivait Bacon. L’empereur ne voulait pas se contenter de semer, il voulait récolter aussitôt. Or, un souverain qui ne se contente pas de régner, mais qui a à cœur de rénover son pays, et qui pour ce faire est obligé de malmenier les privilèges, de bousculer les préjugés, de supprimer les privilèges - doit veiller à ne pas s’aliéner la majorité qu’il prétend servir. Il doit graduer les problèmes, échelonner les solutions, afin d’éviter de dresser en même temps contre lui des intérêts coalisés. Joseph s’aliéna les moines qu’il avait chassés de leurs couvents, les congrégations enseignantes et charitables qu’il n’avait pas convaincus de son attachement à la religion, les évêques et tous les fidèles attachés à Rome, les protestants qu’il avait libérés mais à qui il se refusait à accorder l’autonomie religieuse et scolaire, l’aristocratie, qu’il humiliait sans cesse, la petite noblesse qu’il voulait dépouiller de ses privilèges ancestraux, les serfs que le recrutement, les réquisitions dressaient contre lui, les fonctionnaires à qui il demandait du zèle et des sacrifices sans contrepartie, les fabricants frustrés de leur monopole, les bourgeois dépouillés de leurs privilèges corporatifs.

En voulant tout faire à la fois, il avait tout compromis. Il avait fait le bien, mais il l’avait fait d’une manière morose. Il ne souriait jamais en public, il ne flattait jamais ses sujets. Il ne s’adressait qu’à la raison, jamais au cœur. Sa justice fut souvent impitoyable, sa simplicité artificielle, sa charité offensante. Il n’est donc pas étonnant qu’à la fin d’un effort de tant d’années, il ne restât à ses côtés que quelques rares personnalités d’élite : écrivains, artistes, savants, hauts fonctionnaires, officiers, qui comprenaient ses intentions. Mais le peuple ? Le peuple restait indifférent. Le peuple n’aimait pas Joseph”.

Avec une pathétique lucidité, l’empereur dit de lui-même : “Je n’ai fait que vouloir”. Il sait qu’il n’a pas su faire.

Né en 1741, Joseph, à la mort de son père, en 1764, partage le pouvoir avec sa mère puis, à partir de 1780, à la mort de Marie-Thérèse, il l’exerce seul. Quelles sont les conceptions politiques de ce Habsbourg que François Fejtő qualifie de révolutionnaire ? Dès qu’il accède à la fonction de co-régnant, il les expose à l’impératrice qui en demeure stupéfaite tant elles s’éloignent des siennes propres. Joseph se veut novateur. Dans une monarchie qui est une mosaïque de peuples régis par des chartes particulières, Joseph veut développer des institutions unitaires : armée, justice, administration, doivent assurer l’unité de ce que l’empereur appelle la “patrie” et non plus la “Monarchie”. Ce despote éclairé, partisan convaincu de l’absolutisme le plus centralisateur, est favorable à la tolérance religieuse, pour des raisons d’ailleurs plus pragmatiques que théoriques. Il veut favoriser l’industrie et le commerce. Il sait qu’il lui faudra dompter la caste féodale qui, au nom de ses coutumes ancestrales, exploite honteusement une paysannerie souvent encore soumise au servage et astreinte aux corvées les plus dures.

“Les grandes choses doivent être exécutées d’un seul coup” écrit Joseph. D’un seul coup et non pas lentement et graduellement comme le voulaient Marie-Thérèse et son chancelier, Kaunitz. Entre le fils et la mère la relation devint systématiquement conflictuelle.

Tragique apparaît le destin de Joseph II à travers le récit qu’en fait François Fejtő. L’homme aura été voué sa vie durant à la solitude. Passionnément amoureux d’Isabelle de Parme, sa femme, il n’en est pas aimé. Dans ses lettres il se confie à son frère Léopold qui, lui, se garde bien de livrer ses véritables sentiments. A la mort de sa mère, il écrit : “Personne ne m’appelait plus “mon père” ni mon “mari” et maintenant, personne ne me dira plus “mon fils”. C’est un homme seul qui gouverne la Monarchie. “Pauvre souverain” écrit de lui Eléonore de Liechtenstein “il est à plaindre. Son caractère, sa manière de penser, son tempérament sont étranges et solitaires ; il ne sera jamais heureux et jamais personne ne sera rendu heureux par lui”.

Travailleur acharné, il voit ses entreprises échouer les unes après les autres. Un jour il a la douleur de voir l’armée, objet de ses soins les plus constants, se débander sous ses yeux à la suite d’un misérable incident de campagne.

Qu’est-il resté de l’œuvre de Joseph II ? Dans son épilogue François Fejtő cite l’abolition du servage et le rachat des corvées paysannes contre une somme d’argent dont le maximum avait été fixé au cinquième du revenu brut des terres.

Dans son livre François Fejtő évoque un demi-siècle d’histoire européenne : apparaissent au fil des pages la Prusse de Frédéric II, la Russie de la Grande Catherine, la France de Louis XVI et de Marie-Antoinette, la Belgique en révolte, la Hongrie, sa noblesse rebelle et ses paysans asservis.

Ouvrage passionnant, concis malgré ses 400 pages, écrit dans une langue claire, simple, émouvante, ce “Joseph II”, en même temps qu’il brosse le tableau d’une époque et d’un ordre politico-social, fait surgir devant nous des destins individuels souvent attachants, parfois pleins de grandeur.

On ne retiendra que l’exemple de Marie-Thérèse. Impératrice pacifiste elle se refuse à faire la guerre aux Turcs aux côtés de la Russie. “J’écris ces lignes en pleurant ; ma main et mon cœur ne veulent plus signer autre chose que la paix...”, cependant que son fils avoue au chancelier Kaunitz : “Quant à moi, j’irais à la guerre peut-être avec plus de joie qu’il ne faut”. Au moment de mourir, priée de prendre quelque sommeil, elle réplique à Joseph “Je veux regarder la mort en face”. Voyant qu’il pleure elle ajoute : “Je n’ai pas beau temps pour mon voyage”. François Fejtő, d’une citation, sait faire surgir un caractère.

Un beau livre vous dis-je. Un grand livre.

Dominique-André KERGAL

Librairie Académique Perrin

Henri de Lubac interprète De Dostoïevski

par Étienne BORNE

On savait tout ce qu'il avait d'harmonie préétablie entre Karol Wojtyła devenu Jean-Paul II et le théologien jésuite Henri de Lubac. Le disciple vient d'honorer le maître en le faisant cardinal de l'Eglise romaine. Et c'est la fermeté doctrinale comme condition d'une ouverture lucide aux problèmes du monde, qui a été principe animateur pour la recherche du théologien comme elle est maxime majeure pour l'action que mène depuis son accession au pontificat le premier pape slave de l'histoire.

Henri de Lubac n'a jamais considéré les frontières du catholicisme comme une muraille de Chine ou un limes de romanité païenne, et il a toujours su regarder de l'autre côté du mur, discernant par exemple tout ce qu'il y a de spiritualité dans le bouddhisme, et a fortiori tout ce que contient d'intuitions chrétiennes cette grande part slave de la chrétienté qui relève de l'Eglise orthodoxe et qui a tant retenu des Pères grecs, souvent méconnus ou inconnus dans l'Occident latin.

Dans l'œuvre monumentale d'Henri de Lubac, "Le drame de l'humanisme athée" est un livre capital. Beaucoup d'entre nous lui doivent ce choc initial qui a d'un coup illuminé tout ce qu'ils peuvent avoir de pensée. Si les catholiques et d'abord les hommes d'Eglise connaissaient leurs vraies richesses, une réflexion aussi décisive qui, par exemple, éclaire si parfaitement avec ce qui est dit de Feuerbach les origines athées du marxisme, aurait du être incessamment reprise, commentée, diffusée, comme il ne serait que justice pour un grand livre classique. Mais les idéologues veillaient, intégristes ou progressistes, et la pensée d'Henri de Lubac, trop souveraine pour être politiquement utilisable, était prise entre, objectivement complices, l'arbre et l'écorce.

Or le dernier chapitre de "L'humanisme athée" est une méditation sur Dostoïevski, qui n'a jamais eu de meilleur lecteur ni de plus sagace interprète qu'Henri de Lubac. L'auteur des "Karamazov" ou de "L'Idiot" n'a certes rien d'un philosophe ou d'un théologien voués à des recherches spéculatives et objectives ; il est essentiellement un romancier, prodigieux inventeur de personnages, tous singuliers, dans tous les sens du mot, mais nourrissant ses créatures, faussement imaginaires, non seulement de sa chair et de son sang, mais aussi des angoisses de son esprit.

Henri de Lubac ne donne pas dans les lieux communs de littérature éclairée sur les complexités et complaisances narcissiques de l'âme slave ou son goût pervers pour l'auto-torture. Si Dostoïevski est russe de part en part, s'il croit à son peuple, c'est que pour lui la spécificité nationale de la Russie est porteuse d'une vocation universaliste. Dostoïevski est persuadé que le catholicisme romain a trahi le message du Christ en l'adaptant au monde dans une intention de domination temporelle. D'où la décadence de l'Occident, livré à un libéralisme matérialiste, faute de cette tension spirituelle dont l'orthodoxie orientale resterait le témoin privilégié, devant et pour l'humanité entière.

Angoisse et tension ne sont pas dans l'œuvre dostoïevskienne des curiosités localisées et périmées, mais, comme le montre Henri de Lubac, elles se confondent pour Dostoïevski avec la vérité de l'homme, laquelle est beaucoup plus métaphysique que psychologique et sociologique. Et c'est par ce haut et

constant souci que Dostoïevski est un grand de la pensée. Une pensée qui est en même temps passion. Une passion qui se confond avec l'existence humaine elle-même. Une existence, étrange et sans analogue dans un monde dont les uniformités et les nécessités apparaissent comme le contraire de cette libre singularité qui est en l'homme le propre de l'esprit.

On comprend mieux en lisant Henri de Lubac pourquoi un Albert Camus a pu trouver dans sa familiarité avec Dostoïevski le plus philosophique de son inspiration, à contre-courant de son paganisme méditerranéen. L'homme dostoïevskien se définit non par la quête du bonheur, pur divertissement qui se perd dans l'éparpillement des plaisirs ou échoue dans le mirage des nostalgies impuissantes, mais par la quête du sens au péril d'un monde dont les dures apparences donnent tant de vraisemblances à l'insignifiance et au non-sens, c'est-à-dire en fin de compte à l'athéisme. En d'autres termes, la pensée humaine est passion parce qu'elle ne peut pas ne pas rejoindre ce tourment inapaisable qu'est la question de Dieu. La conscience pour peu qu'elle affine son acuité interrogative a partie liée avec le tragique. Et si elle se fuit elle-même vers une inconscience heureuse, c'est que la conscience du tragique s'appelle héroïsme.

D'où ces correspondances entre Dostoïevski et Nietzsche dont Henri de Lubac nous dit qu'ils sont des "frères ennemis". Tels personnages de Dostoïevski, comme le Raskolnikov de "Crime et châtiment" apparaissent comme des nietzschéens avant la lettre - encore qu'il s'agisse d'un nietzschéisme vulgaire ; et partout dans Dostoïevski la possibilité de l'athéisme et de la mort de Dieu est portée à un haut degré d'intensité et jusqu'à une sorte de sublime noir. Mais ce qui est le dernier mot pour Nietzsche ne sera que l'avant-dernier pour Dostoïevski. Pour le créateur d'Aliocha ou du starets Zosime dans les "Karamazov", ce dernier mot est une sainteté évangélique, mais qui serait sans authenticité si elle n'avait subi l'épreuve du feu en traversant cet héroïsme athée qui sera celui de Zarathoustra.

Au surplus, en montrant que l'athéisme était un phénomène intellectuel et spirituel d'immense conséquence sociale et politique, Dostoïevski a été prophète de notre XX^e siècle, auquel il a annoncé qu'un socialisme qui fait de l'homme l'être suprême pour l'homme, place usurpée dont il lui faut chasser Dieu pour l'occuper, prétend donner aux hommes une "liberté illimitée" et aboutit à un "despotisme illimité". Et Soljénitsyne, dont le génie égale celui de son grand précurseur, n'a fait qu'apporter les preuves expérimentales, concrètes et vécues des visions d'avenir de Dostoïevski, terrifiantes et incroyables en son temps.

Sans doute le commentateur le plus bienveillant relèvera-t-il chez Dostoïevski une tendance fâcheuse à disqualifier la raison en même temps que le rationalisme athée et à rejeter le "2 et 2 font 4" du côté d'un entendement mondain et quasi diabolique. Il y aura donc dans Henri de Lubac un chapitre des "équivoques" dostoïevskiennes. Mais en ce temps où un pape slave pose inlassablement à l'humanité l'alternative du primat du spirituel, dernière chance de l'homme, ou de l'oppression matérialiste destructrice de l'humain, comment Dostoïevski ne serait-il pas d'actualité ?